TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 338 - AVRIL 2022

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 338

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Des premiers signes d'inflation alimentaire
    - Flambée des charges, fin de la rétention
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Des cours et des coûts très élevés
- Femelles
  - Europe
    - Recul du cheptel et hausse des cotations
- Maigre
  - Le manque de disponibilités s'amplifie
- Veaux de boucherie
  - Les prix progressent doucement, les coûts de production grimpent
- Veaux nourrissons
  - Le prix du petit veau stagne

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Monde : Pas de sursaut
  - Des prix records en France et dans l'UE-27
  - Les excédents de lait bio s'accentuent en France
- Marché des produits laitiers
  - La demande va-t-elle résister à la hausse des prix ?

Viande ovine
- France
  - La cotation décolle à une semaine de Pâques
- UE et monde
  - La hausse de l'offre a contenu les cours jusqu'au regain de la demande

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - La collecte est relancée et les importations réduites

Annuel caprins 2022 : Les défis de la hausse des coûts et de la compétition des grandes cultures

Viandes bovines

Flambée des charges et hausse des prix des bovins

Dernière révision le 20 avril 2022

Les prix des intrants ne sont pas redescendus de leur record de mars si bien que les coûts de production restent à des niveaux inédits. Les prix des bovins ne sont pas encore suffisants pour couvrir les coûts mais ils gagnent encore quelques centimes chaque semaine du fait de la réduction de l'offre.

En effet, le cheptel européen recule, les réformes sont limitées, les sorties de jeunes bovins se sont momentanément accélérées mais restent en-deçà de la demande européenne, la baisse des disponibilités en broutards français s'amplifie, l'offre en veaux gras est toujours bien maîtrisée…

Toutefois, l'inflation des dépenses contraintes, et notamment de l'énergie, fait craindre une modification du panier alimentaire des ménages en absence d'aides spécifiques pour les foyers aux revenus modestes.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

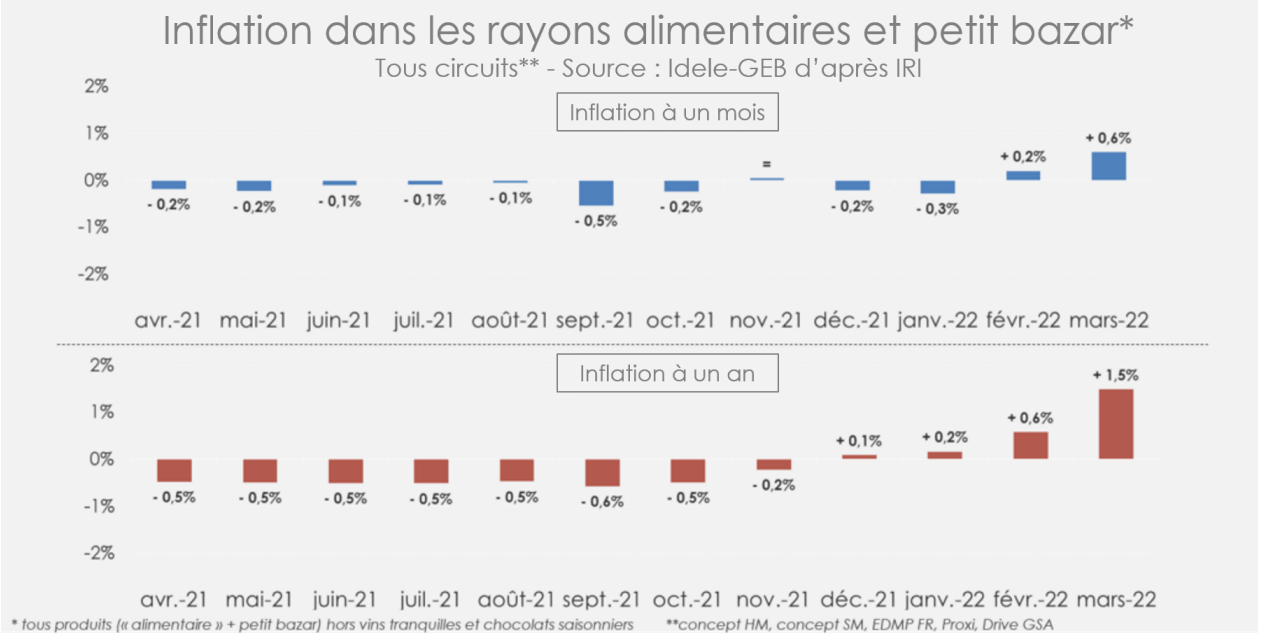
Des premiers signes d'inflation alimentaire

Dernière révision le 20 avril 2022

Les premiers signes d'inflation alimentaire sont désormais visibles. L'activité de la RHD est toujours en retrait par rapport à l'avant pandémie et d'autres habitudes restent présentes comme la hausse des achats au détail de viande hachée. En 2021, le commerce de viande bovine de l'UE-27 avec les pays tiers s'est de nouveau replié, conséquence des mesures prises pour endiguer le Covid-19.

Des premiers signes d'inflation alimentaire

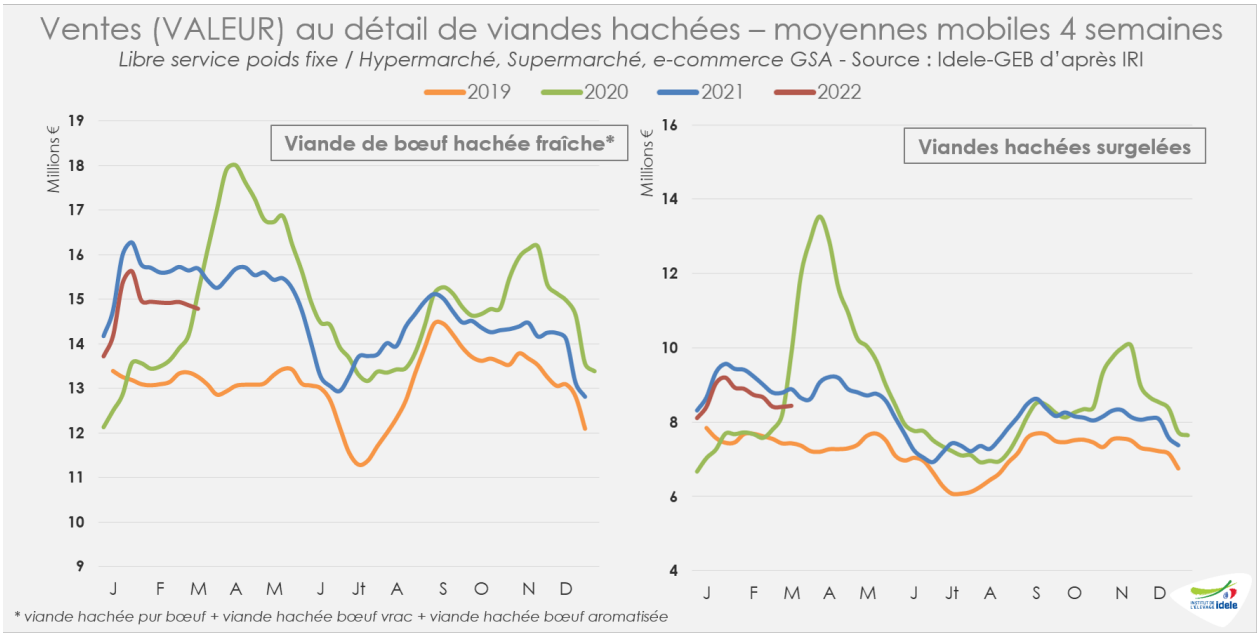
Actuellement, on observe des premiers signes d'inflation au détail pour les produits alimentaires. D'après IRi, en mars 2022, l'inflation à un mois dans les rayons « alimentaire » et « petit bazar » était de +0,6% /février 2022. Tous les types de magasins (hyper, super, magasins de proximité, *drive*…) sont concernés et « *les rayons de l'épicerie et du frais libre-service poids fixe sont les plus inflationnistes* ». Même constat pour l'inflation à un an qui a atteint +1,5% /mars 2021. Le rayon frais non laitier libre-service (dont les viandes réfrigérées) approche une inflation de +1,3% /mars 2021 et le rayon surgelé (dont les viandes congelées) de +1,9%.



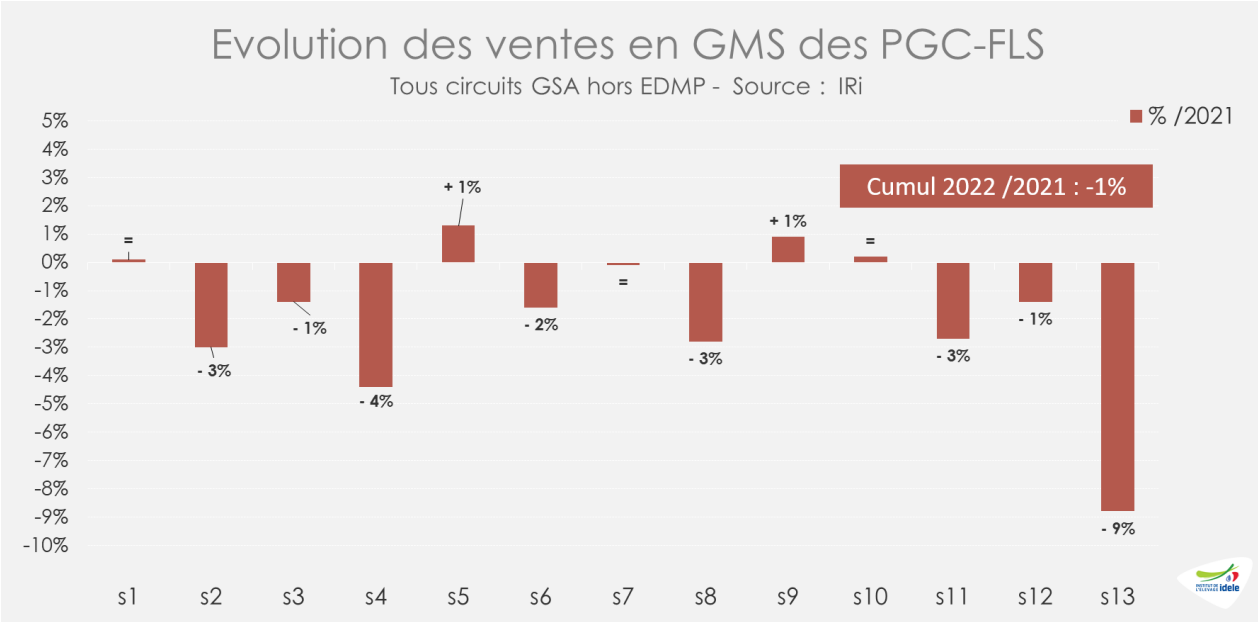
Avec le conflit en Ukraine, l'accélération de l'inflation globale se confirme. En mars 2022, l'évolution de l'indice général des prix à la consommation harmonisé provisoire de l'INSEE dépassait les +5% sur un an après +4% en février. Une première depuis le début du suivi de cette donnée statistique datant de janvier 1996. La hausse concerne bien sûr l'énergie dont les prix ont augmenté de +29% en un an (contre +21% en février 2022) en lien avec la hausse des prix des produits pétroliers. Et l'inflation alimentaire à un an s'est accélérée pour les produits alimentaires. La hausse des prix alimentaires atteignait en mars 2022 +2,8% /2021 (contre +2,1% en février 2022). Constat encore plus marqué pour les produits frais (+7,2% /2021 en mars contre +5,9% en février).

Les ventes au détail de viandes hachées toujours dynamiques

Depuis l'allègement des mesures sanitaires, **les ventes au détail de viandes hachées** demeurent soutenues et nettement supérieures à l'avant pandémie. En cumul sur les onze premières semaines de 2022, les ventes de haché frais (-4% /2021 et +7% /2020) comme de haché surgelé (-4% /2021 et +4% /2020) restaient dynamiques.

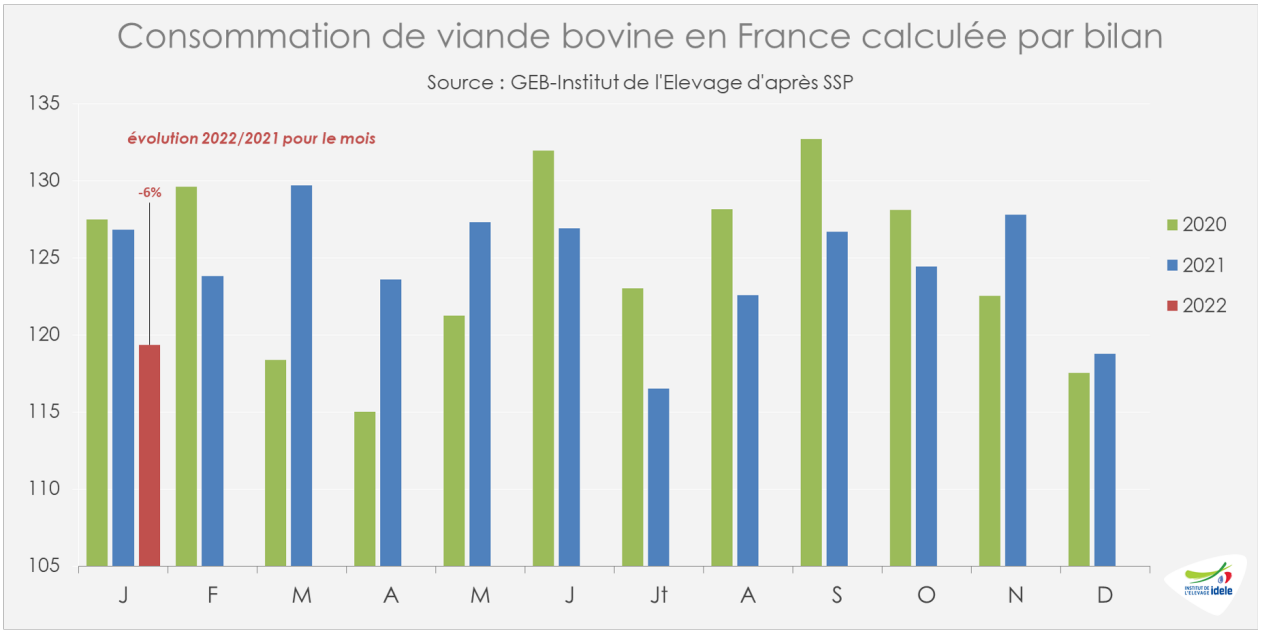


Et depuis le début de l'année, les ventes des produits de grande consommation et frais libre-service (PGC-FLS) demeurent plus élevés qu'avant la pandémie d'après IRi, même si l'inflation récente joue un peu dans cette évolution du chiffre d'affaires. Sur treize semaines, elles ont cependant été en léger retrait d'une année sur l'autre (-1% /2021), marquée alors par un couvre-feu à 18 heures, des restaurants fermés et l'annonce d'un 3ème confinement national à partir du samedi 3 avril 2021. En semaine 13, la baisse des ventes de PGC-FLS était marquée (-9% /2021), mais ce phénomène est à relativiser, notamment car le chiffre de 2021 a été soutenu par l'annonce d'un nouveau confinement pour la fin de la semaine. La hausse du chiffre d'affaires à deux ans en semaine 13 restait forte (+7% /2020).



Recul de la consommation par bilan en janvier

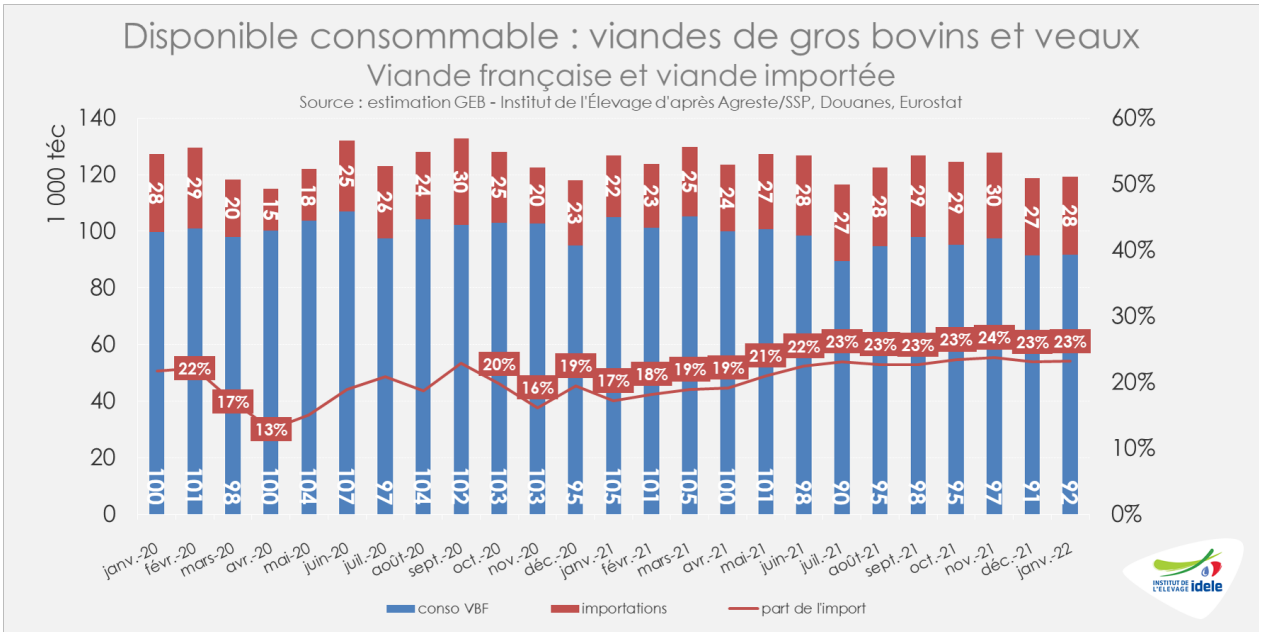
En France, en janvier 2022, la consommation calculée par bilan se situait à un niveau bien inférieur aux deux dernières années, faute de disponibilités, à 119 400 téc (-6% /2021 et 2020).



D'après le SSP, le commerce extérieur s'était redressé :

- les importations françaises ont égalé le niveau d'avant pandémie à 27 600 téc (+27% /2021 et =/2020) ;
- les exportations françaises ont dépassé ce niveau à près de 20 000 téc (+18% /2021 et +1% /2020) ;

Avec un niveau de commerce extérieur proche de l'avant pandémie, la proportion d'import dans les disponibilités totales s'élève à 23% en janvier 2022, niveau relativement stable depuis plusieurs mois.

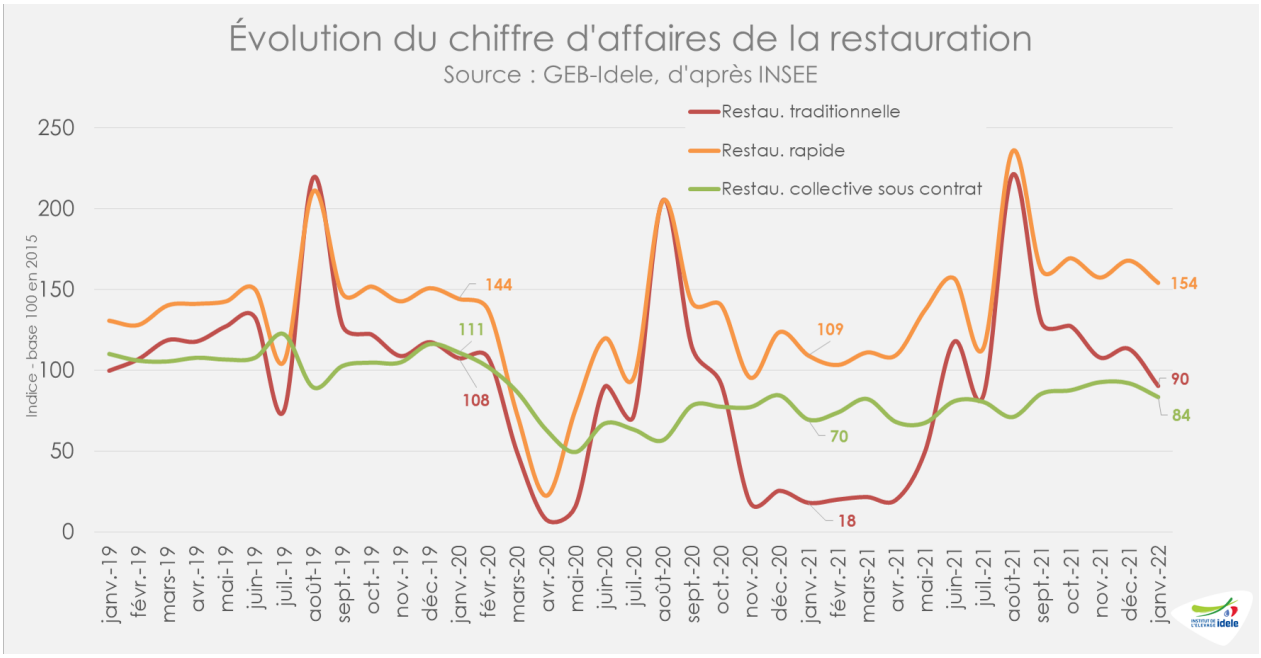


Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

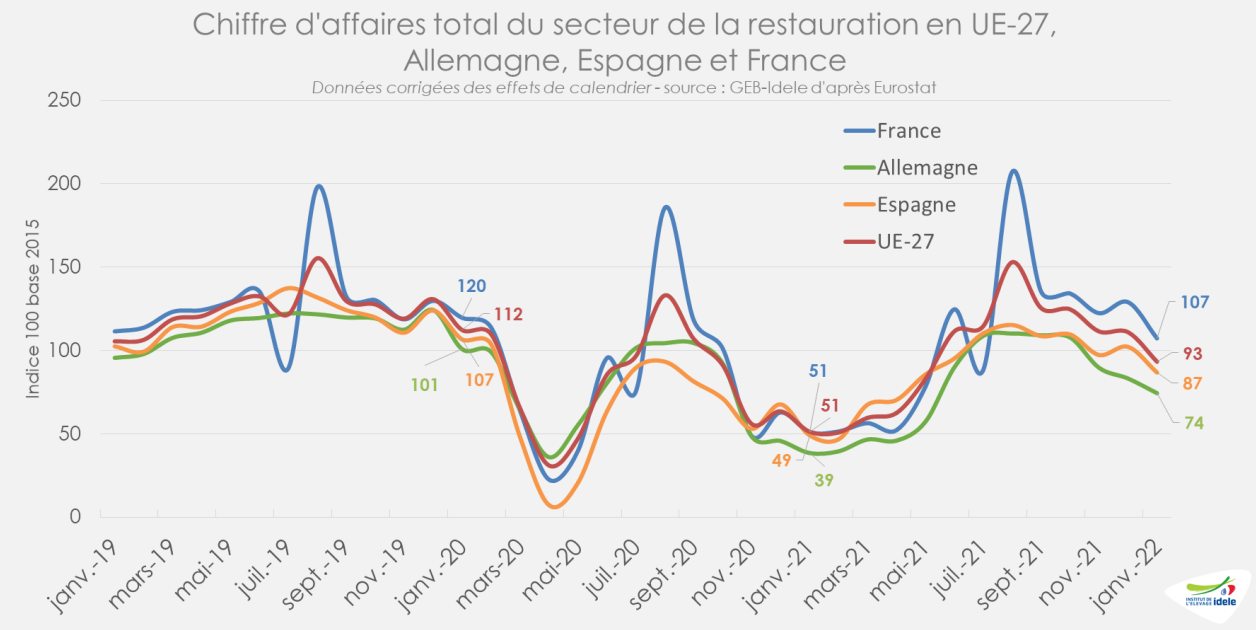
Il est impossible de donner plus de détail actuellement, ***les Douanes ont modifié le mode de collecte des données de commerce extérieur. Les statistiques détaillées n'ont pas été mises à jour et s'arrêtent aux données provisoires du mois de décembre 2021. Les statistiques détaillées relatives à janvier et février 2022 ne seront diffusées que lorsqu'une analyse de leur qualité aura été possible.***

Le chiffre d'affaires total du secteur de la RHD peinait toujours à se redresser en début d'année

Comme en fin d'année dernière, le secteur de la RHD n'a toujours pas retrouvé son niveau d'activité d'avant pandémie. **En France,** la situation du secteur restait perturbée (+10% /2021, mais -10% /2020). Le secteur de la restauration rapide, dynamique, a participé au redressement partiel du CA de la RHD **en janvier 2022** (+41% /2021 et +7% /2020). A l'inverse, les performances de la restauration traditionnelle (x5 /2021, mais -16% /2020) et de la restauration collective (+20% /2021, mais -25% /2020) restaient médiocres, alors que la France était touchée par la vague du variant Omicron.



Au niveau européen, la situation restait un peu plus dégradée. En **janvier 2022,** le chiffre d'affaires global de la RHD au sein de l'UE-27 restait en effet en retrait par rapport à l'avant-Covid (+82% /2021, mais -17% /2020). Même constat en Espagne (+76% /2021, mais -19% /2020) ou en Allemagne (+93% /2021, mais -26% /2020).

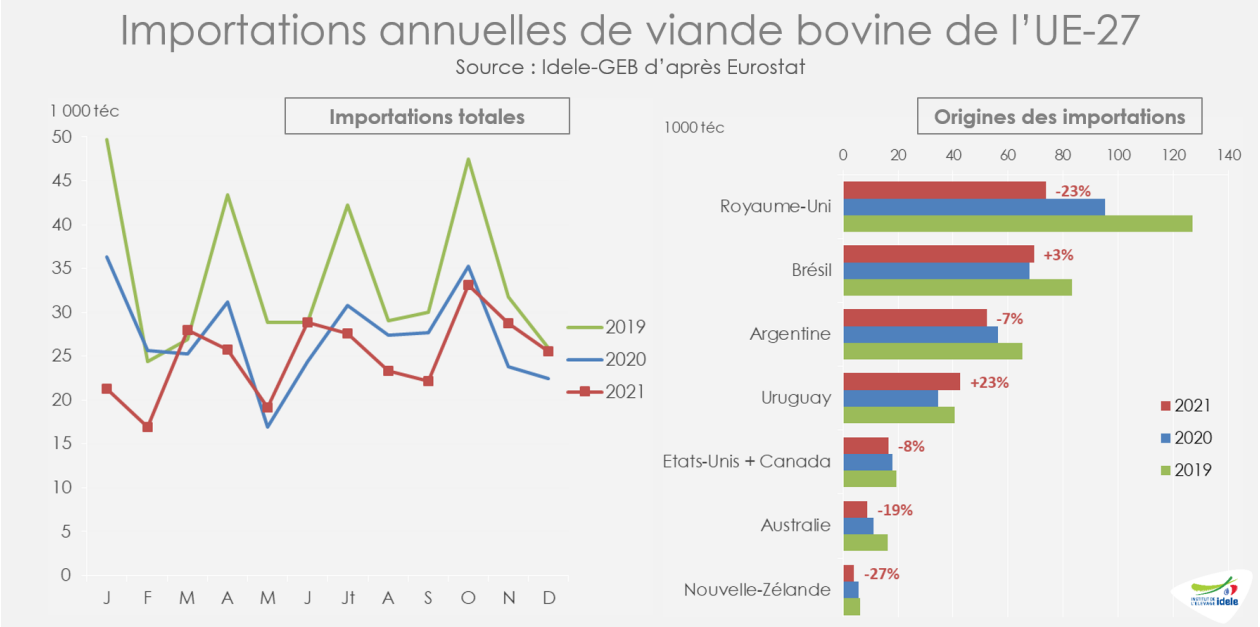


L'UE a de nouveau réduit ses échanges avec les pays-tiers en 2021

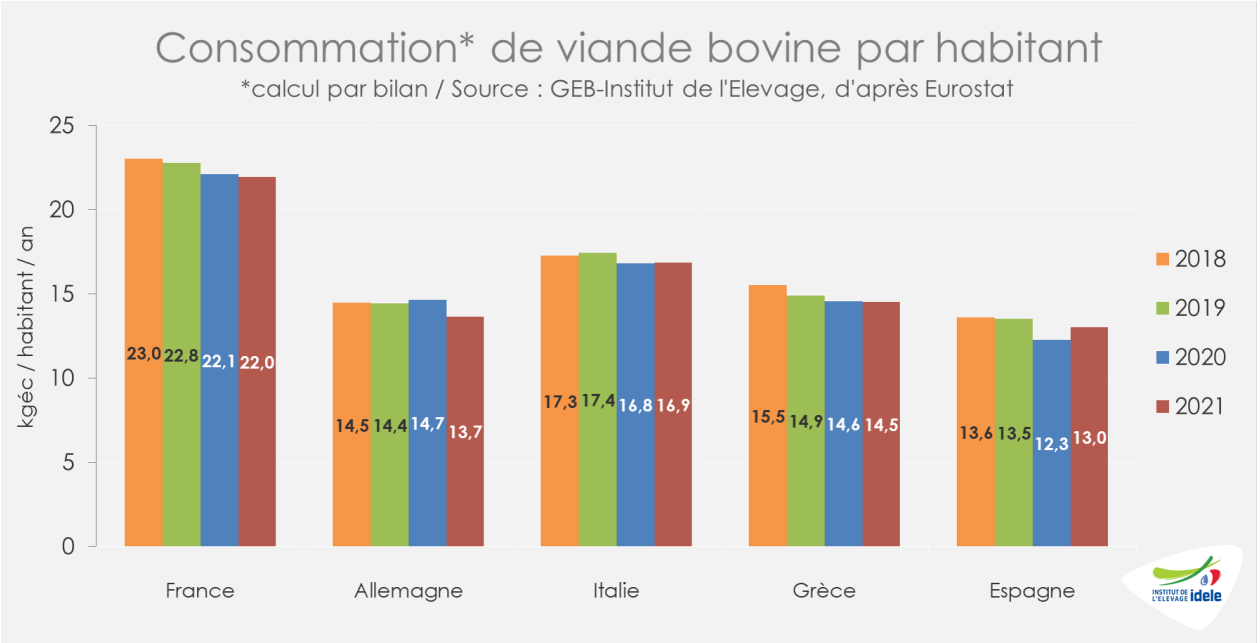
En 2021, le commerce extérieur de l'UE-27 en viande bovine a été en retrait :

- les exportations ont atteint 629 000 téc, soit -24 000 téc en un an (-8% /2020 et -13% /2019) ;
- les importations ont peiné à dépasser 300 000 téc, en retrait de –27 000 téc (-11% /2020 et -32% /2019).

Parmi les principaux fournisseurs du marché communautaire, seuls les envois de viande bovine réfrigérée et congelée depuis le Brésil (+3% /2020 à 70 000 téc) et l'Uruguay (+23% à 43 000 téc) ont progressé. Mais globalement, les importations demeurent très affectées depuis la pandémie. La forte demande chinoise ainsi que la hausse des prix et le manque de disponibilités au niveau international (l'Argentine ayant même mis en place des restrictions à l'exportation) ont participé à les limiter.



En 2021, la production de viande bovine de l'UE-27 a atteint 6,80 millions de téc (-0,6% /2020 et -1,3% /2019) et la consommation globale par bilan 6,47 millions de téc (-0,8% /2020 et -2,7% /2019). Les consommations par habitant au sein des États membres ont suivi des trajectoires différentes : hausse en Espagne, baisse en Allemagne ou encore relative stabilité en France ou en Italie. Globalement, la consommation de viande bovine en 2021 est restée affectée par la pandémie et le manque de disponibilités notamment au 2nd semestre. Dans de nombreux États membres, la consommation de viande bovine en RHD a notamment été perturbée.



Viandes bovines » Gros bovins » France »

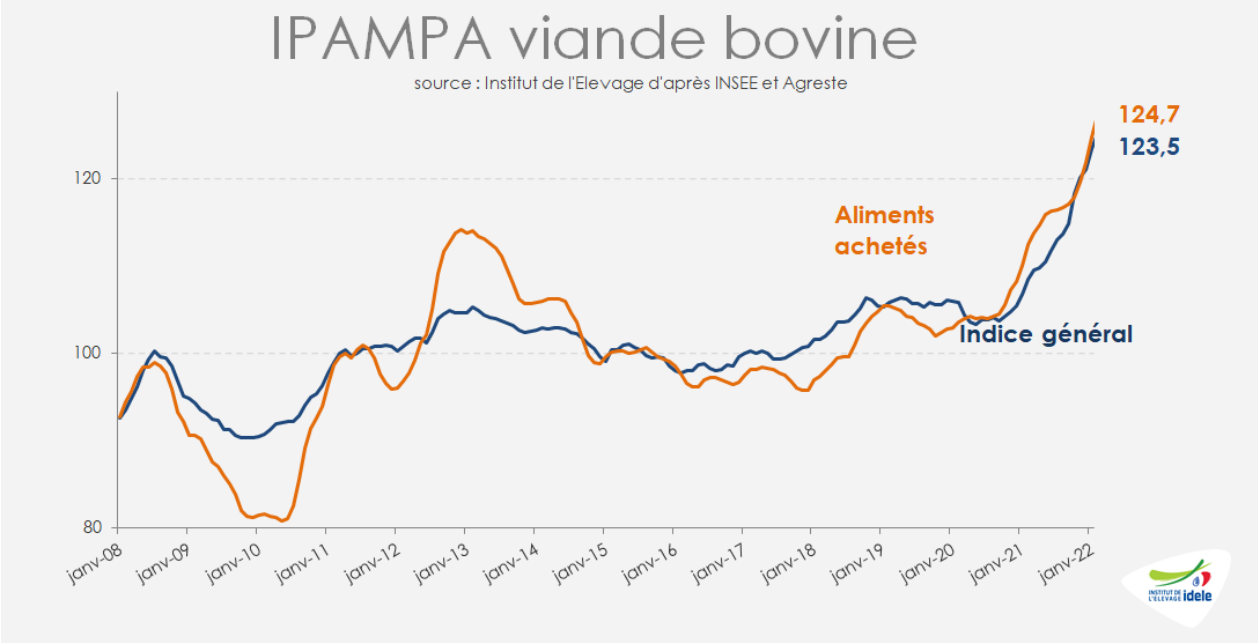
Flambée des charges, fin de la rétention

Dernière révision le 20 avril 2022

Conséquence de la guerre en Ukraine, les prix des intrants ont flambé. Les prix des bovins finis progressent eux aussi, mais la hausse reste insuffisante pour couvrir celle des charges. Après une phase de rétention, les sorties de jeunes bovins se sont étoffées à partir de fin mars. Les abattages de femelles allaitantes restent relativement dynamiques, ce qui accélère la décapitalisation. Les réformes laitières sont peu nombreuses, mais toujours fortement demandées par les industriels.

Des charges en très forte hausse

En février 2022, l'IPAMPA viande bovine (indice des prix d'achat des moyens de production agricoles) se situait au niveau record de 125,2 (+15,4% /2021 et +18,2% /2020). L'indice des aliments achetés était supérieur de +15% /2021 et +23% /2020, celui des énergies et lubrifiants de +42% /2021 et +38% /2020. Le point de mars devrait montrer une hausse encore bien plus forte, la guerre déclenchée fin février par la Russie en Ukraine ayant engendré une envolée des prix de tous les intrants laissant entrevoir des charges au plus haut dans les élevages pour 2022.



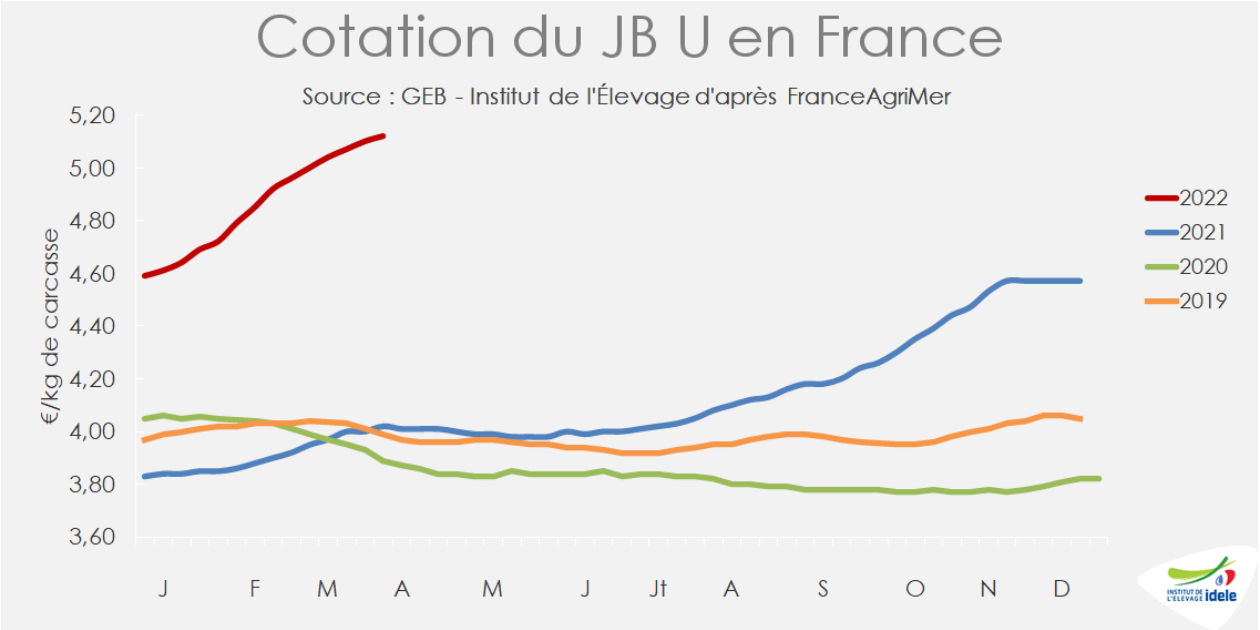
A noter qu'une grande partie des engraisseurs de jeunes bovins devraient pouvoir prétendre à l'aide à l'alimentation animale prévue dans le plan de résilience. Cette aide, qui devrait atteindre 489 M€, doit compenser une partie de la flambée des prix de l'alimentation animale depuis l'invasion de l'Ukraine. Elle est accessible aux élevages présentant un taux de dépendance (coût de l'aliment rapporté aux charges totales) d'au moins 10%, et une facture d'aliment d'au moins 3 000 € (entre le 15 mars et le 15 juillet). Le montant de l'aide varie selon le taux de dépendance.

Fin de la rétention des JB, mais poursuite de la hausse des cours

Après plusieurs semaines de rétention en élevage stimulée par le contexte haussier des prix, les sorties de jeunes bovins de type viande ont été plus nombreuses à partir de la fin mars. Avec la flambée des coûts de l'aliment, les kilos de viande supplémentaires sont devenus trop chers à produire et la rétention ne s'est pas poursuivie. En baisse de -6% /2021 sur les semaines 7 à 12, les abattages de JB viande ont bondi de +10% sur les semaines 13 à 14 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. L'afflux devrait rester momentané car il s'agit simplement d'un décalage de sorties.

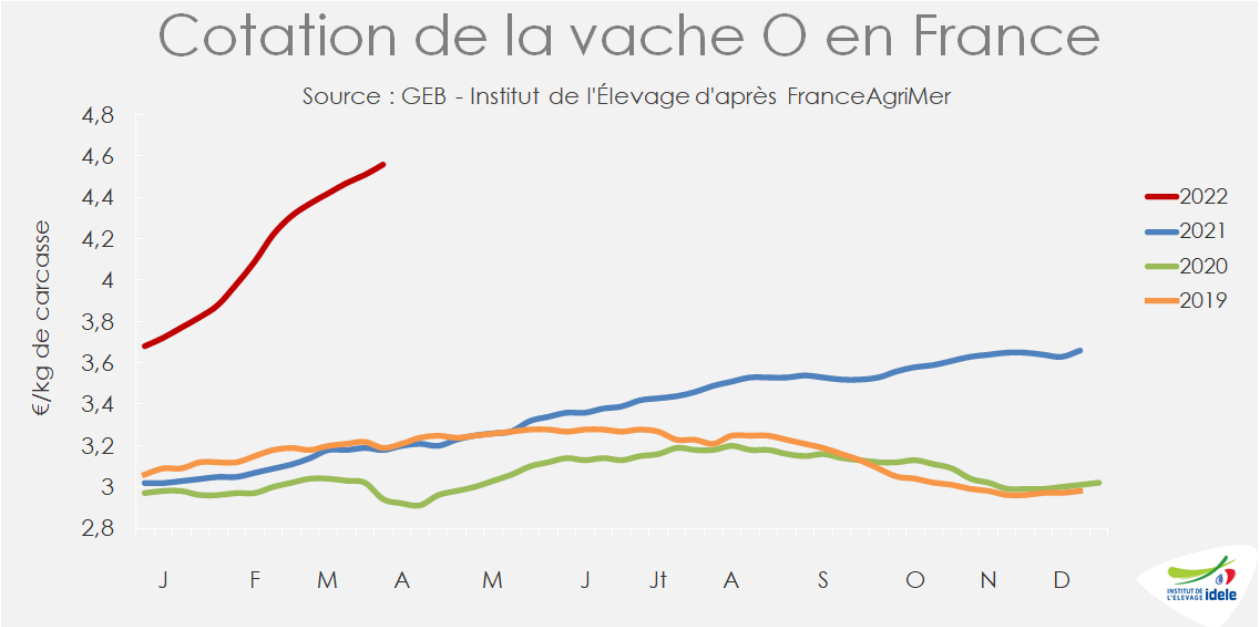
Les abattages de JB de type lait restent au plancher, en ligne avec ce qui est observé depuis de longs mois : -7% /2021 sur les semaines 11 à 14.

Le marché européen est en manque de viande, en particulier le marché allemand où les cotations sont bien plus élevées qu'en France. Ceci dope la demande adressée aux exportateurs français et participe à la hausse des cours. En quatre semaines, les cotations françaises des JB ont gagné entre 12 et 19 centimes selon la conformation. Celle du JB U a atteint 5,12 €/kg de carcasse en semaine 14 (+27% /2021 et +32% /2020). Elle reste devancée largement par la cotation allemande qui a frôlé les 6 € ! Le JB R français cotait 4,96 €/kg en semaine 14 (+29% /2021 et +34% /2020) et le JB O 4,54 €/kg (+36% /2021 et +38% /2020).



Les vaches laitières, très demandées, affichent les plus fortes hausses de prix

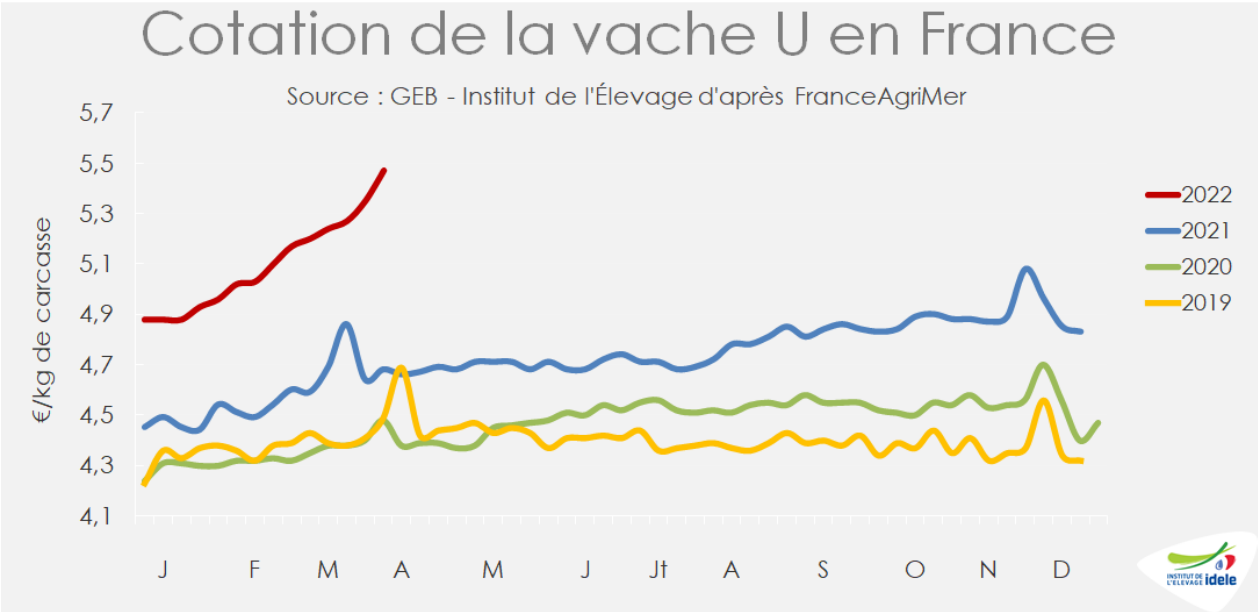
La demande pour le haché reste ferme et tire les prix des réformes laitières à la hausse. La cotation de la vache O a gagné 19 centimes sur les 4 dernières semaines pour bondir à 4,56 €/kg de carcasse en semaine 14 (+43% /2021 et +55% /2020). Celle de la vache P a gagné 18 centimes à 4,45 €/kg (+49% /2021 et +66% /2020).



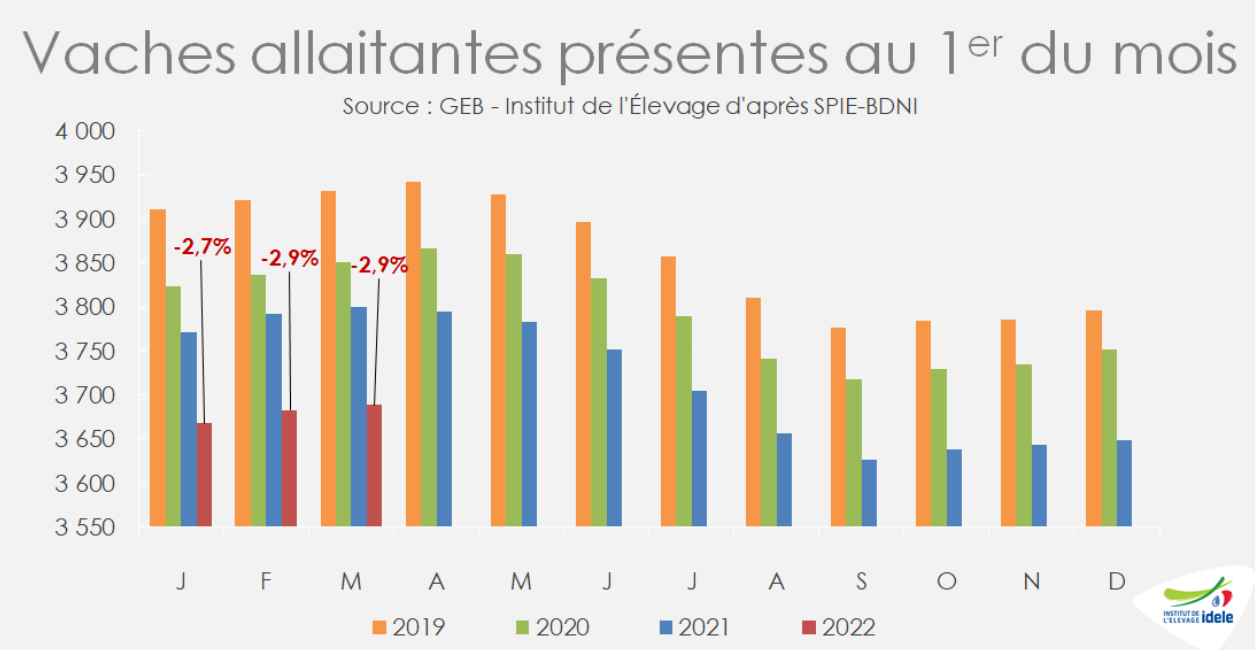
Les abattages de vaches laitières ont affiché des niveaux comparables à ceux de l'an dernier sur les semaines 11 à 14 (-0,4% /2021 d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev).

Les prix des vaches allaitantes également en hausse

La cotation de la vache U a gagné 27 centimes sur les 4 dernières semaines pour atteindre 5,47 €/kg de carcasse (+17% /2021 et +22% /2020), bénéficiant comme chaque année d'un coup d'accélérateur à l'approche de Pâques. Celle de la vache R a gagné 14 centimes à 4,98 €/kg (+22% /2021 et +33% /2020).



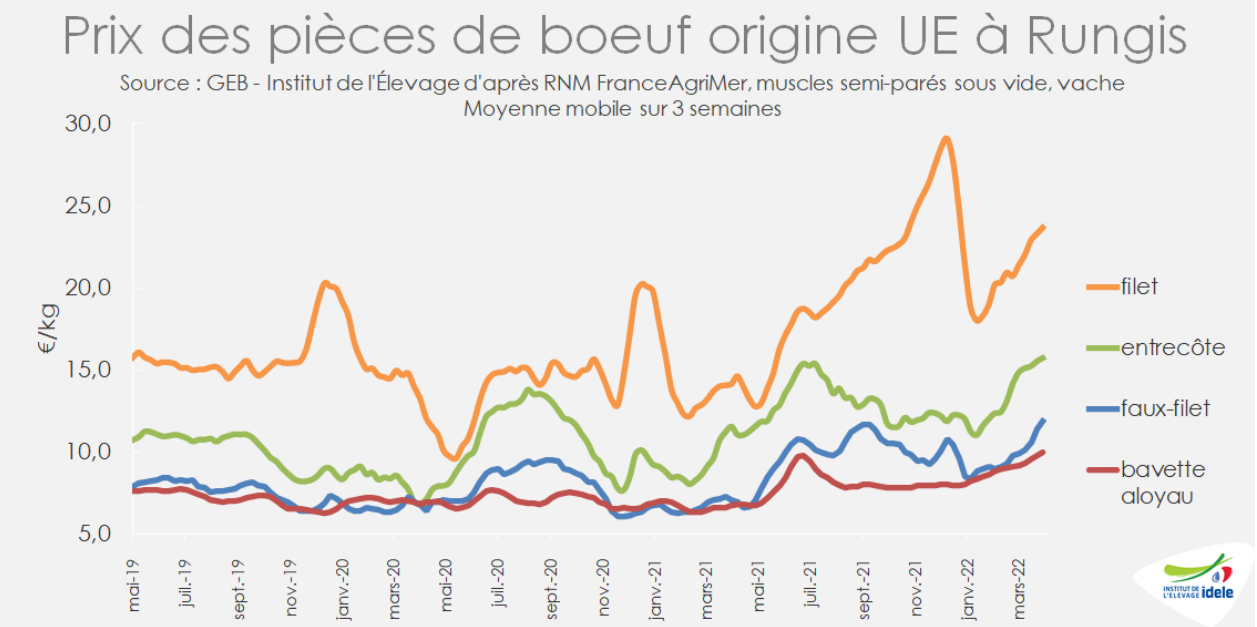
Les abattages de vaches de type viande sur les semaines 11 à 14 étaient en hausse de +2% /2021, tout comme ceux de génisses. Ceci fait craindre une nouvelle accélération de la décapitalisation allaitante. Au 1er mars, comme au 1er février, le cheptel de vaches allaitantes était déjà en baisse de -2,9% /2021.



Les prix des muscles importés très élevés et en hausse

Les prix élevés sur le marché européen, alors que le secteur de la restauration en France a repris quelques couleurs, ont conduit à une forte hausse du prix des muscles origine UE sur le marché de Rungis.

Le 8 avril, la bavette d'aloyau semi-parée origine UE était à 10,10 €/kg (+46% /2021 et +49% /2020), le faux filet à 11,70 €/kg (+76% /2021 et +75% /2020), l'entrecôte à 15,65 €/kg (+40% /2021 et +116% /2020) et le filet à 24,05 €/kg (+65% /2021 et +108% /2020). Notons toutefois qu'en 2020, les pièces nobles importées avaient vu leur prix chuter en raison du confinement et de la fermeture stricte de la restauration.



Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

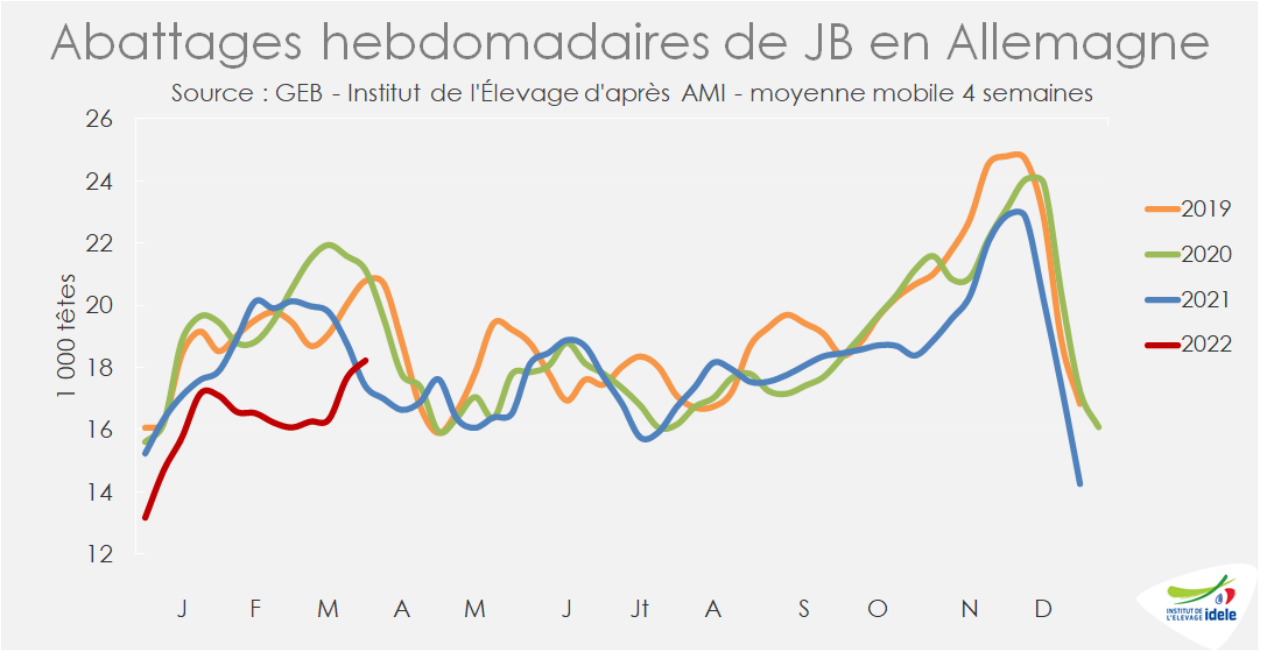
Des cours et des coûts très élevés

Dernière révision le 20 avril 2022

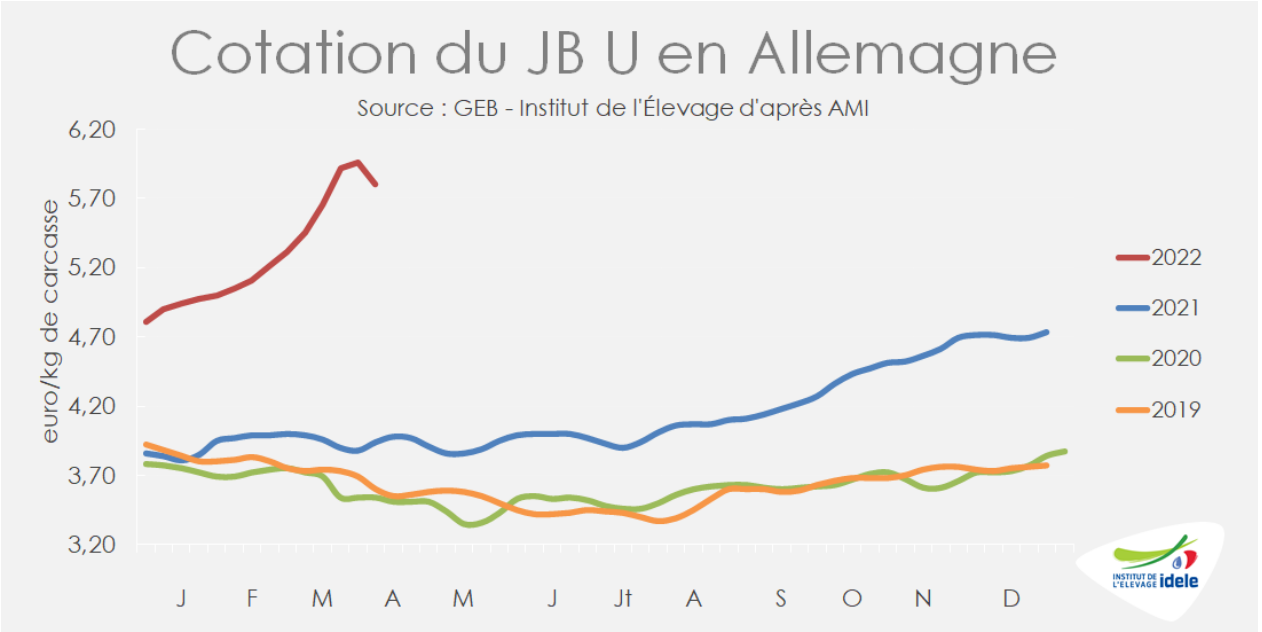
Les cours des JB restent très élevés partout en Europe. Ils augmentent encore dans la plupart des États membres, mais se sont toutefois réajustés de quelques centimes en Allemagne et en Espagne.

ALLEMAGNE : surplus momentané de sorties

En **Allemagne**, les rétentions en élevage pendant la phase montante des prix ont donné lieu à des sorties plus nombreuses depuis la semaine 13, d'autant que la flambée du prix de l'aliment, qui s'est accélérée avec la guerre en Ukraine, réduit l'incitation à rajouter des kilos. Ceci a provoqué un afflux d'animaux. Ainsi, après avoir baissé de -10% /2021 en moyenne sur les 10 premières semaines de l'année, les abattages de jeunes bovins sur les semaines 11 à 14 ont dépassé de +3% leur niveau de 2021.

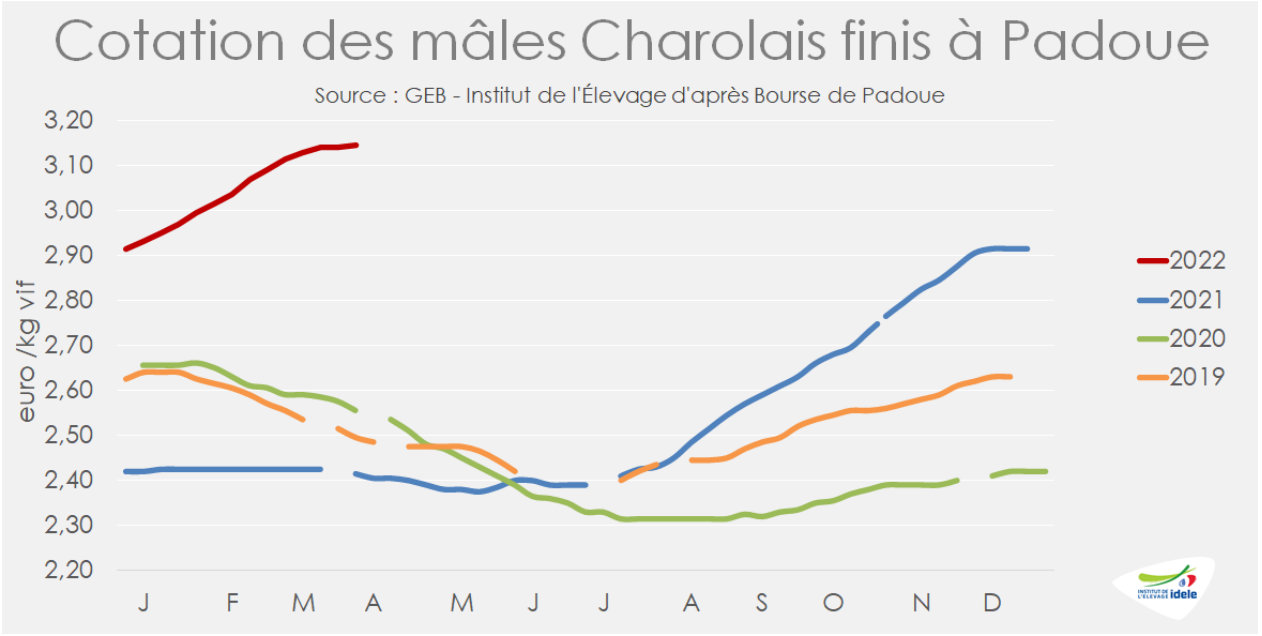


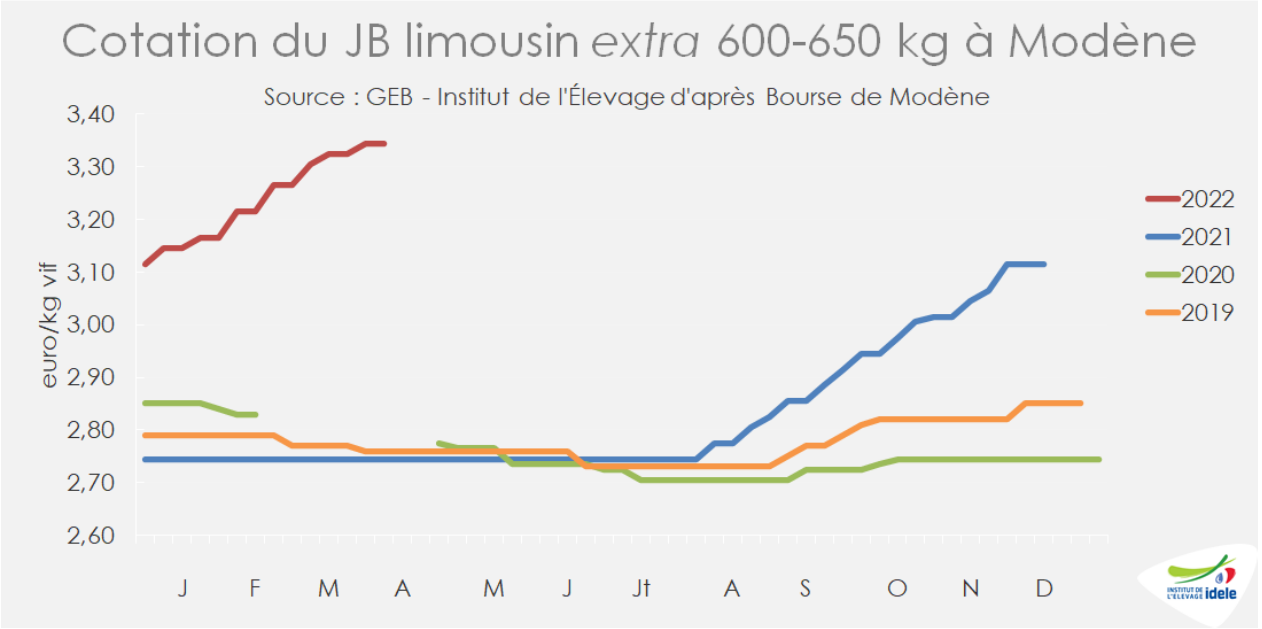
Les prix ont subi le contre-coup de ce décalage d'abattage mais restent à des niveaux bien plus élevés qu'en France. La cotation du JB U, qui avait frôlé les 6 €/kg, a perdu 16 centimes en semaine 14 pour retomber à 5,80 €/kg de carcasse (+47% /2021 et +46% /2020). Celle du JB R a été ramenée à 5,76 €/kg (+48% /2021 et +65% /2020) et celle du JB O à 5,46 €/kg (+48% /2021 et +68% /2020).



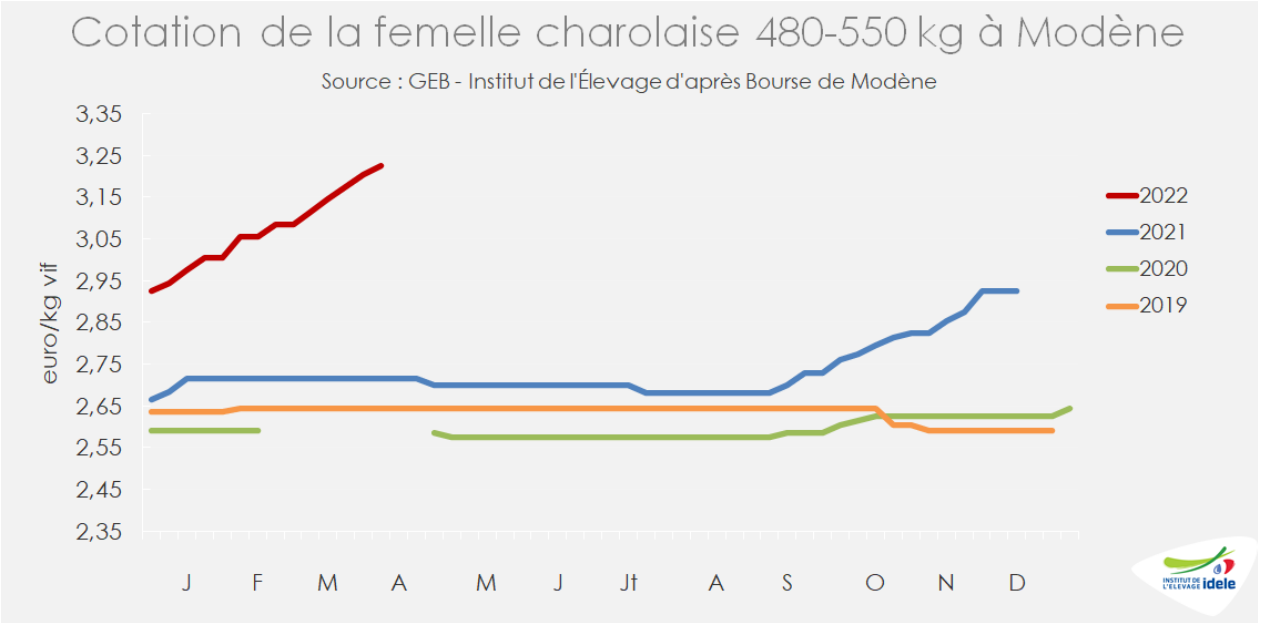
ITALIE : cours toujours en hausse, surtout en femelles

En **Italie**, l'offre en ferme comme celle importée restent limitées et les engraisseurs, en position de force, n'hésitent plus à réclamer des hausses de prix afin de compenser au moins partiellement l'envolée de leurs coûts de production. Les cours des jeunes bovins finis ont donc poursuivi leur hausse début avril à l'approche de Pâques, à un rythme toutefois ralenti pour les mâles par rapport au début d'année. La cotation du JB mâle charolais à la bourse de Padoue a encore gagné +3 centimes en 4 semaines pour atteindre 3,15 €/kg vif début avril (+30% /2021 et +23% /2020). Celle du mâle limousin a gagné +9 centimes à 3,31 €/kg vif (+20% /2021 et +19% /2020).





Les cotations des femelles poursuivent leur hausse linéaire depuis l'automne dernier. A la bourse de Modène, la femelle charolaise a encore gagné +11 centimes en 4 semaines pour atteindre 3,23 €/kg vif (+19% /2021). La femelle limousine a gagné également +11 centimes, à 3,42 €/kg (+17% /2021).

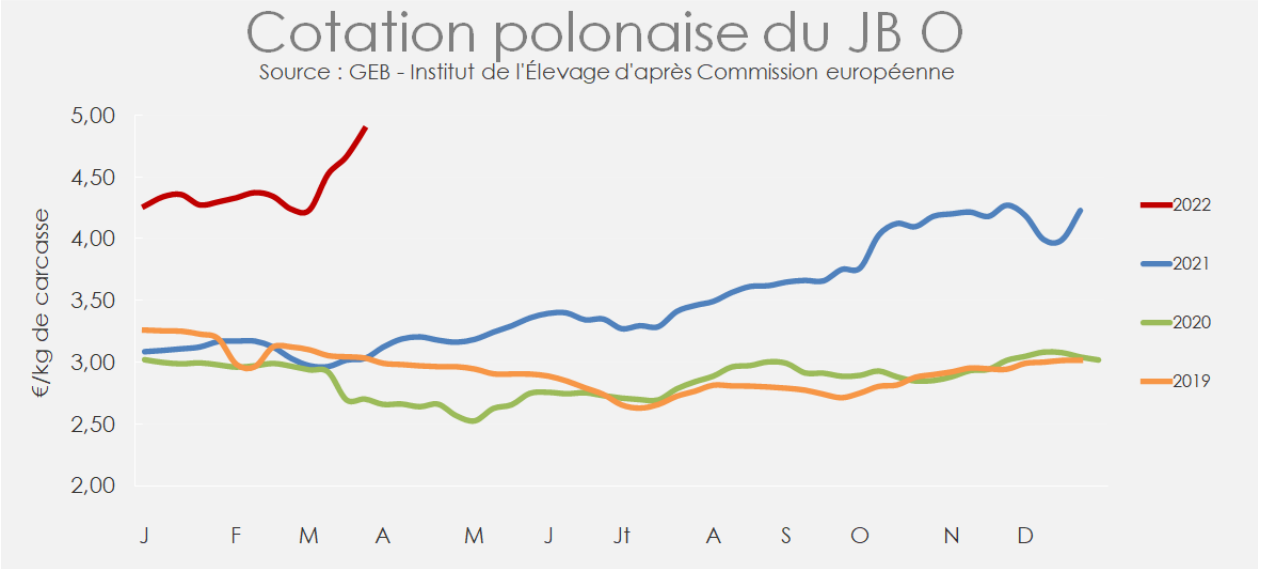


Toutefois, la guerre en Ukraine inquiète le secteur. Même si les céréales importées sont plutôt destinées à l'alimentation des monogastriques, les craintes d'une spirale inflationniste sont largement partagées. D'autant que le pays est soumis à une inquiétante sécheresse qui pourrait réduire les récoltes nationales.

Côté consommation, la hausse du prix des carburants réduit le pouvoir d'achat et les distributeurs s'attendent à une modification de la composition du panier des ménages. Pour le mois de mars, l'Institut national des statistiques Istat a annoncé une hausse de l'indice des prix à la consommation de +6,7% /2021 (contre +5,7% en février). L'énergie a bondi de +53% /2021, les produits alimentaires non transformés de +8% et les produits alimentaires transformés de +4%.

POLOGNE : Les prix en euros remontent fortement grâce à la reprise du zloty

En **Pologne**, la monnaie nationale avait dévissé après le déclenchement de la guerre en Ukraine le 24 février, ce qui avait fait flancher les cours exprimés en euros. Le zloty s'est rétabli depuis, ce qui a permis aux cotations de reprendre une hausse quasi-linéaire. La cotation du JB O est remontée à 4,89 €/kg de carcasse en semaine 13 (+40% /2021 et +43% /2020). Les cours restent en forte hausse en monnaie nationale, tirés par la pénurie sur le marché européen. La cotation du JB O en zloty a gagné +4% en 8 semaines pour remonter à 20,28 zlotys/kg de carcasse (+47% /2021 et +59% /2020).



D'après les experts polonais, la production nationale pourrait être stable en 2022 par rapport à 2021, à 556 000 téc. Les chiffres provisoires de l'enquête cheptel de décembre indiquent un nombre de bovins mâles de 1 à 2 ans dans les fermes polonaises en hausse de +6% /2020 à 928 000 têtes, ce qui pourrait aboutir à un rebond de la production de taurillons en 2022. Cependant, le nombre de vaches laitières était en recul de -4% à 2,035 millions de têtes, de même que celui de vaches allaitantes (-4% à 253 000 têtes après 14 années de hausse ininterrompue). Pour plus d'info, lire l'article sur les femelles en Europe ici.

La Pologne exporte 85% de sa production de viande bovine. La demande alimentaire interne pourrait croître en 2022 en raison du grand nombre de réfugiés ukrainiens accueillis dans le pays (2,6 millions d'Ukrainiens sont entrés en Pologne entre le 24 février et le 11 avril d'après le HCR, représentant une hausse de 7% de la population nationale, elle-même estimée à 37,8 millions au 1er janvier). Une hausse de la consommation nationale diminuerait le disponible exportable, même si le bœuf est loin d'être la viande préférée des Polonais et des Ukrainiens.

ESPAGNE : le marché intérieur à la peine

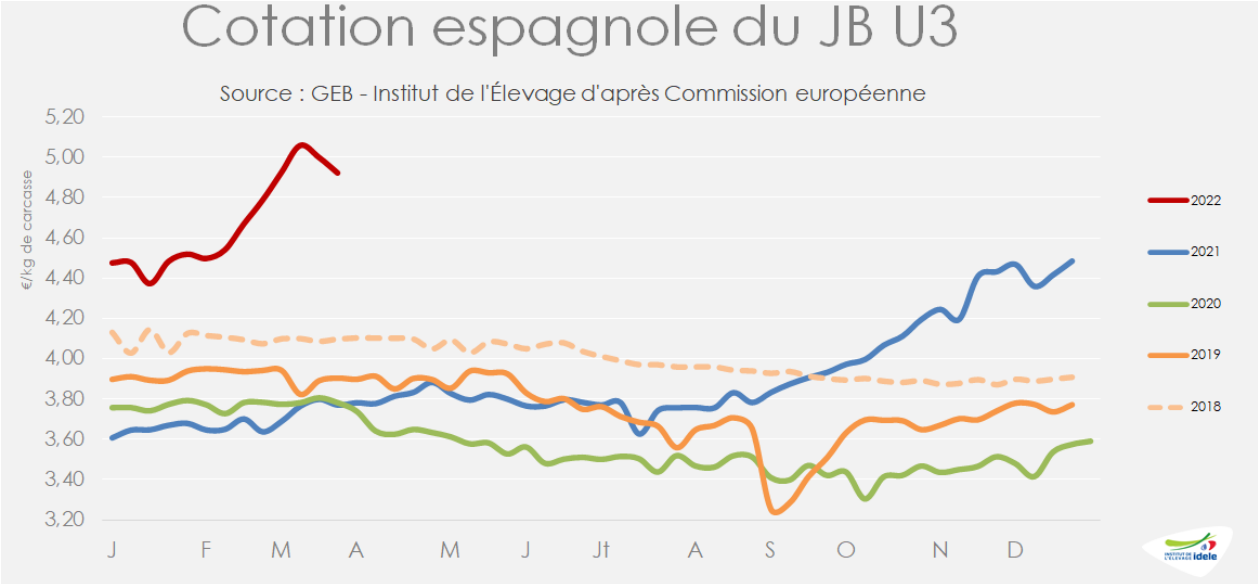
En **Espagne**, la hausse du prix de l'alimentation du bétail inquiète. L'Espagne est en effet très dépendante de l'importation pour la fabrication d'aliments et les systèmes d'engraissement de bovins sont basés principalement sur des rations sèches.

Mais ce qui semble préoccuper encore plus la filière espagnole ce sont les difficultés à pouvoir passer des hausses sur les prix à la consommation. En effet, le pouvoir d'achat des Espagnols est confronté à une forte inflation des dépenses contraintes et notamment de l'énergie. La hausse annuelle de l'indice des prix à la consommation (IPC) a bondi à +9,6% en mars en raison de la flambée du prix de l'énergie, après +7,6% en février, niveau déjà le plus élevé depuis décembre 1986. Les familles espagnoles se tournent donc vers les viandes les moins chères, le porc ou la viande hachée de bœuf. Les industriels espèrent que le retour du tourisme permettra de mieux valoriser les pièces nobles.

Le Ramadan a démarré le 2 avril et la demande des pays méditerranéens commence à s'essouffler. Heureusement le marché européen reste très demandeur de viande de jeune bovin.

En semaine 13, les cotations des bovins ont toutefois reflué. Ce pourrait être l'effet d'un afflux d'animaux dans les abattoirs après 3 semaines de grève des transporteurs et donc d'apports réduits.

Après avoir culminé à 5,06 €/kg de carcasse en semaine 11, la cotation espagnole du JB U est retombée à 4,92 €/kg en semaine 13 (+31% /2021 et +30% /2020). Celle du JB R est retombée à 4,85 €/kg (+32% /2021 et +31% /2020) repassant sous la cotation française.

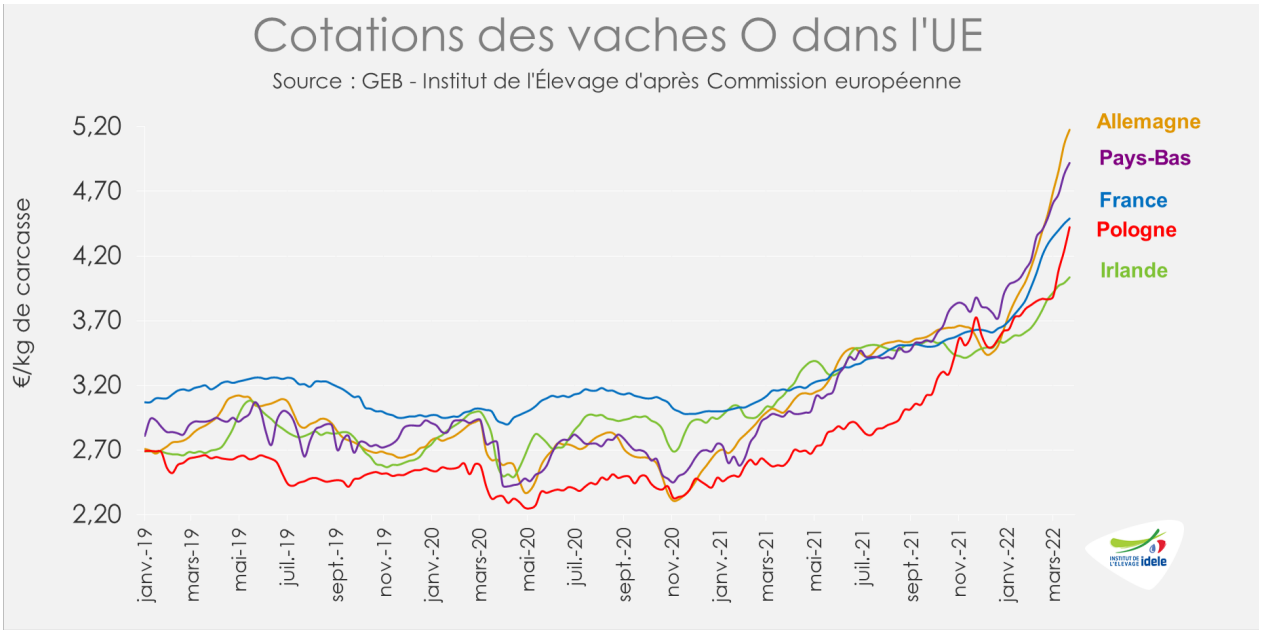


Viandes bovines » Femelles » Europe »

Recul du cheptel et hausse des cotations

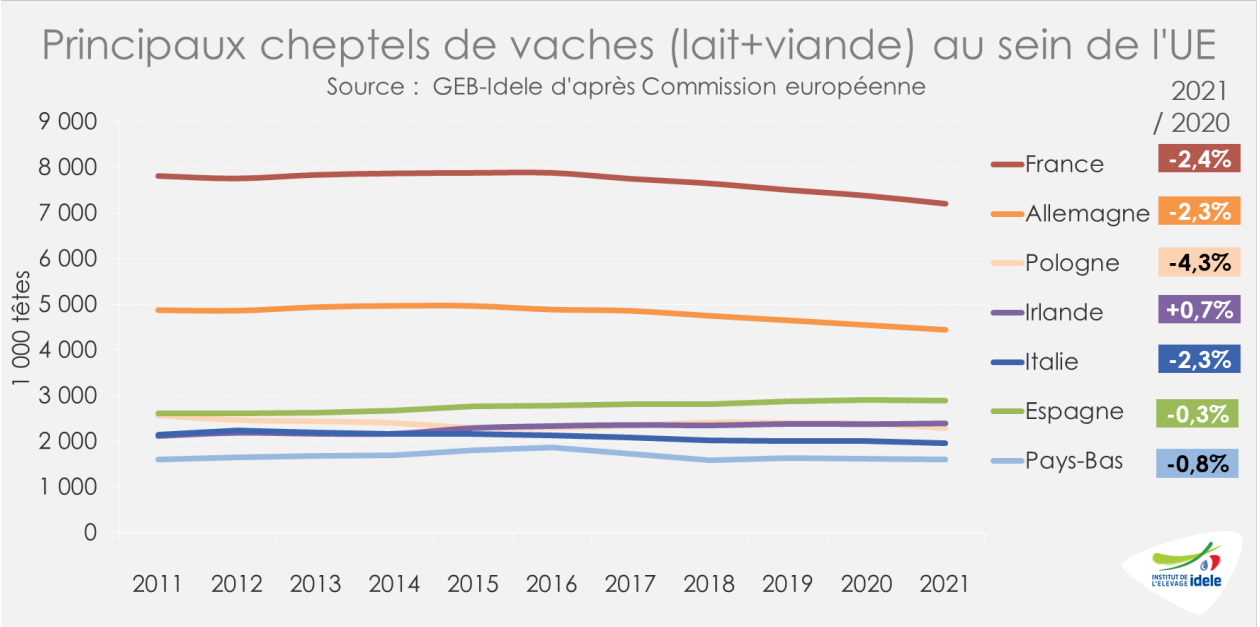
Dernière révision le 20 avril 2022

En décembre 2021, le cheptel de reproductrices de l'UE-27 était globalement en retrait, en lait comme en viande. La demande européenne continue de rencontrer une offre limitée en vaches de réforme. Cette pénurie générale oriente toujours les cotations à la hausse dans l'ensemble des pays producteurs. Dans le même temps, la hausse des prix des intrants pèse sur les coûts de production.



UNION EUROPEENNE : le cheptel souche a globalement reculé en 2021

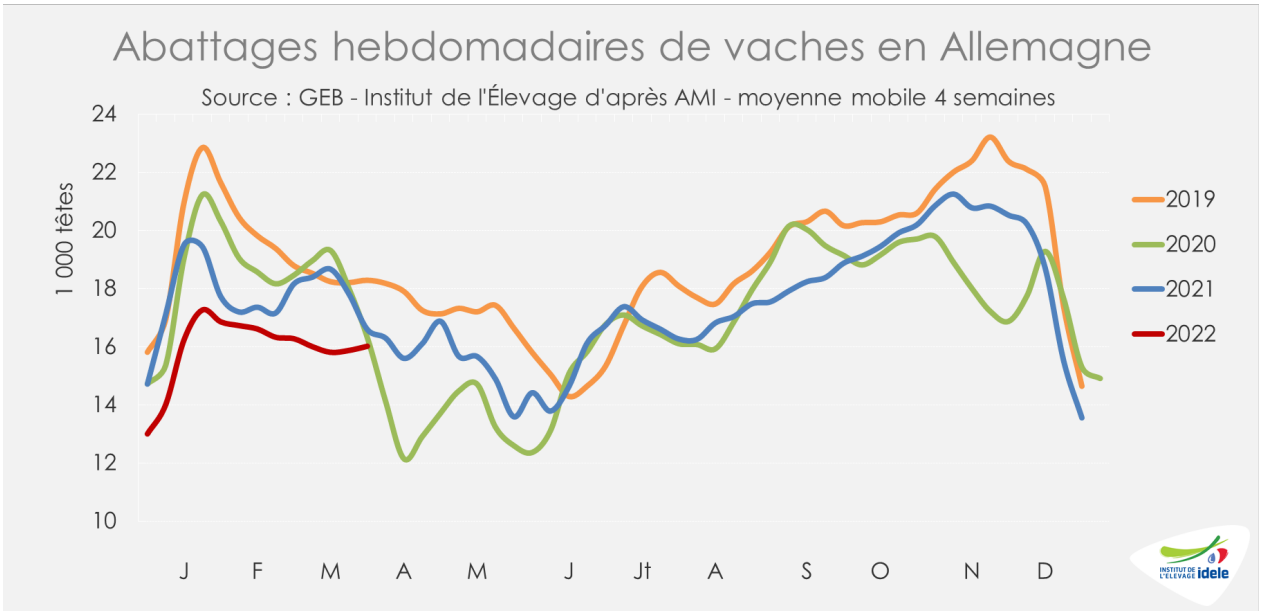
D'après l'enquête de décembre 2021, le cheptel européen de vaches laitières et allaitantes atteignait 30,52 millions de têtes, soit 559 000 têtes de moins qu'un an auparavant (-2% /2020 et -4% /2011). Les cheptels des principaux pays producteurs étaient en retrait plus ou moins marqué. Principale exception, l'Irlande a vu son cheptel souche légèrement progresser (+0,7% /2020 à 2,40 millions de têtes).



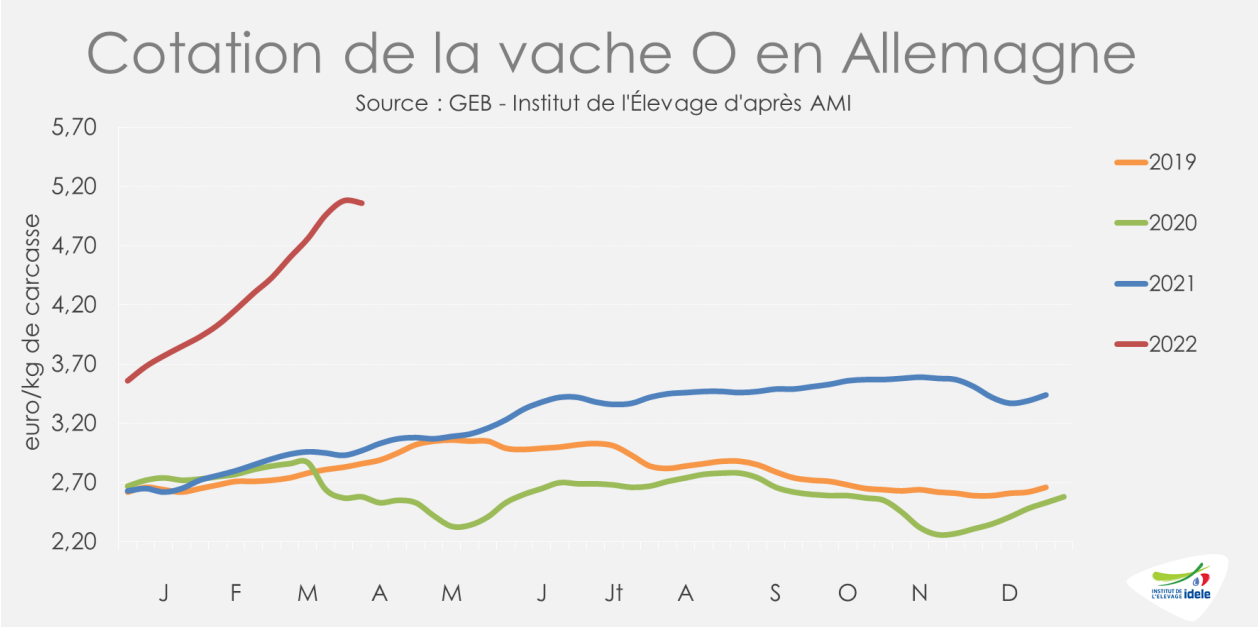
En 2022, la Commission européenne prévoit une baisse de production de viande bovine au sein de l'UE-27 (-1 % /2021) dans ses prévisions à court terme.

ALLEMAGNE : le manque de disponibilités soutient les cours.

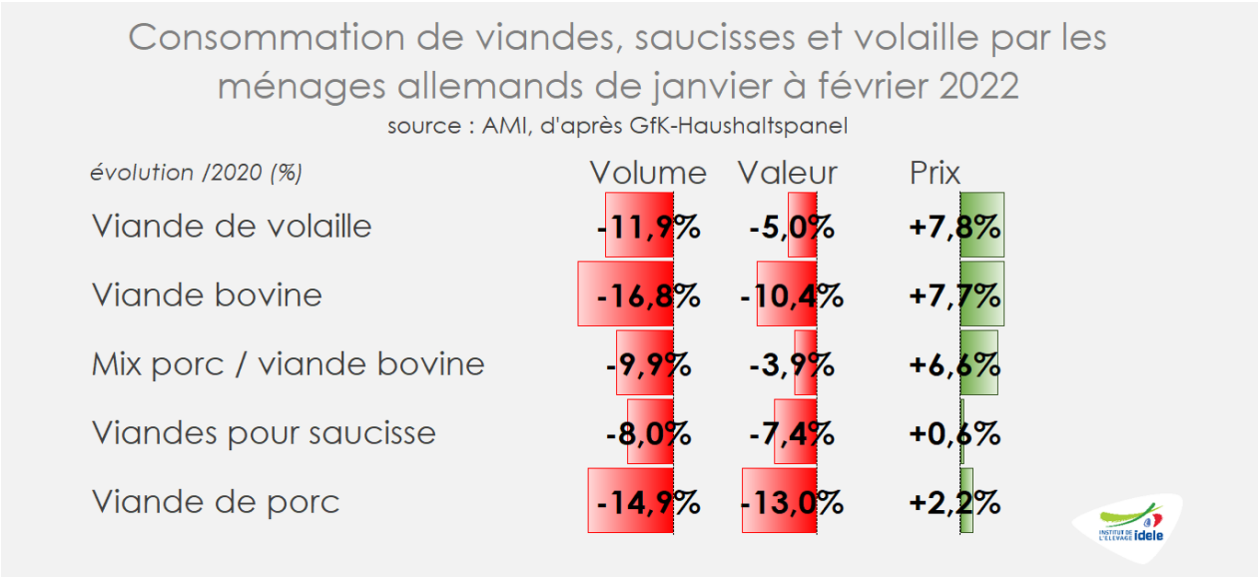
En **Allemagne**, le manque de disponibilités en réformes continue de soutenir les cours. Sur les semaines 11 à 14, les abattages de réformes ont été limités (-3% /2021 et -2% /2020). La conjoncture laitière favorable et le recul du cheptel de souche participent à cette pénurie.



Les cours des réformes atteignent des niveaux élevés. En semaine 14, ils se sont cependant stabilisés, faute de place en abattoirs avec des fermetures pour les fêtes de Pâques et la hausse des sorties de JB. La cotation de la vache O atteignait ainsi 5,06 €/kgéc (+70% /2021 et +96% /2020) : soit 1,50 € de plus depuis le début de l'année !



Les achats au détail de viande bovine sur janvier et février 2022 (-17% /2021) ont sensiblement reculé alors que les mesures de restriction liées au Covid-19 ont été levées. Mais d'après AMI, les prix ont fortement augmenté et participent au recul des achats en volume.

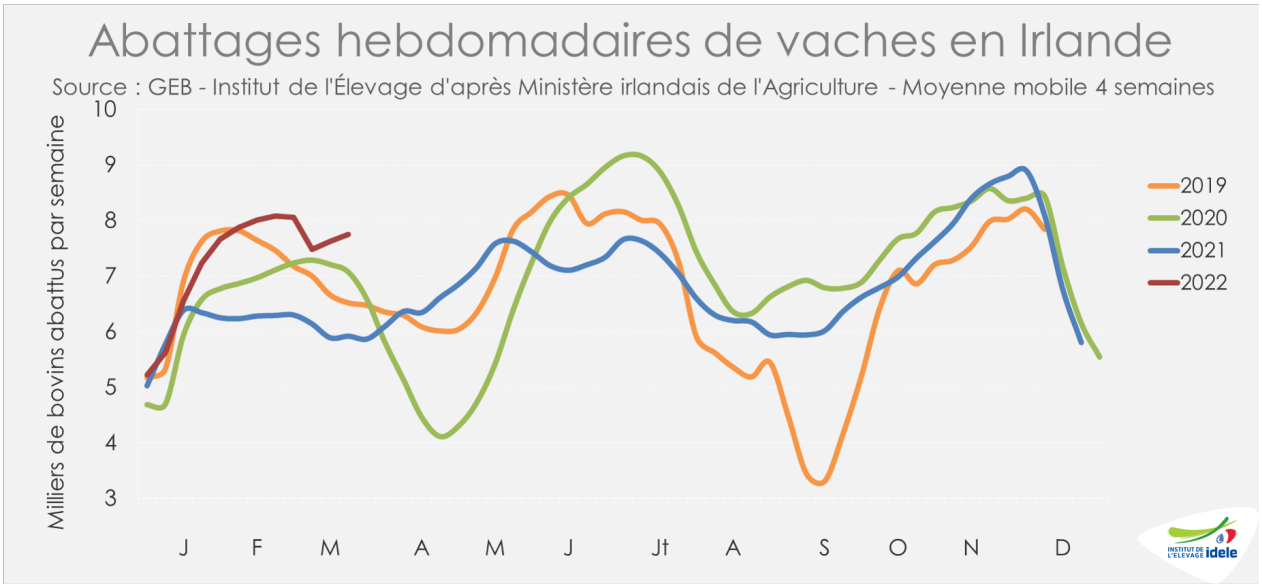


Cependant en 2022, si les experts d'AMI estiment que la consommation par bilan de l'ensemble des viandes par habitant devrait diminuer (-1% /2021), celle de viande bovine devrait augmenter (+2% /2021) du fait de la poursuite du transfert entre porc et bœuf.

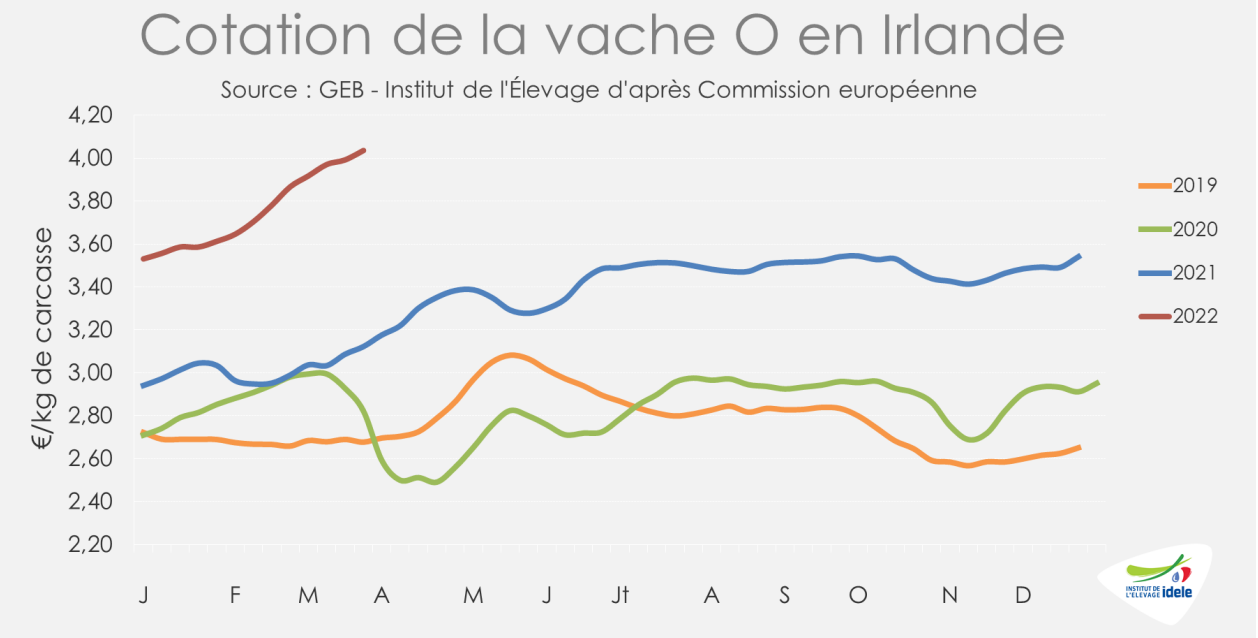
IRLANDE : demande soutenue des abattoirs et hausse des prix

En **Irlande**, la demande des opérateurs reste forte pour fournir un marché européen en manque de disponibilités. D'après *Bord Bia*, la demande des consommateurs reste bonne dans l'ensemble, même si la vente au détail est actuellement plus laborieuse face à la hausse des prix. La réouverture de la restauration participe à la hausse des volumes consommés. Mais c'est surtout l'export, qui représente 90% du débouché de la production irlandaise, qui soutient la demande et les cours.

Sur les quatre dernières semaines disponibles pour l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'Agriculture irlandais (s10 à s13), les abattages de vaches de réforme ont été abondants (+31% /2021 et +10% /2020).



Les cotations ont poursuivi leur progression. En semaine 13, la vache O dépassait les 4 €/kg de carcasse pour atteindre 4,04 €/kg (+29% /2021 et +43% /2020). C'est une hausse de +50 centimes depuis le début de l'année (+14%).



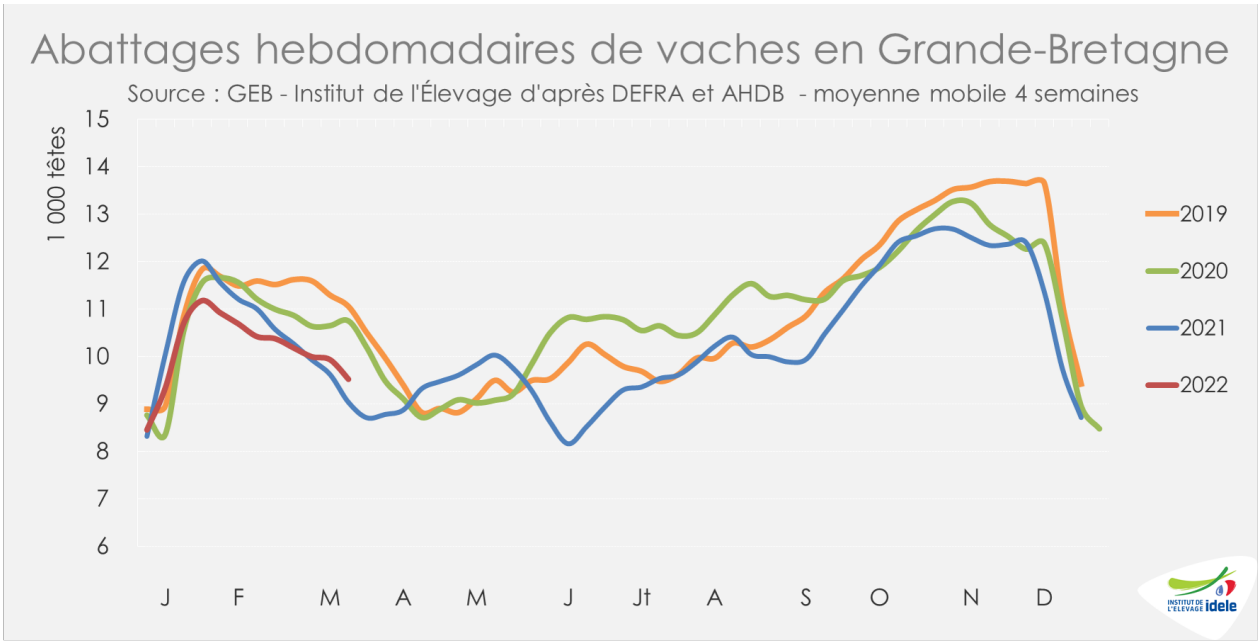
Certains opérateurs commencent cependant à être prudents. D'après Bord Bia, la hausse des prix en Europe « *pose des difficultés à de nombreux consommateurs qui sont confrontés à des pressions inflationnistes sur leurs dépenses domestiques à tous les niveaux* ». Ceci pourrait « *conduire certains clients européens de l'Irlande à se concentrer davantage sur d'autres protéines telles que la viande de porc et la volaille* » qui restent pour le moment plus compétitives en termes de prix. Mais l'envolée des cours des céréales en lien avec la guerre en Ukraine devrait peser plus fortement sur les cours de ces viandes de monogastriques…

En attendant, l'offre globale de bovins en Irlande devrait rester limitée au 1er semestre. Le nombre de bovins de deux ans et plus était en effet en retrait en décembre 2021 (-4 % ou-13 800 têtes /2020). Le nombre de vaches laitières a augmenté (+3% /2020) pour atteindre 1,5 million de têtes, mais le marché laitier est porteur et l'élevage à l'herbe irlandais est peu concerné par la flambée des intrants, à l'exception des engrais azotés. Par ailleurs, le nombre de vaches de race à viande a de nouveau diminué (-4%) pour atteindre 890 000 têtes.

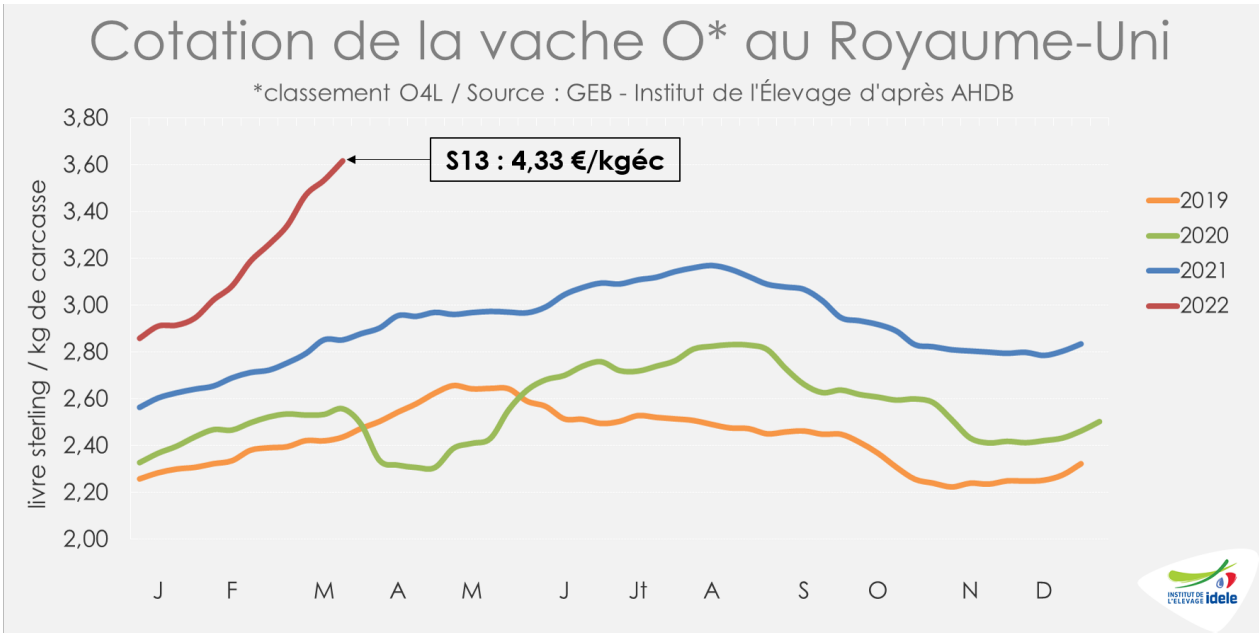
L'offre devrait ensuite se redresser au second semestre 2022 grâce à la production de *prime cattle*. En décembre 2021, le nombre de bovins âgés de 1 à 2 ans avait augmenté de +4% (+68 000 têtes), de même que celui des bovins de moins d'un an de +2,5% (+51 000 têtes).

ROYAUME-UNI : poursuite de l'appréciation des cours

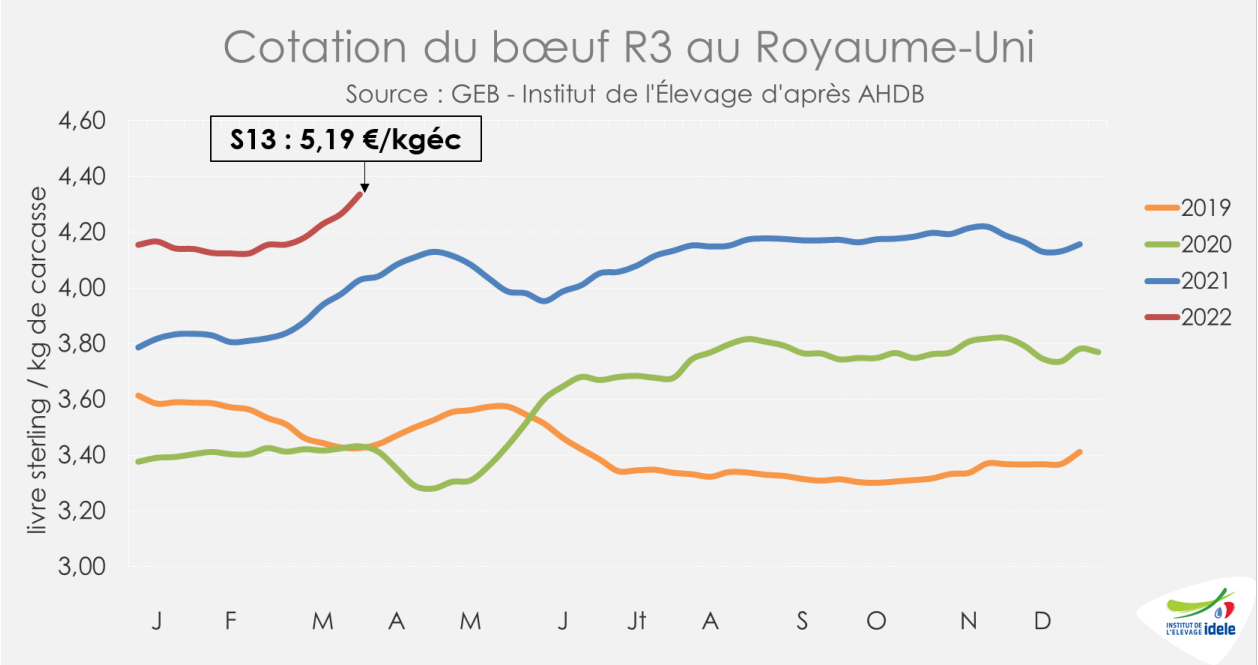
Au **Royaume-Uni**, les niveaux d'abattages de gros bovins sont restés limités entre les semaines 10 et 13 alors que cette période comptait un jour férié de plus en 2021 : +2% /2021 et -4% /2020 d'après l'indicateur d'AHDB. Les abattages de femelles ont amorcé une baisse saisonnière particulièrement marquée, à un niveau légèrement supérieur au faible standard de 2021 (+5% /2021 et -11% /2020).



Les cotations des vaches de réforme en Grande-Bretagne ont continué de poursuivre leur hausse au-dessus des niveaux enregistrés historiquement. En semaine 13, le cours de la vache O atteignait ainsi 3,62 £/kg de carcasse, soit 4,33 €/kg (+26% /2021 et +45% /2020). Une progression de +11% en un mois et même de +27% depuis le début de l'année.

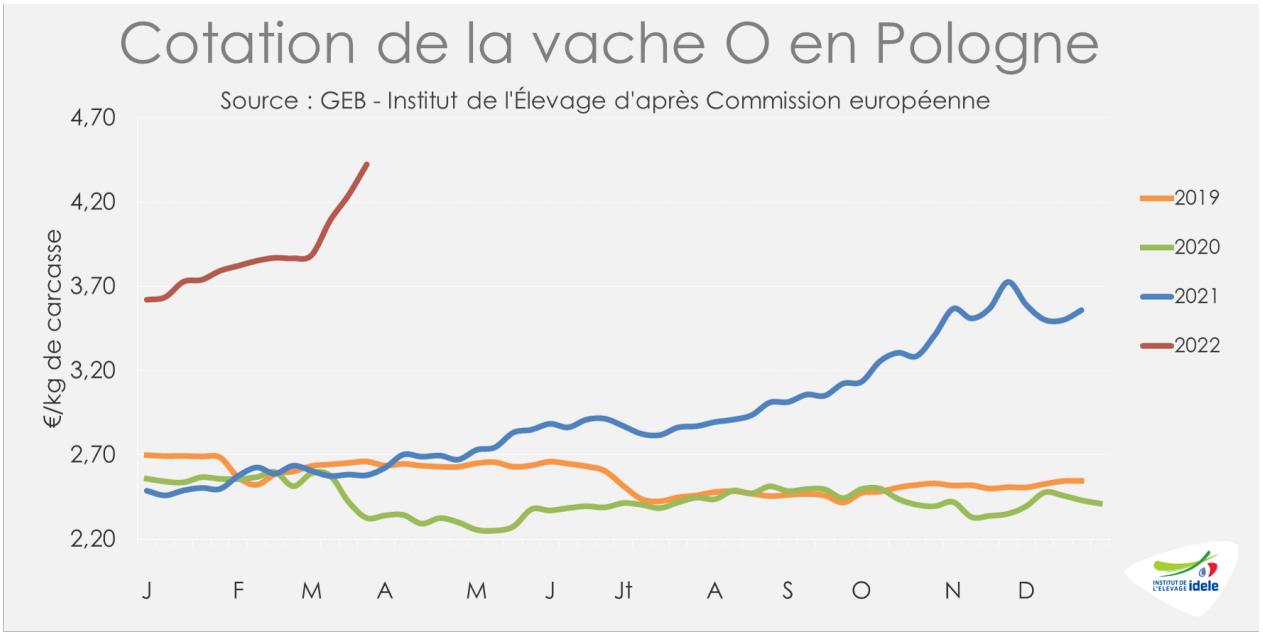


En parallèle, les cotations des animaux jeunes (*prime cattle*) ont également poursuivi leur hausse. En semaine 13, le cours de la génisse R3 atteignait 4,33 £/kg de carcasse (+8% /2021 et +27% /2020), soit 5,18 €/kg de carcasse. Celui du bœuf R3 atteignait 4,34 £/kg de carcasse (+8% /2021 et +26% /2020), soit 5,19 €/kg de carcasse.



POLOGNE : le manque d'offre en Europe booste les prix

La demande européenne en viande bovine et notamment en vache de réforme pour fournir la transformation et la restauration rapide reste forte. En **Pologne**, les opérateurs restent à l'achat pour fournir l'export, continuant ainsi de soutenir les cours. En semaine 13, la cotation de la vache O atteignait 4,42 €/kg de carcasse (+71% /2021 et +90% /2020), nouveau record historique. Après la chute du zloty par rapport à l'euro en lien avec la guerre dans l'Ukraine voisine, le récent redressement de la monnaie polonaise participe à cette hausse.



Viandes bovines » Maigre »

Le manque de disponibilités s'amplifie

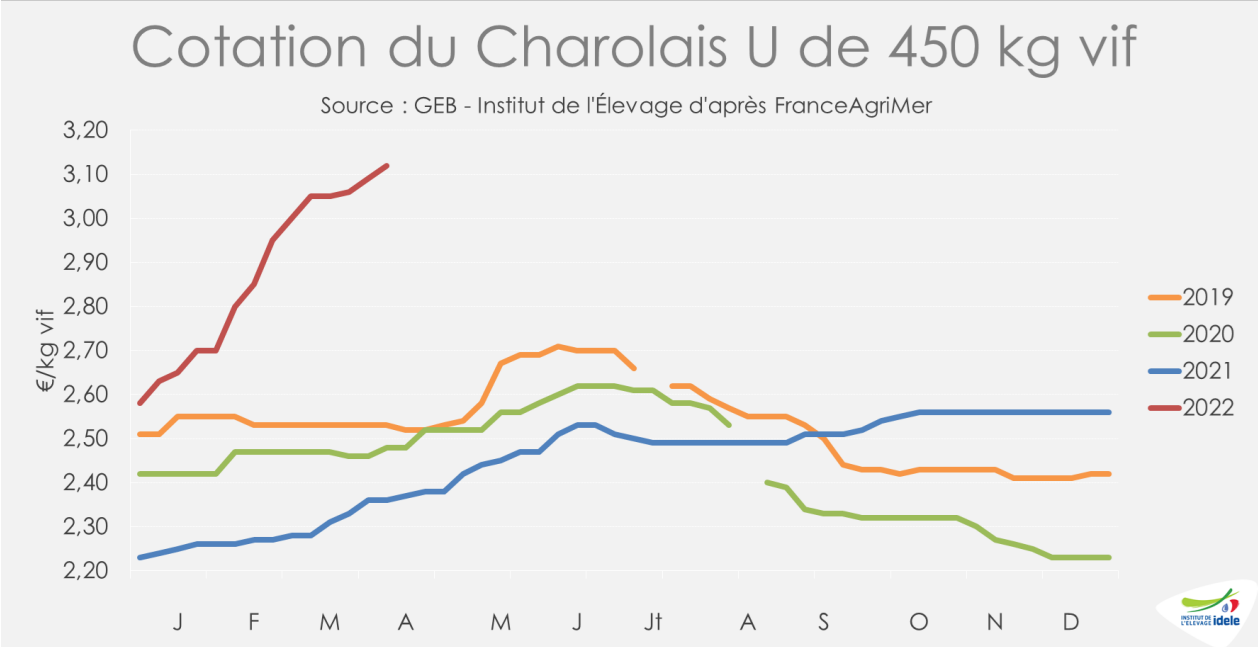
Dernière révision le 20 avril 2022

La décapitalisation allaitante pèse durablement sur l'offre de broutards, faisant baisser le disponible exportable alors même que la demande italienne reste ferme. Le recul des exportations est d'autant plus marqué pour les Charolais, les abattoirs français cherchant à sécuriser leurs approvisionnements en encourageant les mises en place. Si cette tension sur la demande a permis de tirer les prix des Charolais à la hausse, les cours des Limousins et des femelles se sont stabilisés ces dernières semaines.

Toujours en hausse pour les Charolais, les cours des autres catégories se sont stabilisés

Les cours des Charolais ont poursuivi leur spectaculaire hausse au mois de mars. L'offre manque, car aux effets de la décapitalisation s'ajoute la baisse saisonnière des sorties au moment de la mise à l'herbe, alors que la demande reste ferme à l'export comme en France. Les abatteurs et transformateurs français cherchent en effet à sécuriser leurs approvisionnements dans un contexte de décapitalisation du cheptel bovin : ils encouragent les mises en place dans les ateliers français. La hausse des prix a néanmoins un peu ralenti ces dernières semaines.

Le mâle charolais U de 350 kg vif a pris +11 centimes en quatre semaines, à 3,31 €/kg vif en semaine 14, soit +28% (+72 centimes) par rapport au très bas niveau 2021 et +20% /2020. Le Charolais U de 450 kg a suivi le même rythme haussier. Son cours a progressé de +7 cts en quatre semaines, à 3,12 €/kg vif en semaine 14 (+32% ou +76 cts /2021 et +26% /2020).

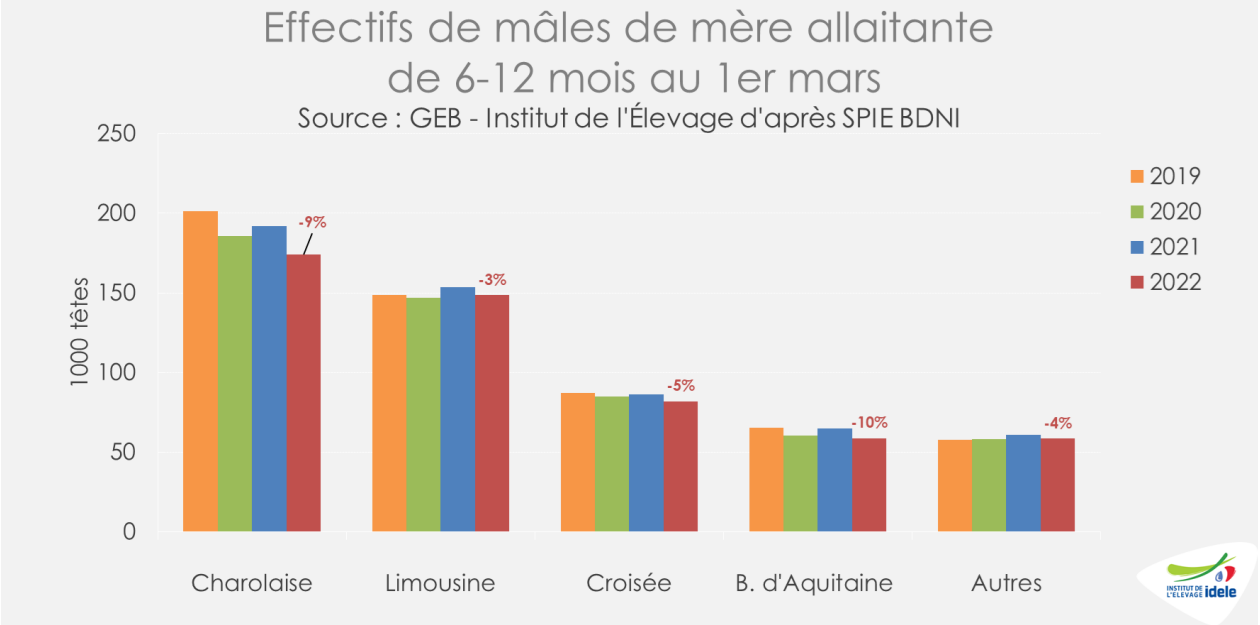


Les cours des autres catégories de mâles se sont stabilisés ces dernières semaines. La cotation du Limousin E de 350 kg n'a progressé que de +2 centimes en quatre semaines, pour atteindre 3,21 €/kg en semaine 14 (+44 centimes /2021 soit +16%). Le cours du Croisé R de 300 kg s'est quant à lui établi à 2,95 €/kg (+59 cts ou +25%), soit +4 centimes depuis la semaine 10.

Du côté des femelles, la cotation de la Charolaise U de 270 kg a gagné +1 ct en semaine 12 et se maintient à 2,96 €/kg depuis, un niveau très supérieur au prix 2021 (+36 centimes soit +14%). La Limousine E de 270 kg s'établissait à 3,15 €/kg en semaine 14, soit +33 cts /2021 (+12%).

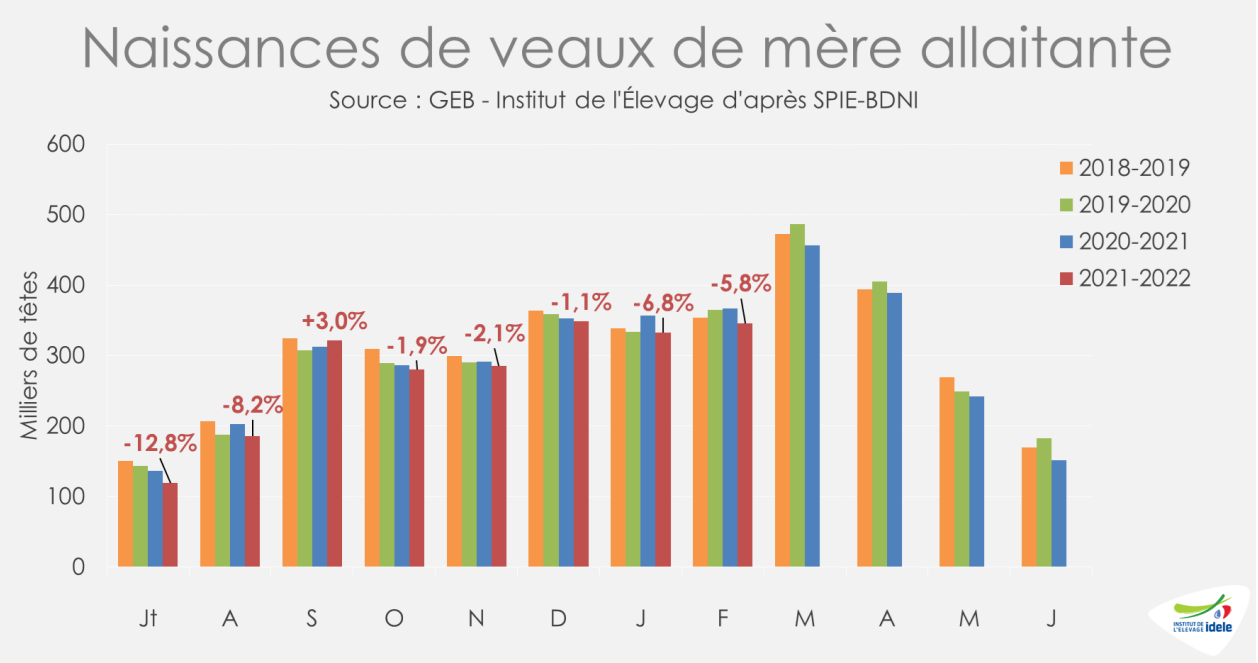
Recul de 6% de mâles de 6-12 mois au 1er mars /2021

La baisse des naissances allaitantes observée au 1er semestre 2021 a fortement réduit les disponibilités en broutards. Les effectifs de mâles de race allaitante âgés de 6 à 12 mois étaient de 522 000 têtes au 1er mars, en baisse de -6% /2021. Ce creux de disponibilités devrait s'amplifier dans les prochains mois compte tenu de la chute de -7% /2021 des effectifs de mâles de race allaitante de 0 à 6 mois, avec 853 000 têtes au 1er mars. La baisse des effectifs affecte plus fortement les maigres charolais (-8% /2021 au 1er mars pour les 0-6 mois) que les Limousins (-6%).



Une offre durablement en baisse

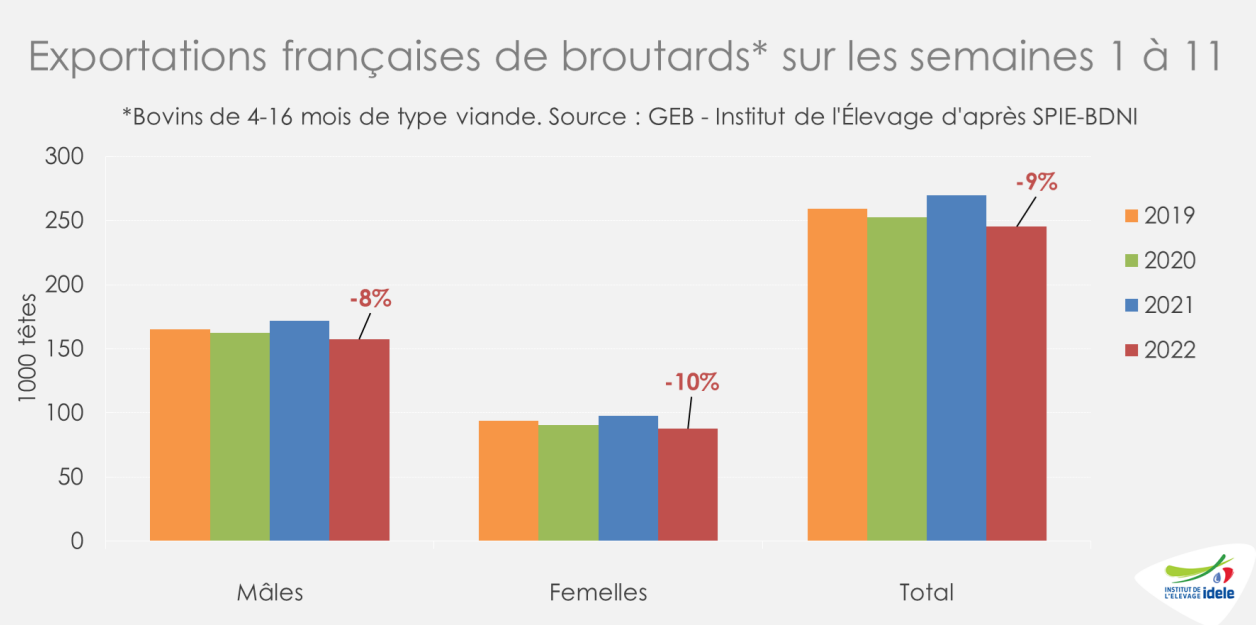
Selon SPIE-BDNI 346 000 veaux de mère allaitante sont nés en février, en baisse de -21 000 têtes par rapport à 2021 (-5,8%). Le recul des naissances allaitantes ne cesse de s'amplifier, portant le déficit de veaux à -86 000 têtes depuis le mois de juillet (-3,7% /2020-2021).



Cette baisse des naissances s'explique avant tout par la décapitalisation du cheptel allaitant, qui s'est poursuivie au mois de février à un rythme équivalent au mois de janvier. Au 1er mars 2022, les effectifs de vaches allaitantes étaient en recul de -111 000 têtes par rapport à l'année 2021 avec 3 689 000 têtes (-2,9%).

Le manque d'offre pèse sur les exportations

Selon SPIE-BDNI, la France a exporté 91 000 broutards sur les semaines 5 à 8, en recul de -3% /2021 et de -7% /2020. Depuis le début de l'année (semaines 1 à 11), les exportations ont baissé de -9% /2021 avec 245 000 têtes. Le recul est plus marqué pour les femelles (-10%), qui ont totalisé 36% des envois, contre 37% en 2021.



Malgré le maintien de la demande, le recul des disponibilités pèse sur les envois. Le disponible exportable est d'autant plus faible qu'à la décapitalisation allaitante s'ajoute la réorientation d'une partie des animaux vers les ateliers français, principalement des Charolais. Depuis le début de l'année, les exportations de Charolais ont baissé de -13% /2021. Le recul est moins marqué pour les Limousins (-8%).

Les données des Douanes françaises n'ont pas encore été actualisées par destination pour les mois de janvier et de février 2022.

Selon TRACES, les envois de bovins (de tous âges) **vers l'Italie** ont été dynamiques sur les semaines 11 à 14, avec 78 000 têtes (+5% /2021 et +2% /2020). Ils restent néanmoins en recul de -1% depuis le début de l'année. L'activité se maintient mais la guerre en Ukraine inquiète les engraisseurs italiens sur le coût et la disponibilité des aliments, d'autant que l'Italie est soumise à une sécheresse qui pourrait réduire les récoltes nationales (voir article JB Europe).

La hausse des **importations espagnoles** de veaux laitiers n'a pas suffi à compenser la baisse des envois de broutards : en quatre semaines, 33 000 bovins ont été exportés vers la péninsule ibérique, en très fort recul de -14% /2021 et au même niveau qu'en 2020, année marquée par des restrictions sanitaires. En cumul depuis le début de l'année, les envois vers l'Espagne ont baissé de -10% (132 000 têtes, tous âges et races confondus). Les engraisseurs espagnols sont très impactés par la hausse des charges.

Selon les opérateurs, les envois vers les pays tiers ont été moins dynamiques en ce début d'année. Les exportateurs n'ont pas assez de disponibilités pour remplir les bateaux et les pays ne sont pas en mesure de suivre les prix élevés des animaux, dans un contexte de forte hausse du prix des céréales.

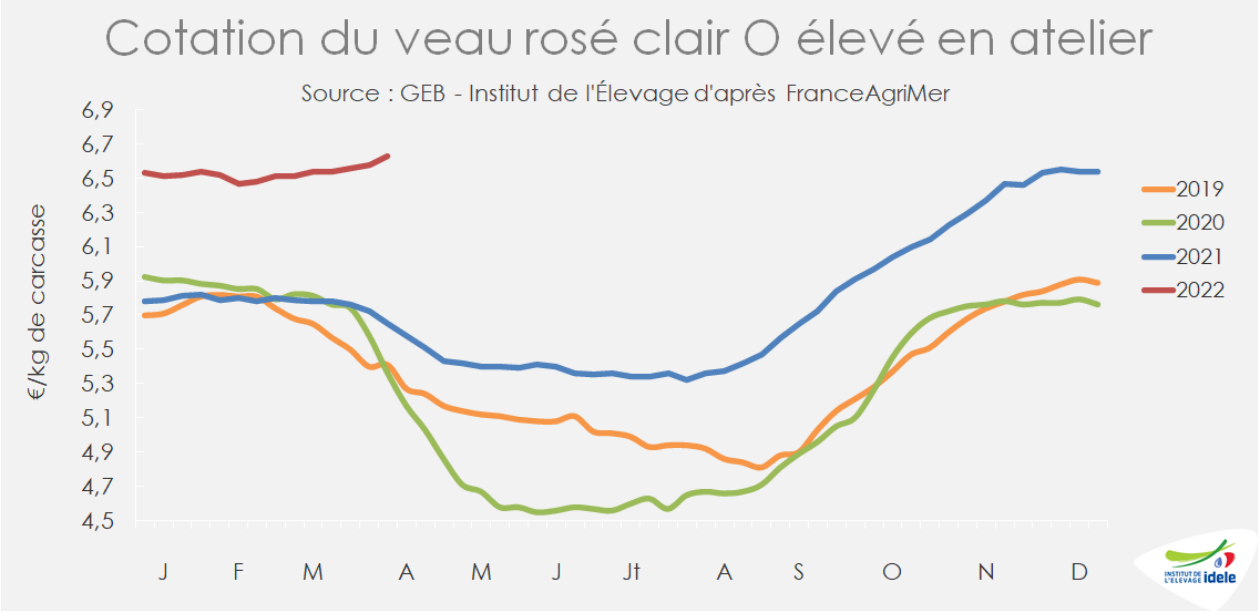
Les prix progressent doucement, les coûts de production grimpent

Dernière révision le 20 avril 2022

Les prix des veaux de boucherie ont progressé doucement en mars et avril, atteignant des niveaux élevés. La production est toujours limitée et la demande européenne bien orientée, notamment en Allemagne et en Italie. Toutefois, les éleveurs et intégrateurs doivent faire face à une hausse des prix de l'aliment et de l'énergie, amorcée en 2021 et accentuée fortement depuis la guerre en Ukraine.

Les cours ne connaissent pas de baisse saisonnière

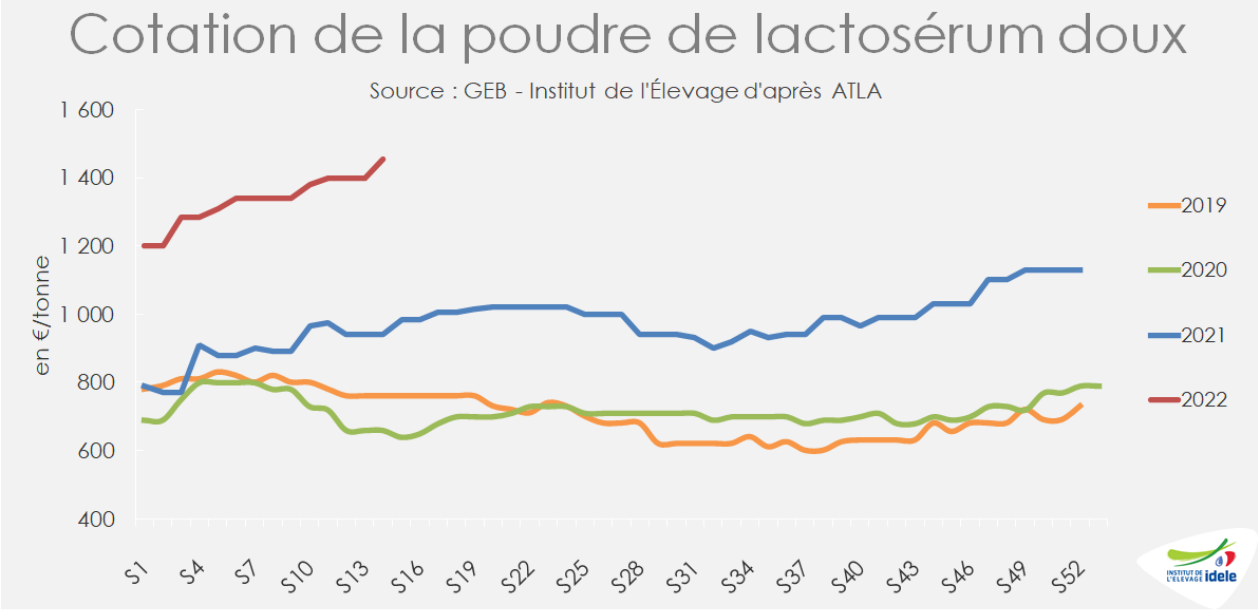
Le cours du veau rosé clair O élevé en atelier est monté en pente douce en mars et avril, pour atteindre en semaine 14, à la veille de Pâques, 6,63 €/kg de carcasse soit +17% /2021 (+98 cts) et +23% /2020 (+1,22 €). L'offre en veau gras, bien maîtrisée, a soutenu les cours alors que les coûts de production n'ont cessé de croître depuis début 2021.



Le veau rosé clair R élevé en atelier a suivi la même tendance légèrement haussière, cotant 7,00 €/kgéc en semaine 14 (+68 cts soit +11% /2021 et +89 cts soit et +14% /2020).

Forte hausse des aliments et de l'énergie

La cotation de la poudre de lactosérum doux a atteint 1 455 €/tonne en semaine 14, soit une hausse considérable exceptionnelle en un an (+55% /2021). Depuis le début de l'année 2022, cette hausse s'est accélérée : la cotation a bondi en 14 semaines de +21%.

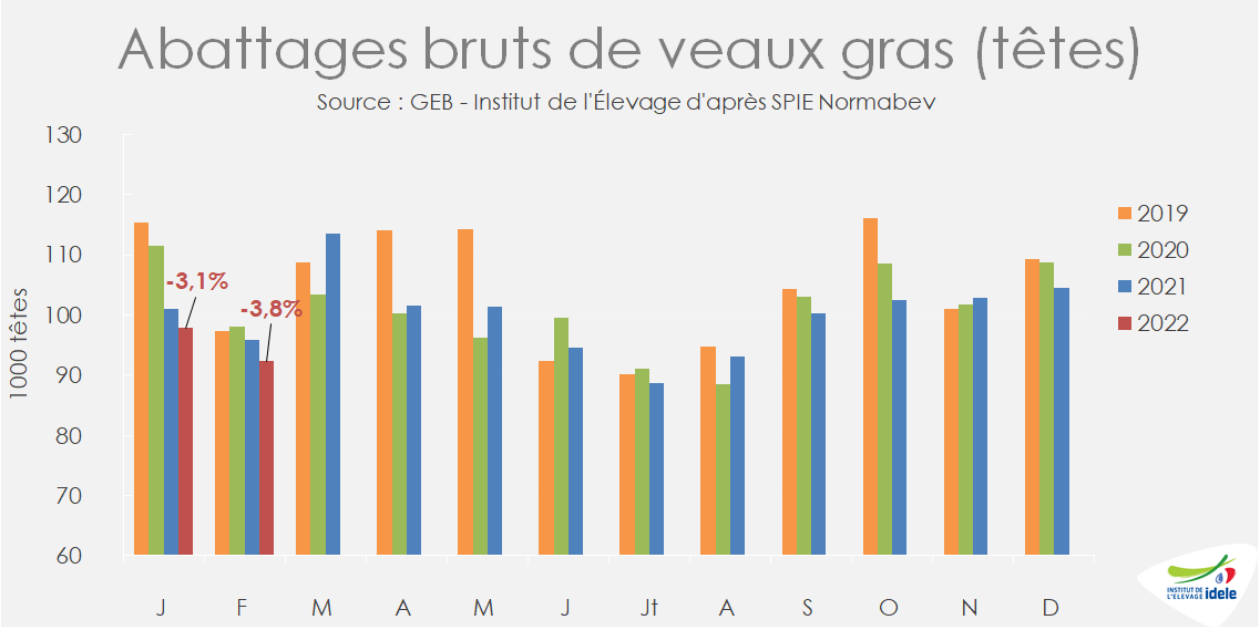


La poudre de lait maigre, davantage utilisée dans l'alimentation des veaux croisés et allaitants, était échangée à 4 340 €/tonne en semaine 14 sur le marché spot, soit +27% en quatorze semaines. Sa progression en un an est spectaculaire (+74%) sous l'effet de disponibilités réduites.

Pour la partie fibreuse de l'alimentation, l'indice mensuel des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) des autres aliments pour veau était de 124 points en février, soit +15% /2021 et +23% /2020. Le gaz européen était déjà en forte hausse depuis mai 2021. En février, l'indice mensuel du prix du gaz poursuivait sa hausse à travers l'IPAMPA gaz à 136 points (+22% /2021 et +21% /2020). L'impact sur le marché des céréales et du gaz de l'invasion russe de l'Ukraine sera mesurable sur les indices de mars, entraînant alors la poursuite de la hausse des coûts.

Les abattages en repli en février

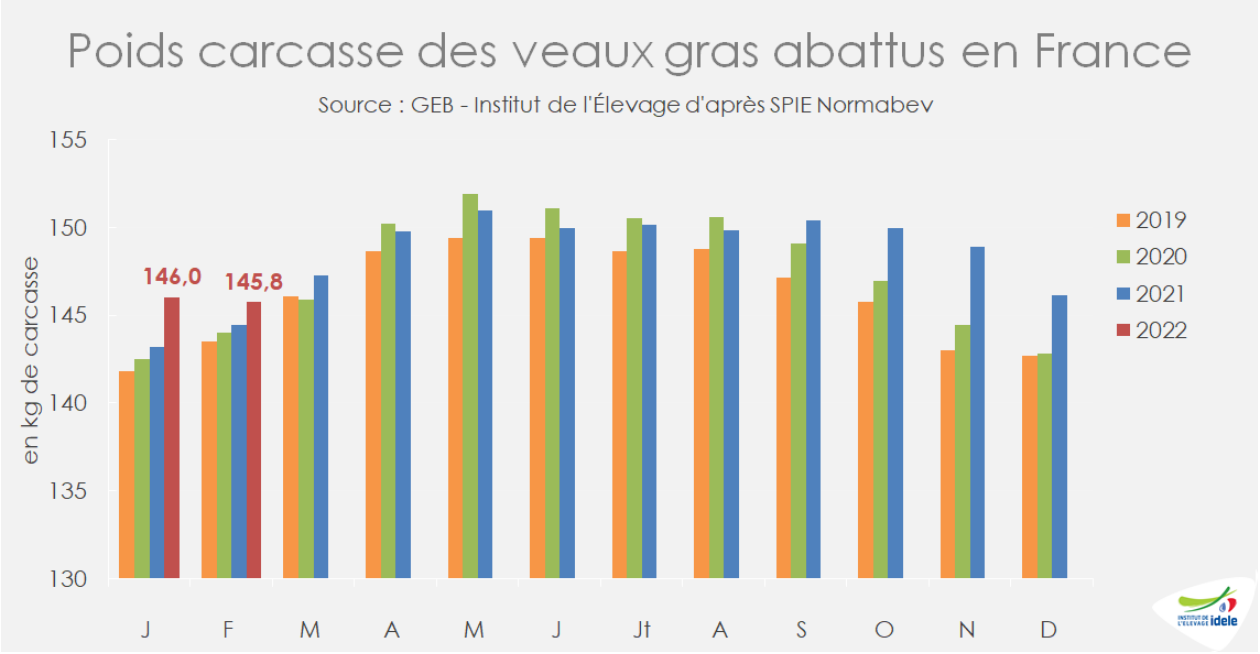
En février, 92 000 veaux gras ont été abattus, en recul de -3,8% /2021 (-5,8% /2020). La production qui s'établit à 13 500 téc, a sensiblement moins baissé de -2,9% /2021 (-4,7% /2020).



Comme en janvier, la production abattue a reculé en février suite à des mises en place sans doute prudentes 6 mois plus tôt, dans un contexte de coûts déjà haussiers et de faible visibilité sur l'évolution du prix du veau fini.

Le poids moyen des carcasses de veaux en hausse modérée

En février, le poids moyen des carcasses de veau a progressé plus doucement d'une année sur l'autre qu'en janvier, à 145,8 kg soit +1,3 kg /2021 (+1,8 kg /2020). Les professionnels attribuent cet alourdissement des carcasses depuis septembre, à un changement de conduite des intégrateurs pour certains veaux dans l'optique de mieux amortir les frais fixes d'abattage.

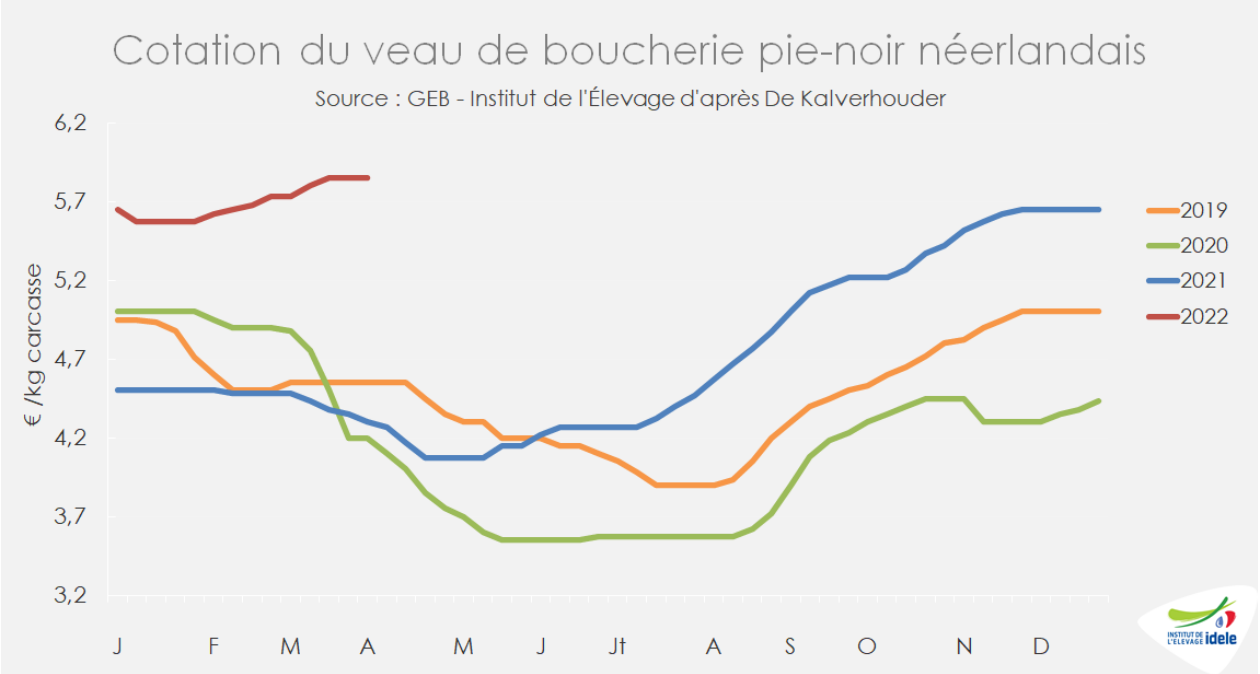


En février l'âge à l'abattage était cependant stable, à 184,7 jours (= /2021 et +1j /2020).

Des prix néerlandais particulièrement fermes

Aux Pays-Bas aussi, l'offre en veau de boucherie est limitée. Le veau rosé de plus de 8 mois, vendu à 5,08 €/kgéc en semaine 14, est désormais plus compétitif que le JB allemand et italien. Cela dynamise les exports vers ces deux pays en manque de viande, et tire aussi le prix du veau de boucherie pie-noir vers le haut. La progression des cotations aux Pays-Bas est la bienvenue dans le contexte global de hausse des charges.

Depuis début avril, la cotation néerlandaise du veau de boucherie pie-noir s'est stabilisée à un niveau très élevé (+36% /2021 et +39% /2020) à 5,85 €/kg carcasse, sans toutefois atteindre le niveau symbolique des 6 €/kgéc espéré par les intégrateurs.



La production de viande de veau s'établit à 16 000 téc en janvier 2022 (avec 108 000 têtes abattues) en progression de +10% par rapport au mois de janvier 2021, alors marqué par le confinement et la RHD fermée dans la plupart des pays de l'UE. La production néerlandaise demeure cependant en net recul, de -14% /2020, par rapport à la période pré-covid, les mises en place ayant été réduites depuis cette crise sanitaire.

Le prix du veau gras italien a suivi la même tendance haussière depuis le début de l'année, progressant durant le mois de mars jusqu'à 6,50 €/kgéc (+29% /2021).

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

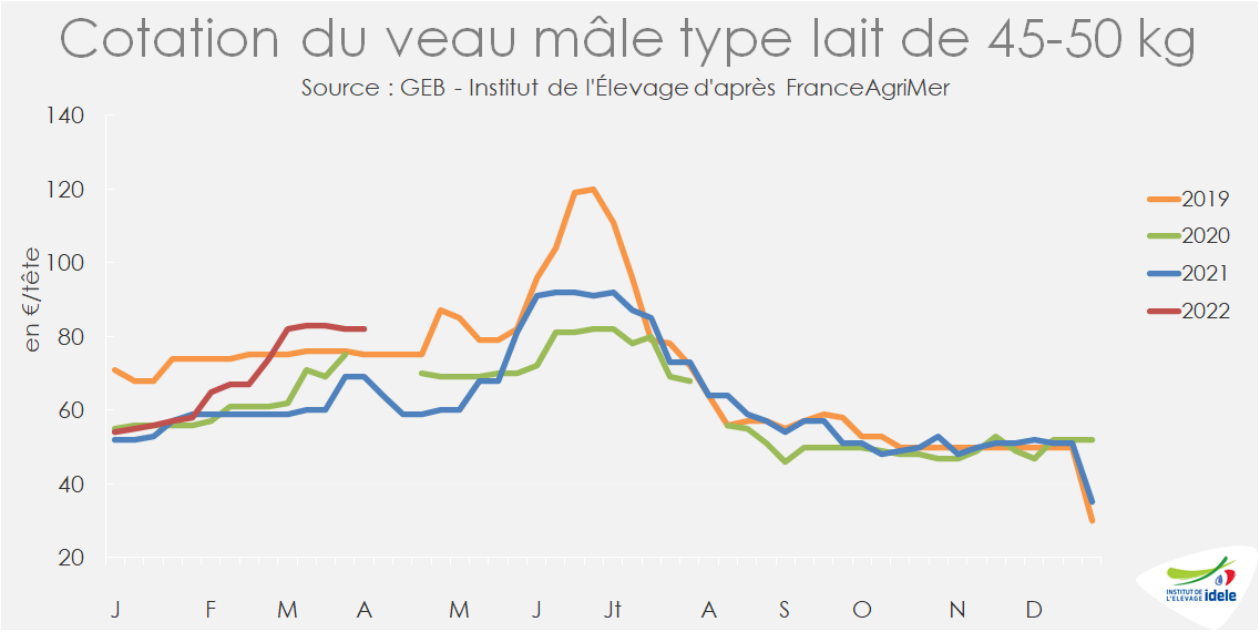
Le prix du petit veau stagne

Dernière révision le 20 avril 2022

Le prix du veau mâle de type lait a stoppé sa hausse début mars, probablement du fait de l'emballement des coûts de production du veau gras. Malgré des naissances laitières stables en février, les exportations de veaux ont encore augmenté, avec des mises en place à l'engraissement maîtrisées en France, toutes filières confondues (veau, JB laitier, bœuf).

Les prix des veaux nourrissons sur un plateau depuis mi-mars

La cotation du veau mâle de type lait de 45-50 kg n'a pas progressé depuis la semaine 10. Elle s'est stabilisée à 82 €/tête en semaine 14 (+13 € /2021). La flambée du prix des ingrédients laitiers et des céréales depuis le début de l'année, nécessaires à l'engraissement des veaux, a freiné la hausse du cours du jeune veau.

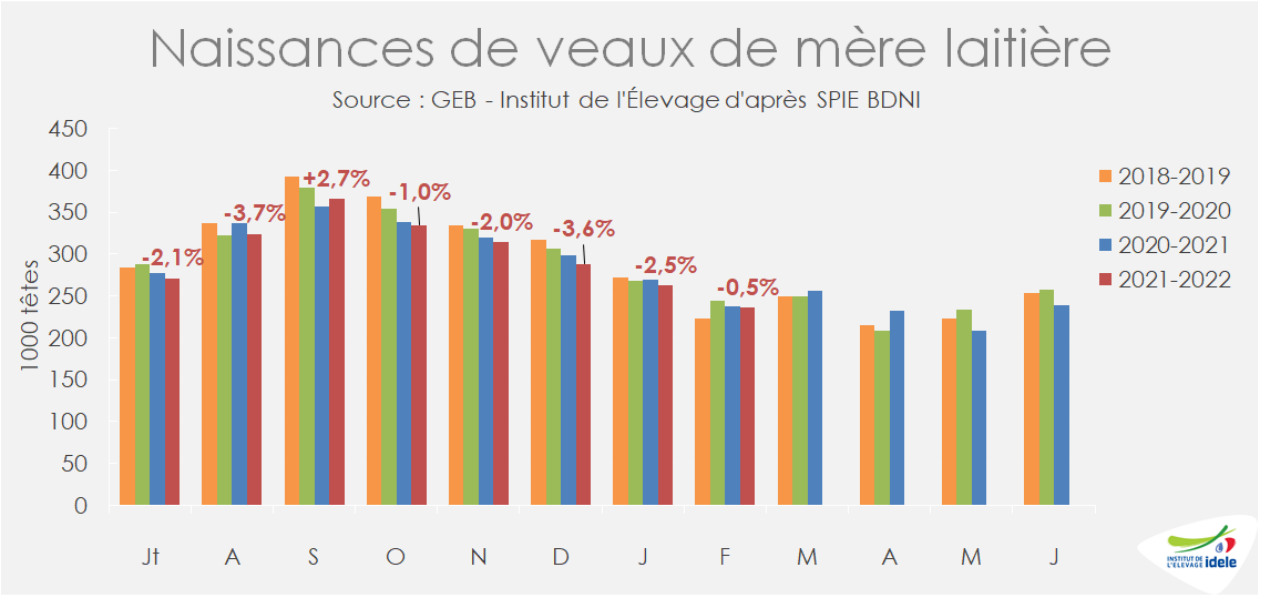


Le prix du veau mâle type viande, qui était monté jusqu'à 215 €/tête en semaine 10, a reflué ensuite à 209 €/tête en semaine 14 (+19 € /2021).

Les naissances laitières stables en février stables

En février, 236 000 veaux de mère laitière sont nés, soit un effectif presque identique à 2021 (-0,5% ou -1 200 têtes), mais en recul de -3% /2020. Avec l'agrandissement des troupeaux, le pic des naissances laitières automnal s'émousse au fil des ans, au profit de naissances plus étalées tout au long de

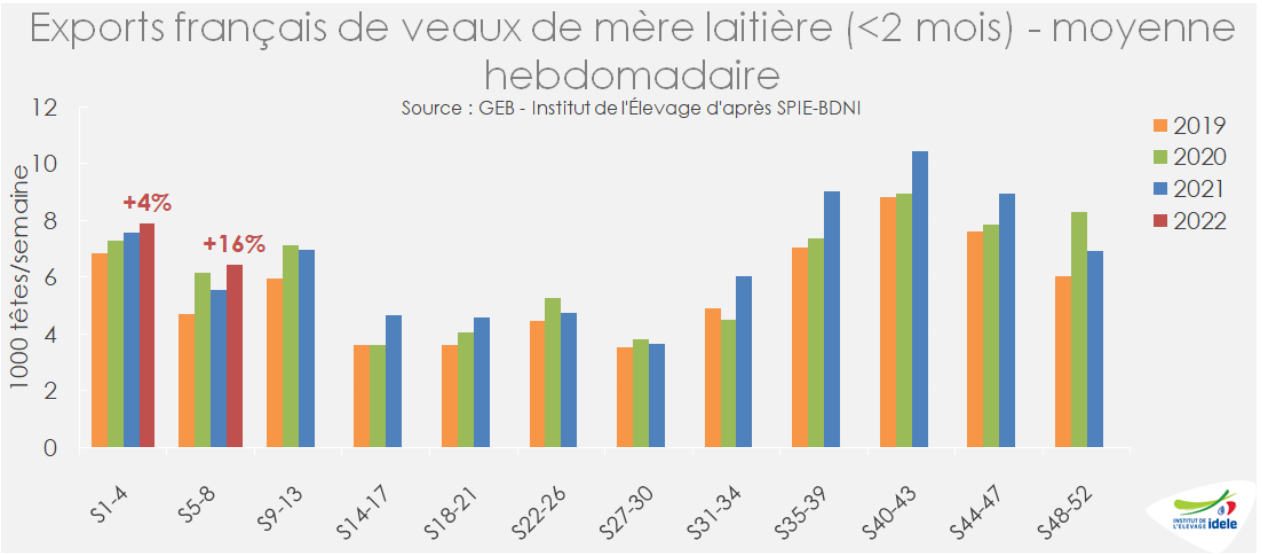
l'année.



Au 1er mars 2022, la baisse du cheptel laitier se poursuit. On comptait 3 484 000 vaches laitières, en recul de -1,5% /2021 et -3,4 % /2020.

Des exports encore croissante vers l'Espagne en février

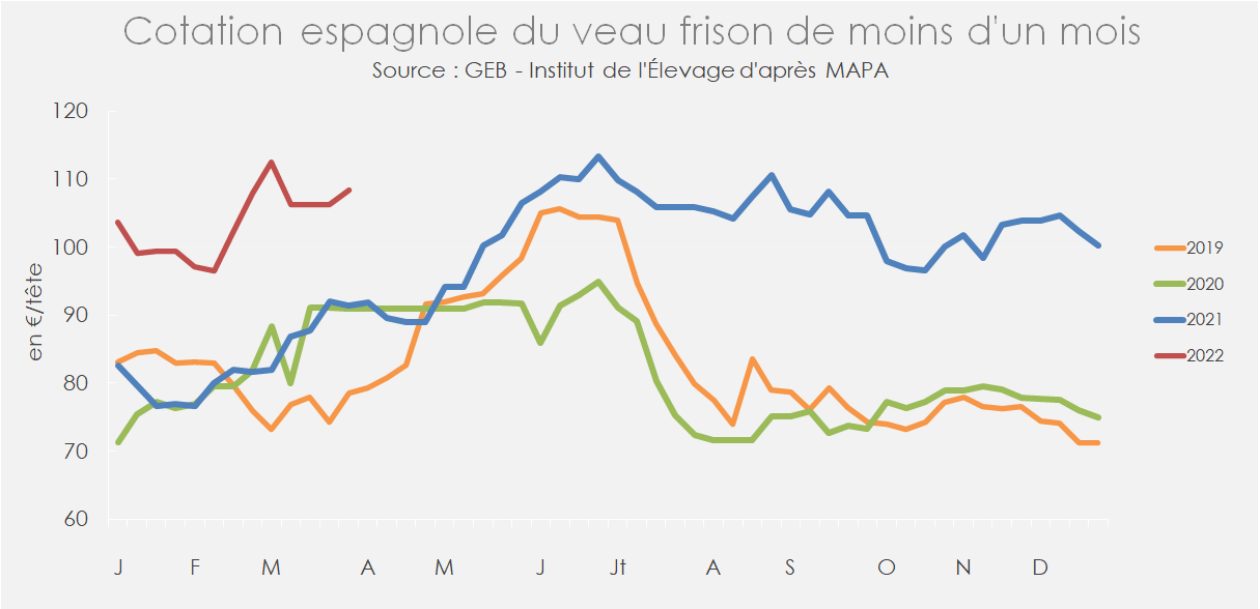
Selon SPIE-BDNI, durant les semaines 5 à 8, 26 000 veaux ont été exportés de France, en hausse de +16% /2021 et +4% /2020. Sur les 11 premières semaines de l'année, 80 000 veaux ont été expédiés (+12% /2021 et 2020). Les parts de marché de la France dans les imports de veaux laitiers espagnols ont progressé depuis deux ans.



Vers des perturbations sur le marché espagnol ?

90% des veaux de mère laitière exportés de France sont dirigés vers l'Espagne. Ceux destinés à la péninsule sont en moyenne plus âgés et plus lourds (55-65 kg) que les veaux destinés à l'engraissement en France (45-50 kg).

Le prix du veau frison espagnol de moins d'un mois a résisté en mars et avril : il atteignait 108 €/tête en semaine 13 (+19% /2021 et 2020).



La cotation du JB espagnol avait fortement augmenté de la mi-janvier à la fin mars, les pays européens manquant tous de viande et le pourtour méditerranéen préparant le Ramadan. La guerre en Ukraine a entraîné une forte inflation en Espagne et la hausse des matières premières inquiète les engraisseurs espagnols.

Le 20 mars dernier, 400 000 agriculteurs ont manifesté à Madrid pour réclamer un allègement de leurs charges, tandis qu'une grève des transporteurs espagnols a entraîné une aide gouvernementale de 500 millions d'euros pour la reprise de leur activité. Les agriculteurs (toutes activités) estiment que leurs coûts de production ne sont plus couverts par le produit de leurs ventes depuis plusieurs semaines.

Lait de vache

Reprise hésitante, malgré l'envolée des cours et du prix du lait

Dernière révision le 20 avril 2022

Les cours des ingrédients laitiers continuent de s'apprécier signe de disponibilités limitées. La ressource laitière demeure ralentie dans les principaux bassins laitiers excédentaires. Toutefois, la forte remontée du prix du lait de vache semble amorcer un mouvement de reprise de production dans l'UE-27, en premier en Pologne et dans les pays de l'Est.

En France, la production est moins ralentie en février grâce à un ralentissement des réformes. Elle pourrait se rétablir si les conditions météorologiques demeuraient favorables ce printemps. Mais la forte hausse des charges attendue dans le même temps pourrait contenir voire annuler ce mouvement de reprise.

A l'inverse, le marché du lait bio demeure déprimé avec une production certes moins dynamique, mais toujours excédentaire face à une consommation en fort repli.

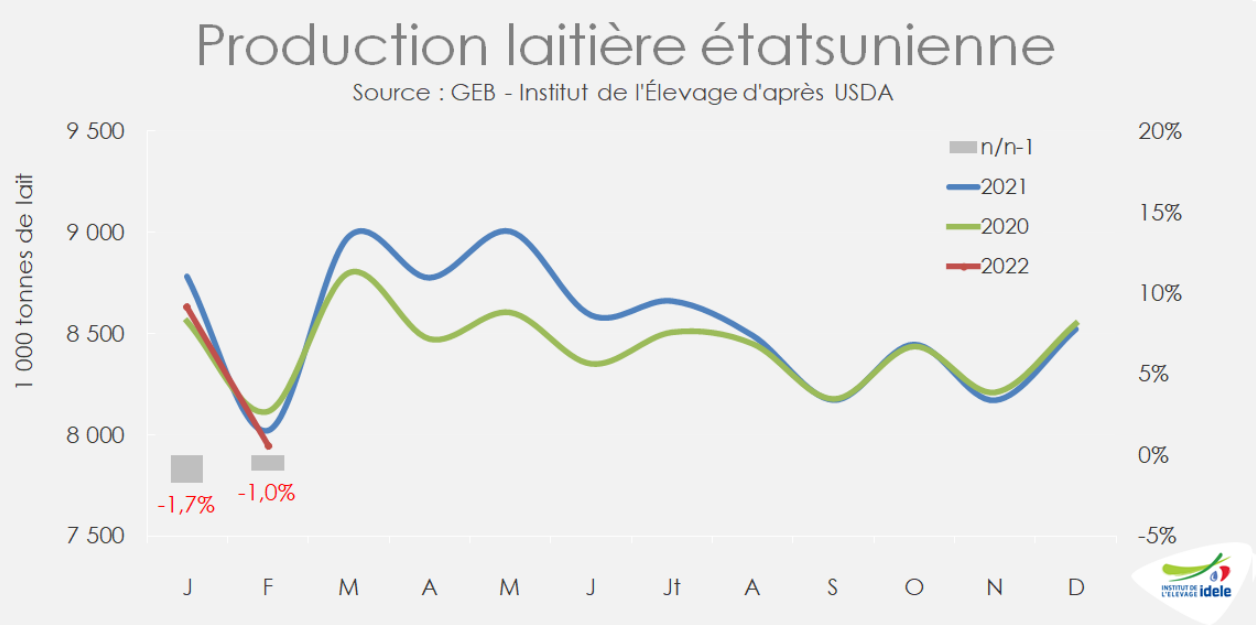
Lait de vache » Collecte laitière »

Monde : Pas de sursaut

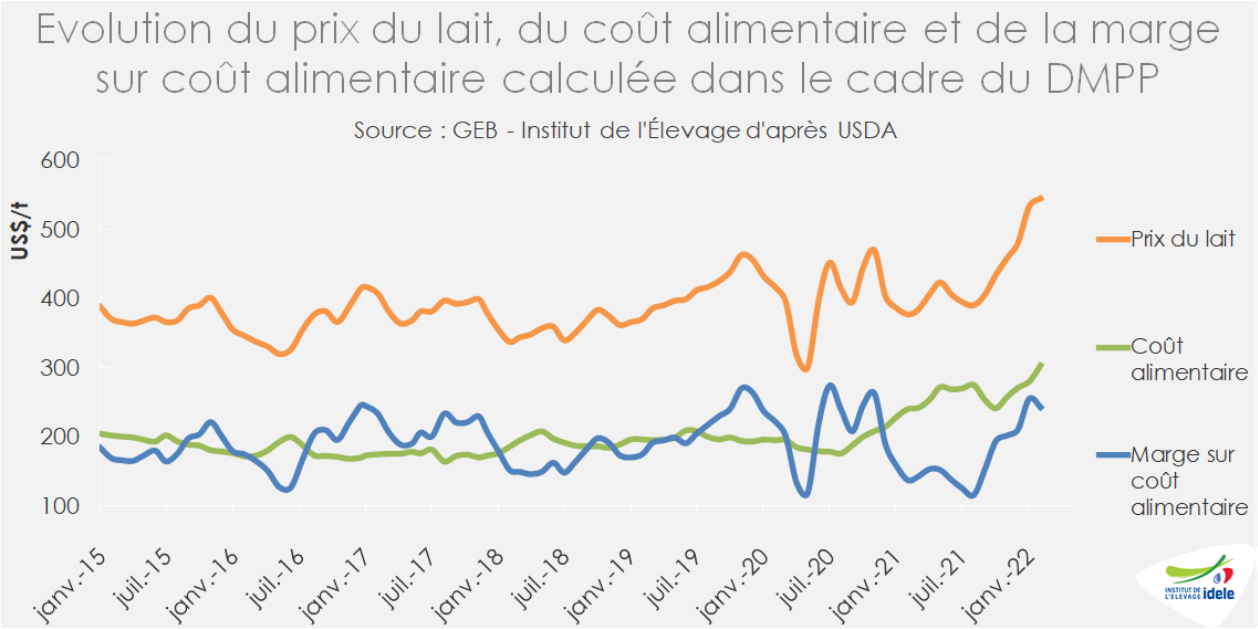
Dernière révision le 20 avril 2022

La collecte chez les principaux pays exportateurs continue d'être ralentie sur les deux premiers mois de l'année. Les opérateurs cherchent maintenant à savoir quel volume sera produit au moment du pic laitier dans l'hémisphère Nord.

Production ralentie aux Etats-Unis



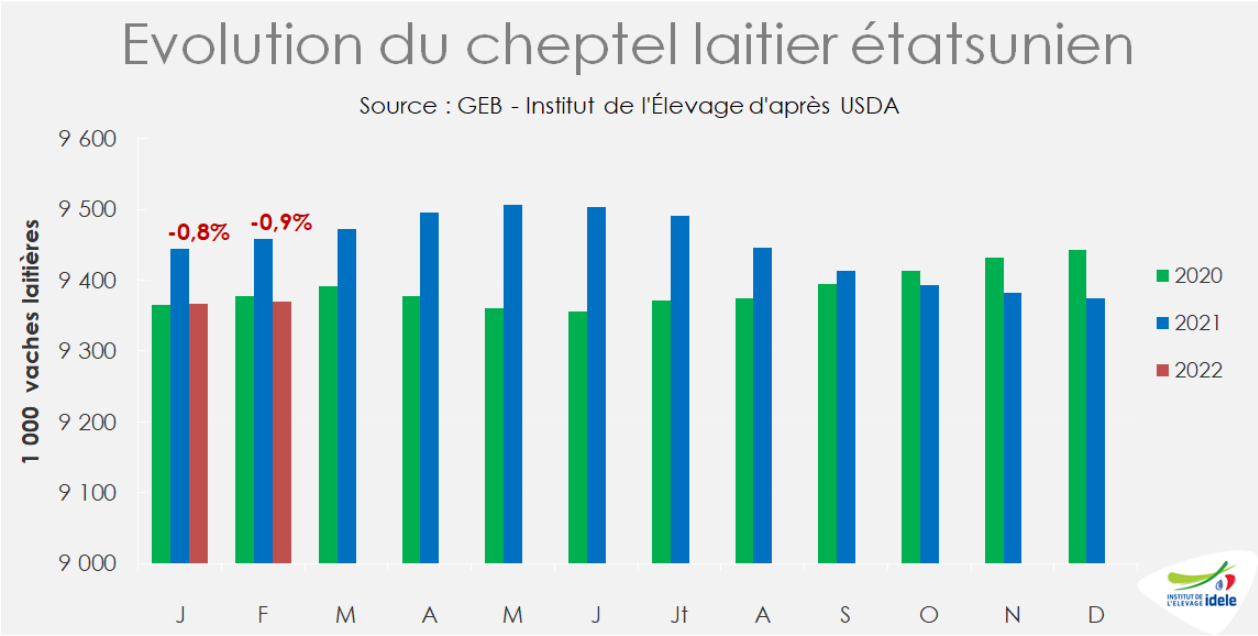
Aux **Etats-Unis**, la production au mois de février est en léger repli de -1% par rapport à l'an dernier. Usuellement, la hausse des prix du lait aux USA incite les éleveurs à augmenter leur production en jouant notamment sur la taille du cheptel. Cependant, cette année, ils sont également touchés par la hausse des coûts de production. Ainsi, la marge sur coût alimentaire a fléchi au mois de février, même si elle reste néanmoins sur un niveau haut au regard de l'historique. Attention toutefois, cette marge ne tient pas compte des autres charges comme celle de l'énergie par exemple.



Outre le facteur prix du lait, la production laitière risque d'être freinée par un cheptel de génisses en baisse. Pour celles qui vont doivent vêler dans l'année, elles sont estimées à 2,8 millions de têtes, en baisse de -2,7% par rapport à 2021, le plus bas effectif depuis 2005. Plus largement, le cheptel de génisses est de 4,45 millions de têtes estimées par l'USDA fin janvier, soit une baisse de -3,4% par rapport à l'an dernier, un chiffre au plus bas depuis 2009.

En Californie, des grands propriétaires profitent de la conjoncture actuelle pour céder leur exploitation, permettant à d'autres d'augmenter leur cheptel dans un contexte de rareté des génisses.

Les éleveurs tentent de retarder les réformes, ce qui se traduit par des abattages en repli par rapport aux années précédentes. Néanmoins, le cheptel laitier états-unien recule d'un mois sur l'autre. En février, il se situe -0,9% sous son niveau de l'an dernier, revenant à son niveau de 2020.

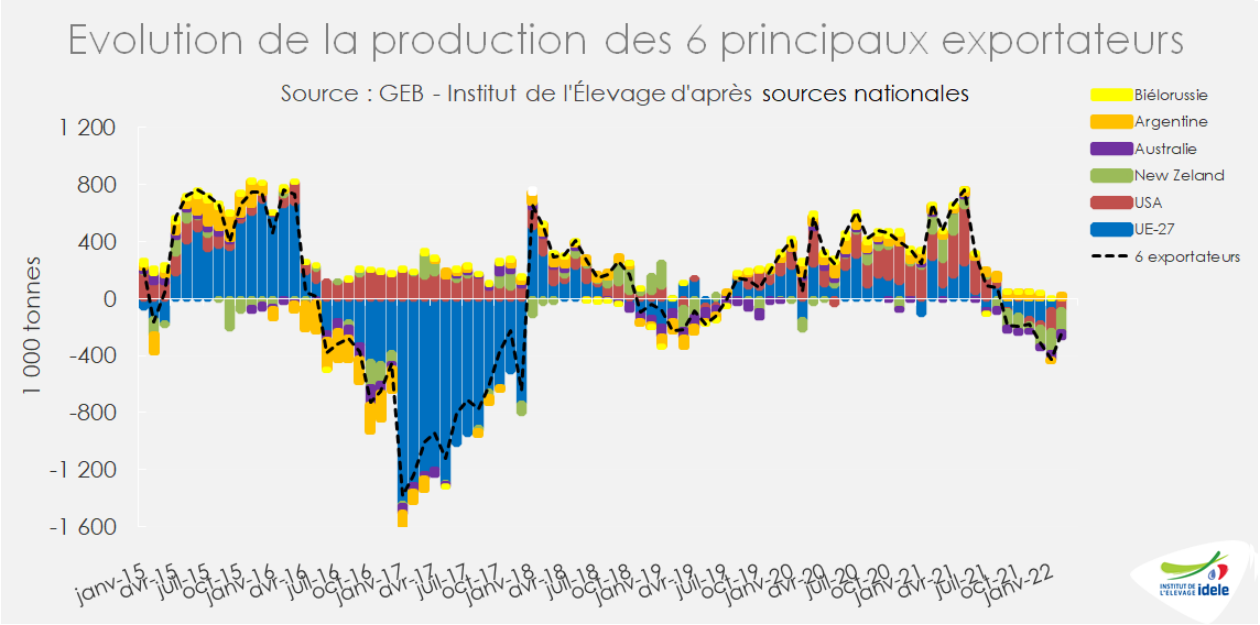


L'USDA prévoit une production de lait en repli durant le deuxième trimestre 2022 de -0,7% par rapport à 2021, en lien avec la baisse du cheptel national (-1,6% /2021), mais une augmentation du rendement (+0,8%).

En **Océanie**, la production reste très dégradée en Australie (-6% en février par rapport à 2021) et en Nouvelle-Zélande (-8% par rapport à février 2021). Les conditions météo restent le principal élément explicatif (les conditions sèches en Nouvelle-Zélande par exemple qui limite la pousse de l'herbe). Les deux pays ont aussi vu la disponibilité en main d'œuvre baisser avec l'épidémie de covid-19 qui empêchait l'entrée de travailleurs saisonniers. En Australie, cela s'accompagne de décapitalisation et des rendements plus faibles.

Enfin, en **Argentine**, la production a repris en février (+4% /2021), grâce à des conditions météorologiques plus clémentes qui ont redynamisé la production laitière.

Dans ce contexte, les disponibilités laitières chez les principaux exportateurs restent en décroissance par rapport à l'an passé.



Lait de vache » Collecte laitière »

Des prix records en France et dans l'UE-27

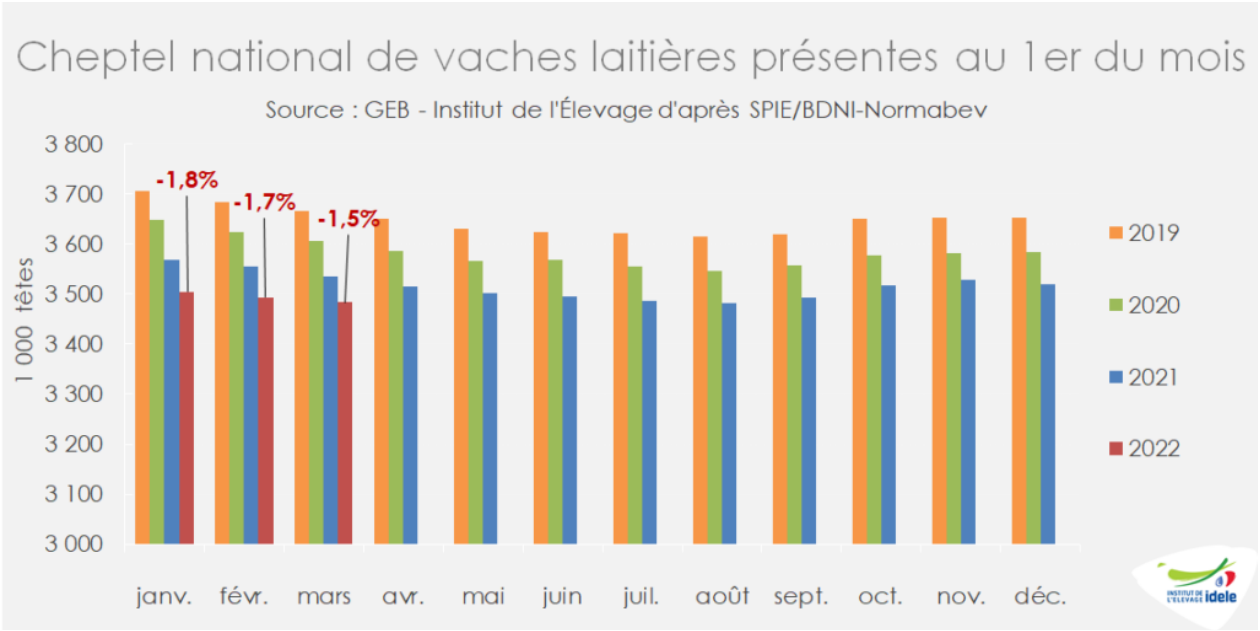
Dernière révision le 20 avril 2022

En France, les éleveurs souhaitent profiter de la hausse significative du prix du lait, et réduisent les réformes, ce qui engendre un léger redressement de la collecte, qui a connu sa plus faible baisse sur un an depuis août. La progression du prix observée en février, permettait, avant le déclenchement du conflit en Ukraine, de compenser la hausse des charges. Dans l'UE-27, les prix ont poursuivi leur envolée, ce qui explique sans doute le redressement de la collecte, en hausse sur un an pour la première fois depuis 6 mois.

En France, nette réduction des réformes sur le début d'année

En février, le cheptel de vaches laitières s'établit à 3,48 millions de têtes. Le cheptel connaît une baisse saisonnière moins marquée cette année et l'écart avec l'an dernier se résorbe légèrement (-1,5% /2021, soit -51 000 têtes). Ce ralentissement de l'érosion du cheptel tient dans la baisse des sorties de troupeau (-9% /2021), liée au reflux des réformes, combinée à une stabilité des entrées en février. Depuis juin 2021, la baisse des réformes est presque continue (elle n'a été interrompue que brièvement en novembre). Si elle semblait surtout imputable aux larges disponibilités fourragères jusqu'à l'automne, elle pourrait maintenant surtout résulter d'une réponse des éleveurs à la forte hausse des prix du lait payés en janvier, qui semble les inciter à produire davantage.

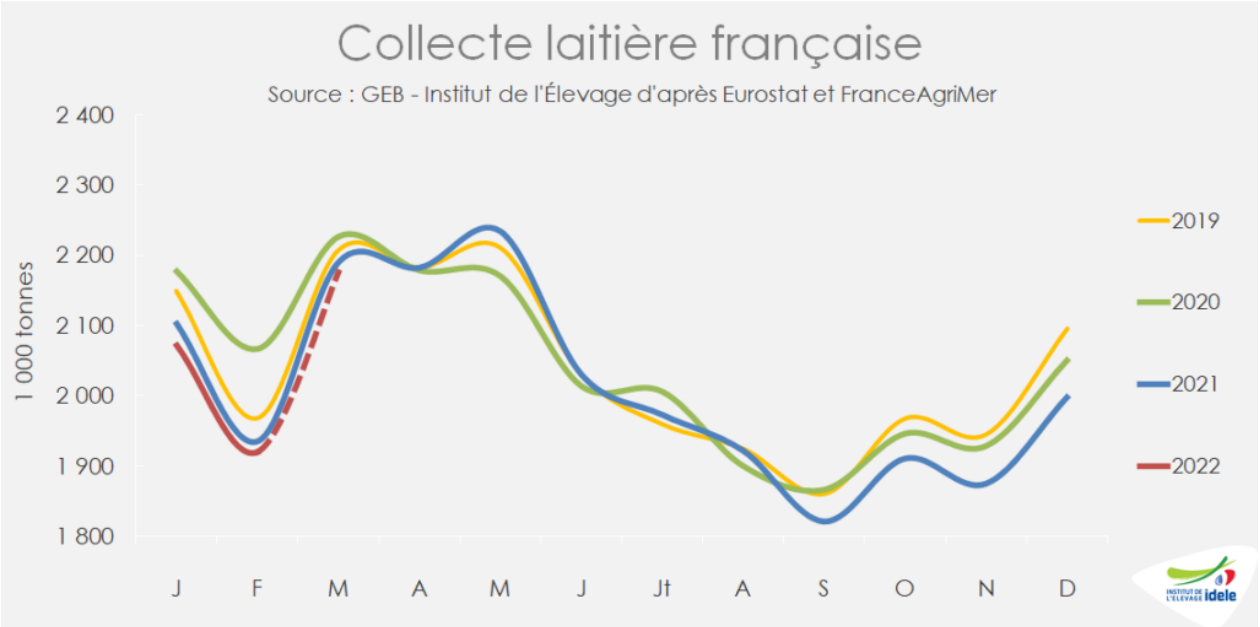
D'après les statistiques extraites de la base Normabev, les abattages de vaches laitières auraient connu un léger rebond dans les semaines 9 à 11 (+1,5% /2021) avant de retrouver leur forte dynamique baissière depuis mars (-6% sur les semaines 12 et 13).



Prix en hausse et production moins ralentie

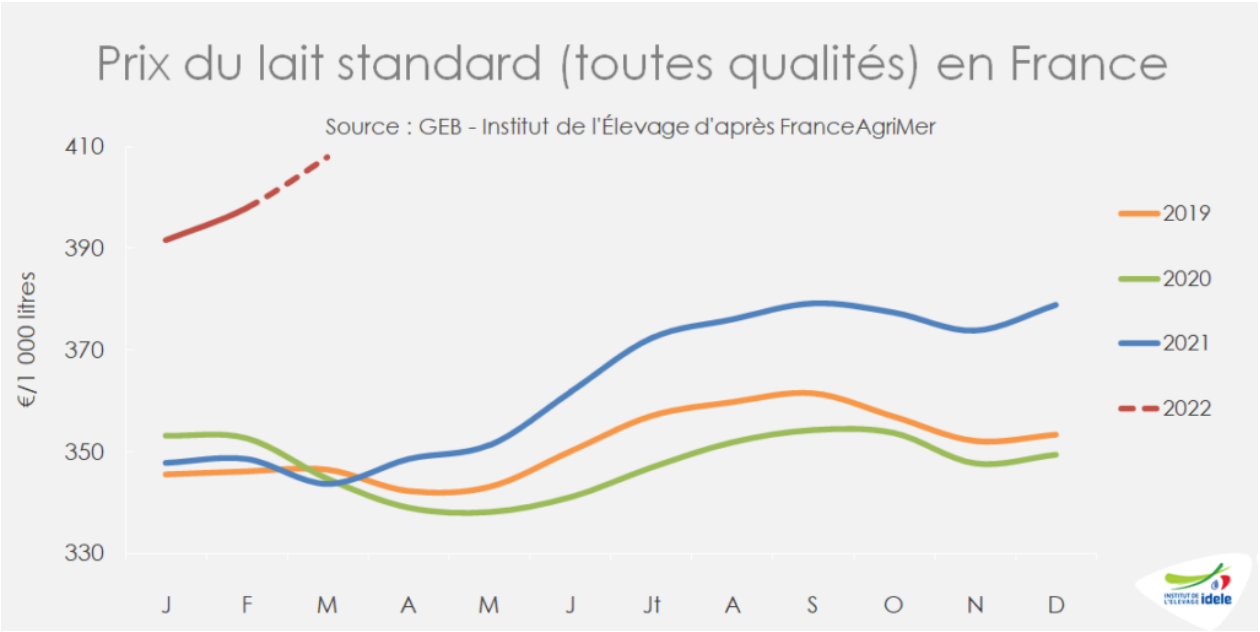
En février, la collecte française s'est établie à 1,91 Mt, en baisse de -0,8% /2021, soit -15 000 t. Pour la première fois depuis août, les livraisons ont donc moins diminué que le cheptel sur un an. Elles demeurent -2,3% en dessous de leur niveau de février 2020. Le repli est plus prononcé (-1,1% /2021) en Matière Sèche Utile (MSU) en raison de la baisse des taux de MG (42,52 g/l, -0,5% /2021) et de MP (33,64 g/l, -0,1% /2021).

D'après les sondages hebdomadaires de FAM, ce repli des livraisons sur un an se serait poursuivi en mars à un rythme équivalent (proche de -1 % /2021).



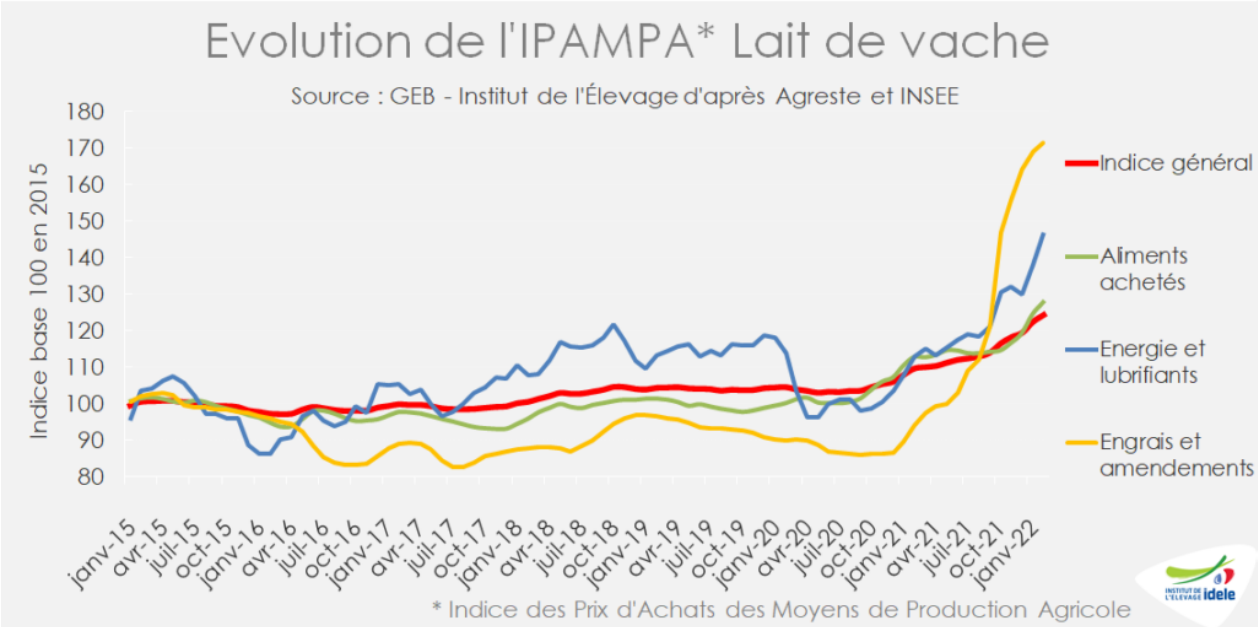
En février, le prix du lait standard a gagné +6 € sur un mois, et +49 € /2021 (+14%), pour s'établir à 398 €/1 000 l. Il efface ainsi le précédent record historique datant de janvier 2014. La hausse du prix réel moyen payé aux livreurs est légèrement moindre (+13%) en raison de la baisse des taux d'une année sur l'autre. Plus connecté aux cours mondiaux des ingrédients laitiers, le seul prix du lait conventionnel standard a connu une hausse plus significative au mois de janvier, de +17% (à 382 €/1 000 l, soit +55 € /2021).

Il convient toutefois d'insister sur les disparités croissantes des prix payés par les différents opérateurs. Le prix du lait augmente davantage pour les producteurs livrant à des industriels fabricant des produits intermédiaires beurre/poudre. En revanche, il est réévalué plus lentement par les transformateurs spécialisés -souvent de plus petites tailles- dans les produits finis, dont la valorisation est plus stable. En conséquence, certains producteurs (notamment de l'Est) ne bénéficient que d'une faible hausse de leur prix ces derniers mois. En mars, d'après l'observatoire des prix du lait de la revue *l'éleveur laitier,* pour du lait conventionnel, l'écart entre le prix le plus haut et le plus bas était presque de 90 €/1 000 l.

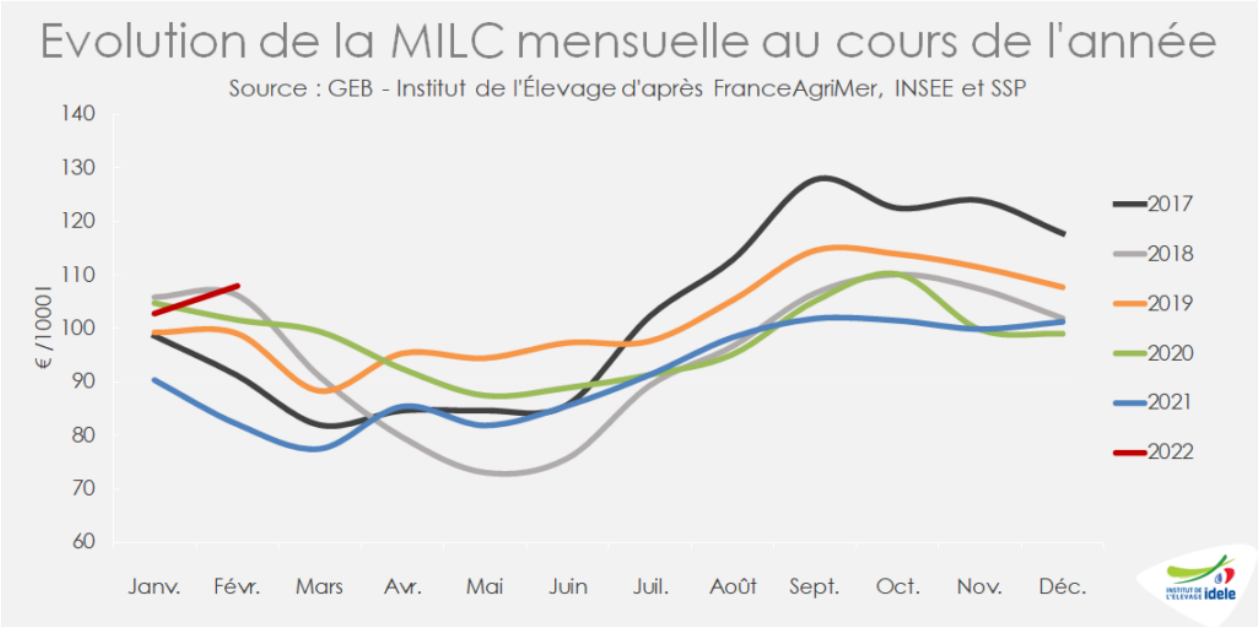


Avant la guerre en Ukraine, la progression des prix du lait compensait celle des charges

Avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février, la hausse des Prix d'Achats des Moyens de Production Agricole (IPAMPA) sévissait déjà. En février, l'indice IPAMPA lait de vache avait encore gagné +1,6% en un mois, sous l'impulsion de l'inflation de l'énergie (+6% /janvier) et du prix de l'aliment acheté (+3% / janvier, +13% /2021). Sur un an, les prix des engrais ont bondi de +82%, l'énergie de +28%, et l'aliment acheté de +13%. L'impact de la guerre en Ukraine sera surtout visible sur l'indice IPAMPA de mars.



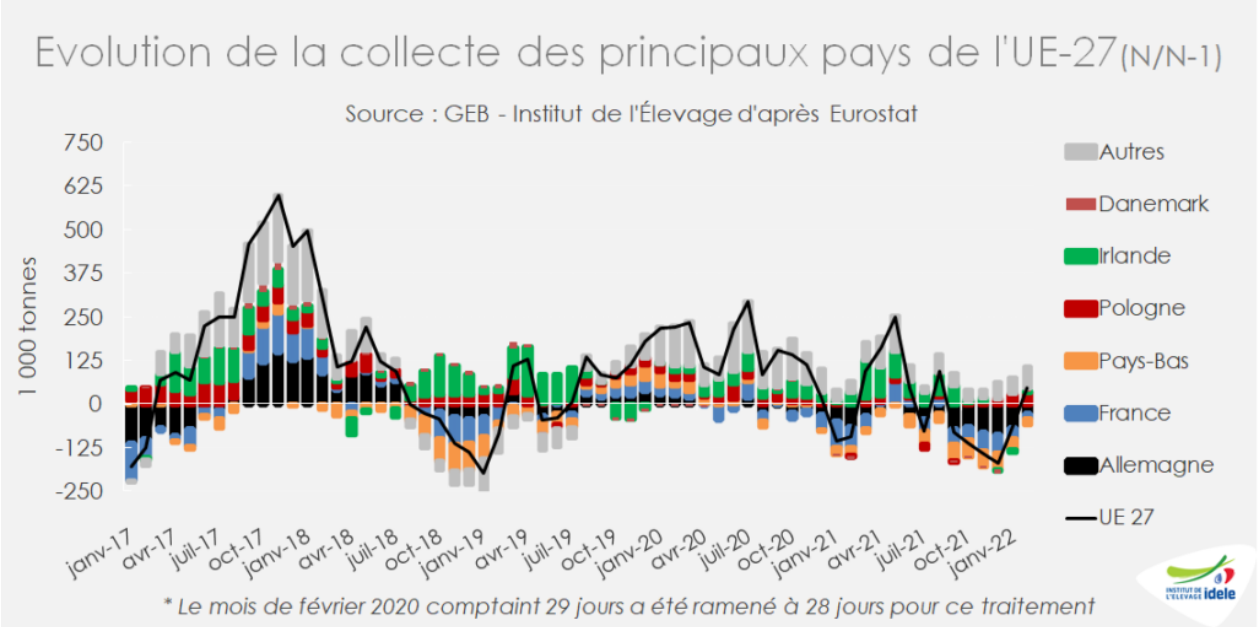
Après avoir atteint en 2021 son pire niveau annuel moyen depuis 2016, la MILC (Marge IPAMPA sur Coût Total Indicé) se redresse depuis le début de l'année. Elle s'établit à 108 €/1 000 l (+25 € /2021), un niveau saisonnier qu'elle n'avait plus atteint en février depuis 2014 (où elle cuminait à 157€ /1 000 l). Elle s'établit +25 € par rapport à février 2021 (mois pendant lequel elle avait atteint un point très bas) : sur un an, la hausse du prix (réel) du lait (+53 € /2021) combinée aux progressions des cotations vaches de réforme permet en effet de compenser l'envolée des charges (+42 € /2021).



UE-27 : reprise de la collecte après 5 mois consécutifs de baisse

En février, la collecte européenne est repassée dans le vert sur un an, pour la première fois depuis août. Le niveau record des prix du lait semble enfin produire un effet incitatif à la production. La diminution des livraisons des trois principaux producteurs européens s'est légèrement atténuée (-0,8% /2021 en France, -1,5% aux Pays-Bas, -1,1% en Allemagne) et a été surcompensée par la hausse des collectes polonaise (+3,6%), autrichienne (+5%), danoise (+2%), et de celles de pays secondaires tels que la Hongrie (+3,6%) et la République tchèque (+3%).

Les chiffres de mars indiqueront si la guerre en Ukraine a porté un coup d'arrêt à cette dynamique. Les pays du sud de l'UE-27, Espagne et Italie en tête, sont particulièrement vulnérables à la flambée des coûts de l'aliment. La presse espagnole relate des cas de décapitalisation contraintes de cheptels. Afin de limiter les impacts de la guerre, le ministère espagnol a débloqué une aide de 164 millions d'euros pour les filières ruminants. La collecte a en plus été perturbée par une grève des transporteurs en mars.



Le prix du lait poursuit son envolée dans l'UE-27

En février, d'après le MMO, le prix du lait moyen dans l'UE-27 a atteint 425 €/t (+22% /2021, +2% /janvier). Un nouveau record ! Selon les premières estimations du MMO, il aurait poursuivi sa progression en mars, mais moins rapidement (+0,8%, à 429 €/t). Cette progression est bien sûr liée à la flambée de la valorisation du lait transformé en beurre/ poudre estimée à 564 €/t en mars sur le marché européen. Deux groupes de pays se distinguent : les pays du Nord, exportateurs d'ingrédients laitiers, voient leur prix bondir d'environ +30% sur un an. C'est le cas des Pays-Bas (450 €/t), du Danemark (462 €/t), de l'Irlande (474 €/t) et de l'Allemagne dont le prix payé atteint 442 €/t. C'est en Belgique que l'envolée du prix du lait est la plus spectaculaire. En mars, selon les premières estimations du MMO, il aurait atteint 503 €, dépassant allègrement le prix du lait biologique (475 €/t en février).

La revalorisation des prix du lait est moins spectaculaire dans les pays méditerranéens, notamment en Espagne (367 €/1 000 l, +12%), où la hausse devrait toutefois s'accentuer dans les prochains mois. En Italie, le prix a atteint 415 €/1 000 l, en hausse de +11% /2021.

Lait de vache » Collecte laitière »

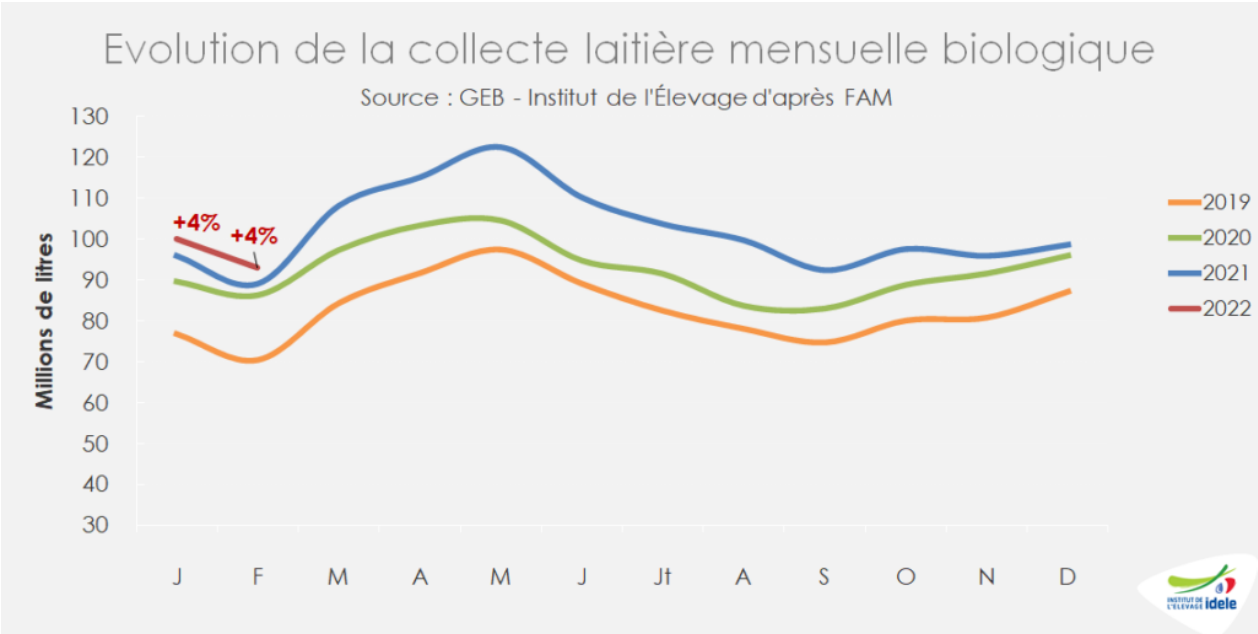
Les excédents de lait bio s'accentuent en France

Dernière révision le 20 avril 2022

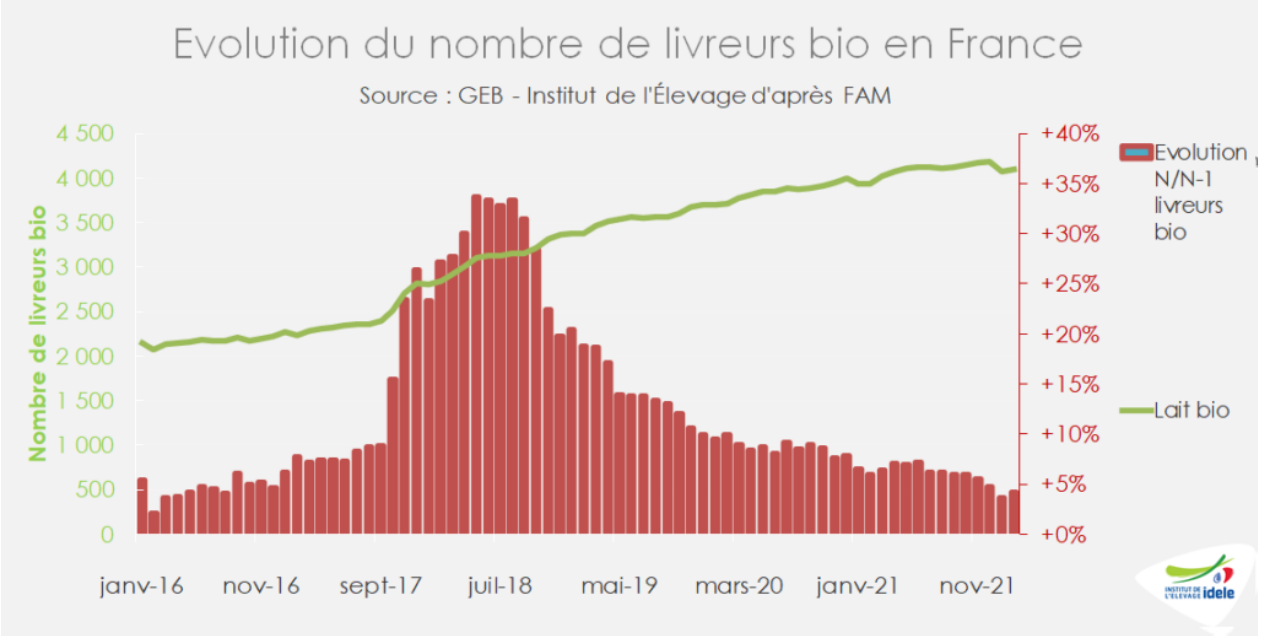
En France, la chute de consommation des produits laitiers biologiques s'accentue, dans un contexte inflationniste qui conduit certains ménages à arbitrer sur les produits onéreux. Combinée à une croissance – certes moins rapide – de la collecte, cette situation se traduit par une hausse des déclassements, mais dont les cours historiquement élevés des ingrédients laitiers conventionnels permettent de limiter le coût. Cette envolée des cours mondiaux devrait même se traduire par un croisement (temporaire) des courbes de prix du lait bio et du lait conventionnel ce printemps.

En 2021, la collecte de lait bio a atteint 1,23 milliard de litres, en hausse de +11% /2020. Cette forte croissance de l'offre s'explique surtout par l'aboutissement de nombreuses conversions (plus de 300 selon le CNIEL), qui se sont traduites par un nombre record de livreurs bio fin décembre (4 175, soit 9% de tous les livreurs de lait de vache).

Cette croissance de la collecte bio tend à ralentir ces derniers mois, dans un contexte de ralentissement global de la production laitière, notamment lié à la flambée du prix de l'aliment acheté. En janvier et février, la collecte de lait bio n'a augmenté que de +4% par rapport à l'an dernier à pareille époque.

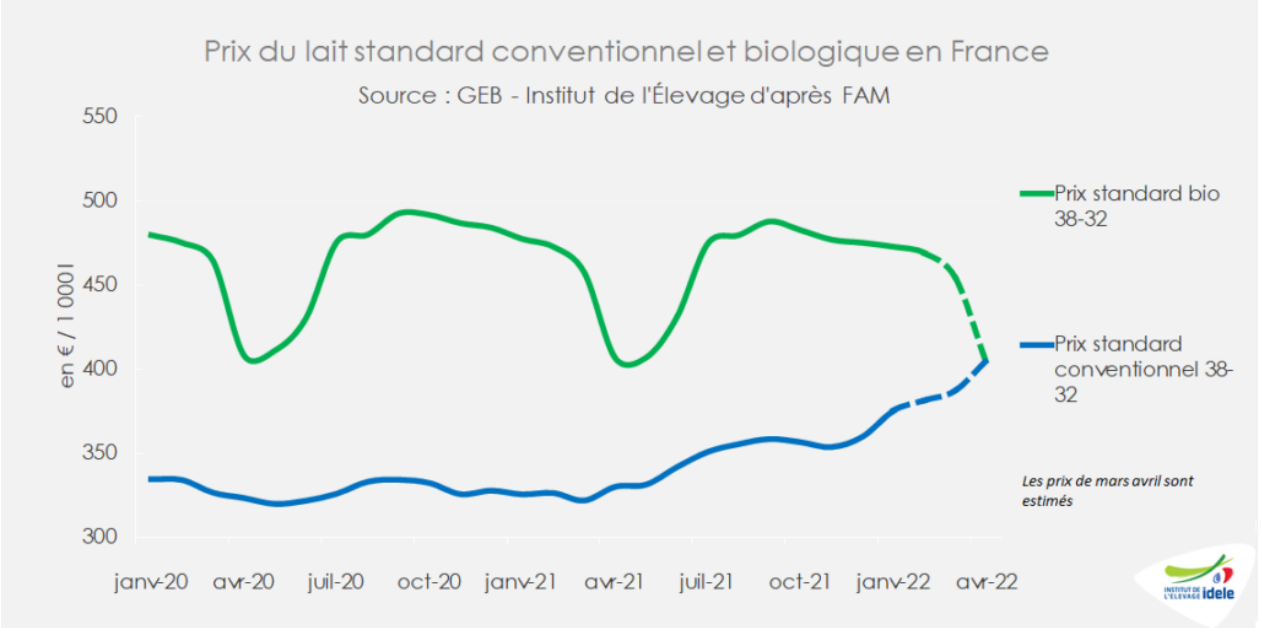


Le ralentissement de la croissance tient également à la moindre hausse du nombre de livreurs, qui n'est plus que de +4% /2021 en février, après un +3% /2021 en janvier qui correspondait à la plus faible progression sur un an depuis 2016. La clôture de l'exercice 2021 s'est en effet traduite par une réduction du nombre de livreurs de -3% entre décembre et janvier, une baisse bien supérieure à celle enregistrée ces dernières années. Une estimation du CNIEL (issue de son enquête de conversions) prévoyait pourtant une hausse de +6% /2021, en partant de l'hypothèse d'un nombre constant de cessations. Même s'il reste à confirmer, ce décalage pourrait résulter d'une accélération des déconversions, liée à la conjoncture difficile.



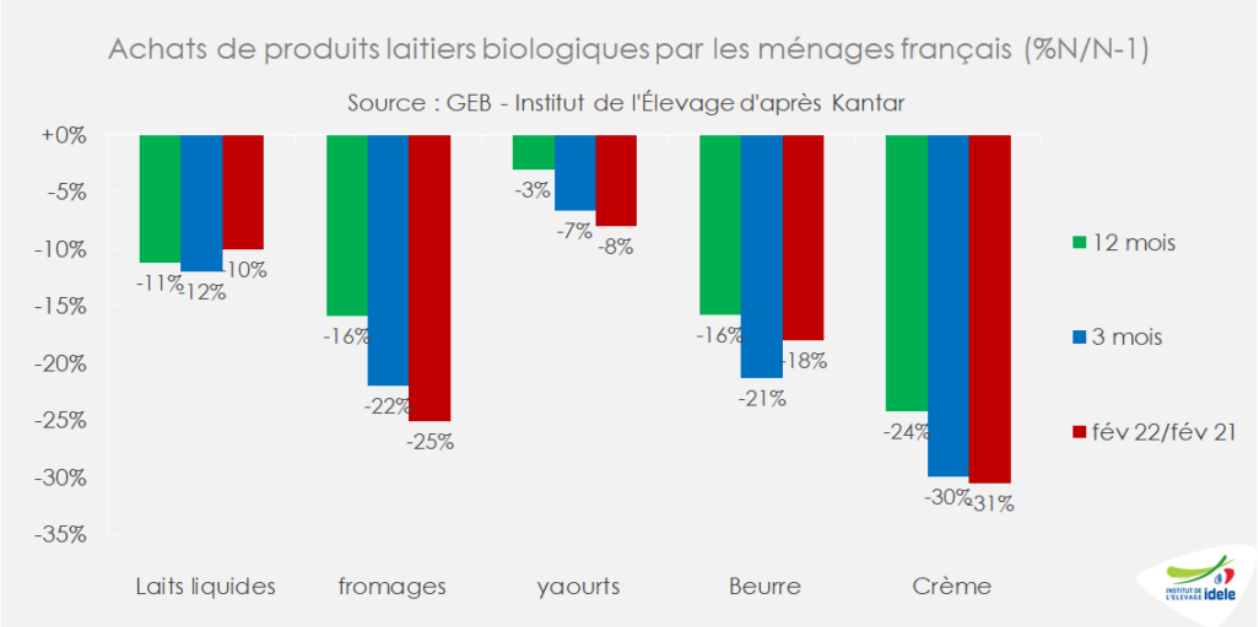
Convergence entre le prix bio et conventionnel

Le ralentissement de la hausse de collecte résulte également de la légère baisse du prix du lait pratiqué par certains opérateurs, qui fournit une moindre incitation à la production, dans un contexte de flambée des charges. Les quatre principaux collecteurs (Biolait, Lactalis, Sodiaal, Agrial), qui représentent 70% de la collecte nationale bio, appliquent des baisses comprises entre 5 et 15 €/1 000 l par rapport à l'an dernier, quand la plupart des opérateurs secondaires maintiennent le prix. En février, le prix du lait bio (standard 38/32) affiche une baisse d'environ -3 €, à 469 €/1 000 l. Comme le prix du lait conventionnel croît fortement, et que le prix du lait bio se caractérise par une très forte saisonnalité (avec un écart moyen de près de 80 € entre avril et novembre), le prix du lait conventionnel devrait temporairement rattraper, en avril/mai, celui du lait biologique. La portée symbolique de cet évènement pourrait marquer les esprits, même s'il ne s'agira que d'une inversion passagère.

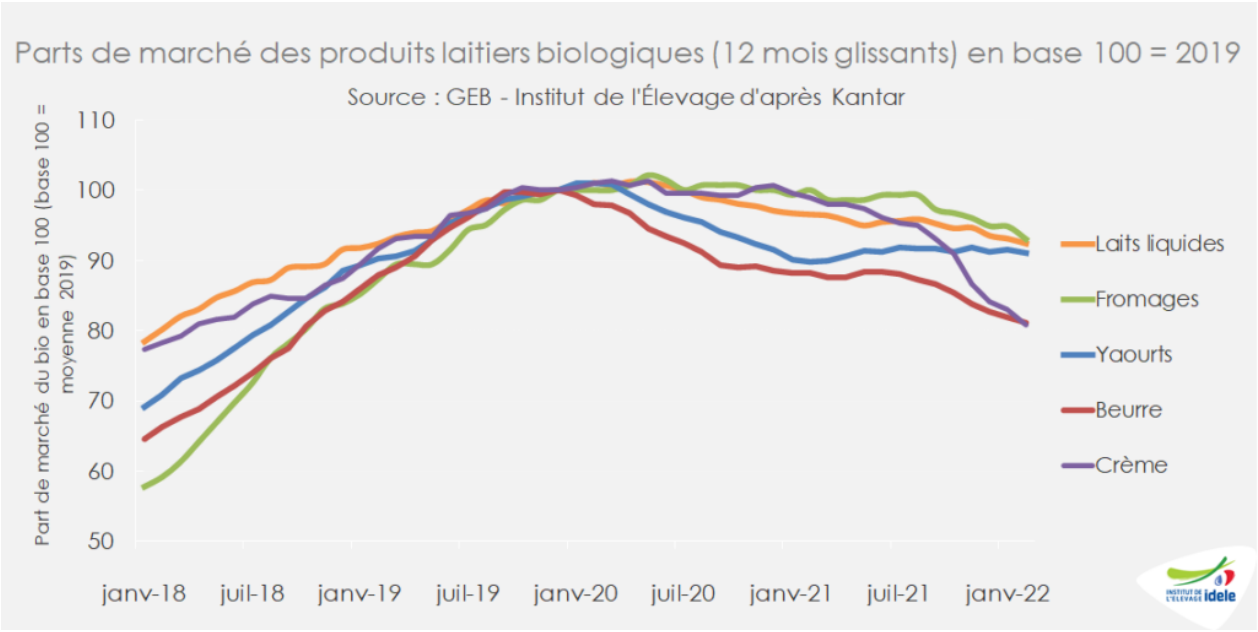


Accentuation du recul de la consommation de produits laitiers bio

En parallèle, d'après le panel Kantar, le recul de la consommation des ménages s'amplifie dans toutes les familles de produits depuis cet automne, et l'entrée dans un contexte inflationniste. Les consommateurs réaliseraient des arbitrages sur les produits chers, et donc notamment sur les produits bio, dont le prix reste le principal frein à la consommation. Les ventes de beurre, de fromages et de crème enregistrent des chutes spectaculaires sur les 3 mois derniers mois (respectivement -21%, -22% et -30% sur un an).



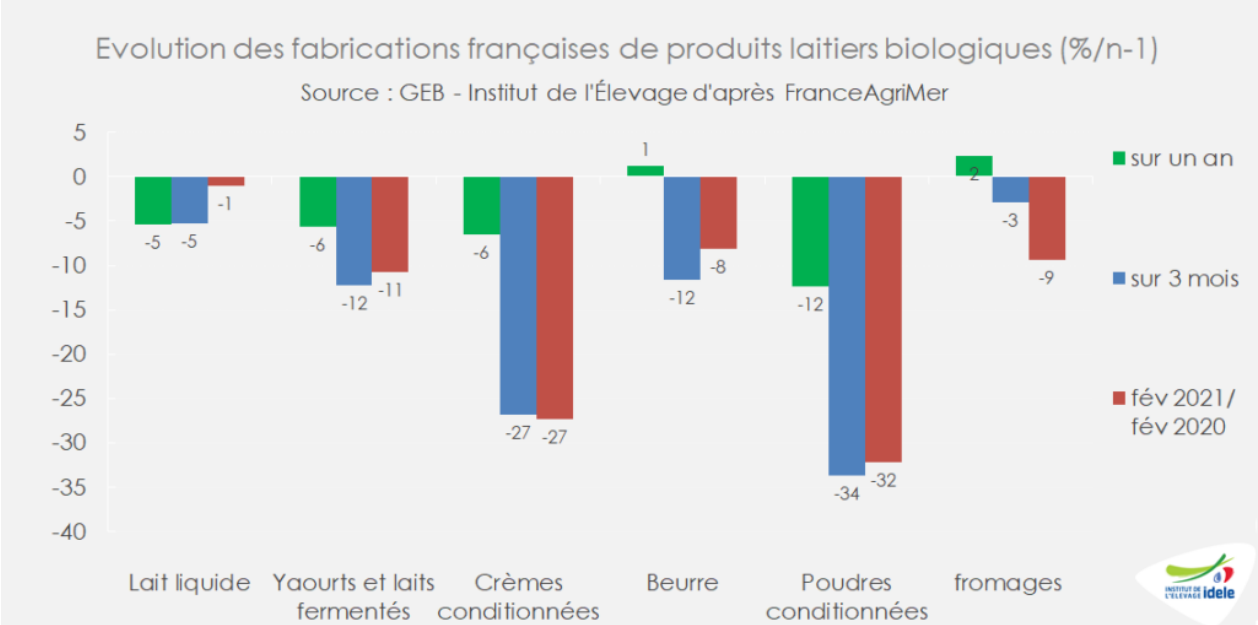
Sur deux ans, les parts de marché s'effondrent particulièrement pour la crème bio (1,9% sur 12 mois glissants), et le beurre (4,7%), familles de produits dont la dynamique reste positive dans leur ensemble. Elles retrouvent même leur niveau le plus bas depuis fin 2018. Le bilan annuel Kantar souligne que les indicateurs de suivi de la consommation sont tous dans le rouge : le taux de pénétration, le niveau moyen d'achats, le budget moyen d'achat et la fréquence d'achats reculent tous.



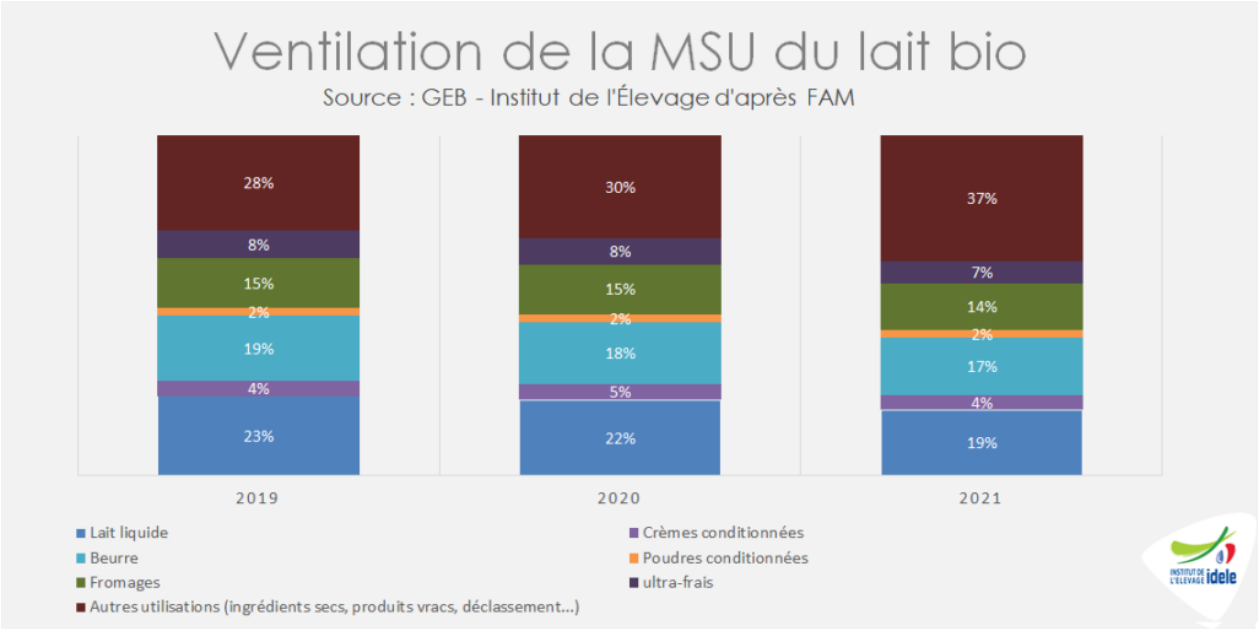
La famille des laits liquides bio, pourtant en proie à une concurrence féroce des allégations conventionnelles, est finalement celle qui résiste le mieux à ce mouvement de déconsommation.

Fabrications : accentuation du déséquilibre matière en 2021

En MSU, en 2021, les fabrications de produits biologiques sont restées stables pendant que la collecte a crû de +11% /2020. Dit autrement, la hausse des volumes déclassés sur 2021 correspond approximativement au surplus de collecte.



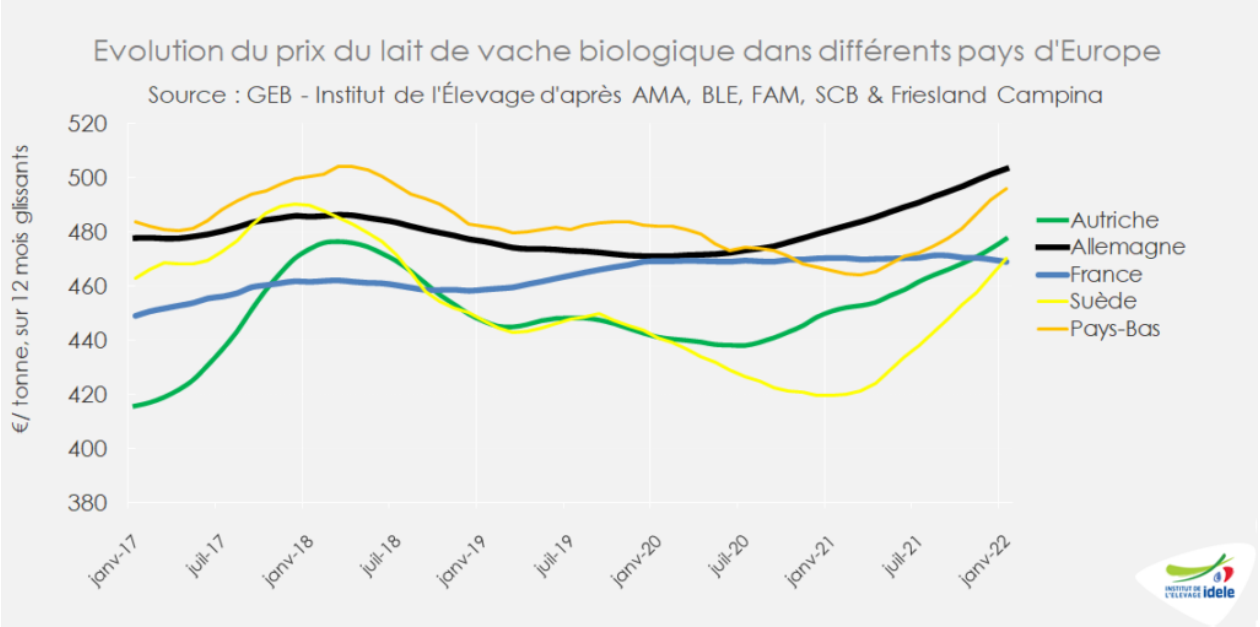
Déjà très prononcé dans la filière biologique, le déséquilibre matière s'est creusé entre l'utilisation de matière grasse, qui reste en légère progression (+1,5% /2020) grâce à la hausse des fabrications de beurre (+2%) et de fromages (+2%), et l'utilisation de la matière protéique qui a en revanche encore diminué (-2,4% /2020) en raison notamment des baisses de fabrications de yaourts (-6%), de poudres conditionnées (-12%) et surtout de laits liquides conditionnés (-5%). En conséquence, entre 2020 et 2021, le taux d'utilisation de la matière protéique (pour la fabrication de produits finis conditionnés bio) aurait baissé d'environ -8 points (de 61% à 53 %), contre -6 points pour l'utilisation de la matière grasse (de 77 à 71%).



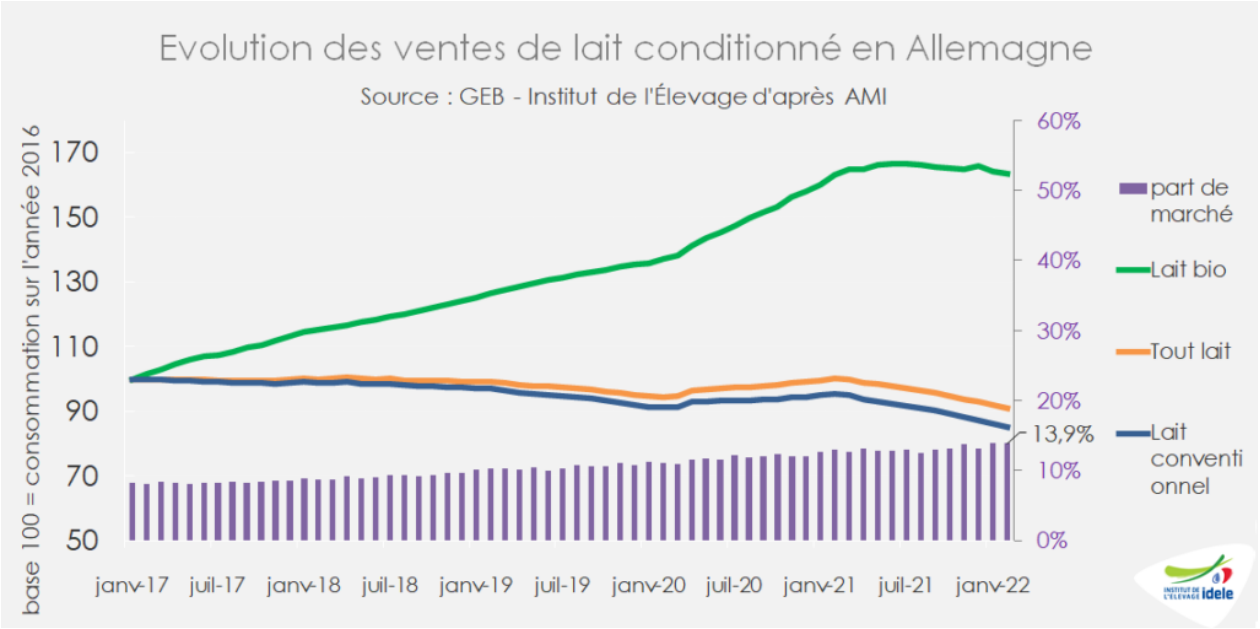
Un marché toujours porteur dans les autres principaux pays producteurs

Sur douze mois glissants, la croissance de la production de lait bio est plus modérée en Autriche (+2%), en Allemagne (+3%) et au Danemark (+1%). En janvier, la collecte s'est même fortement orientée à la baisse en Suède et au Danemark (respectivement -4 et -6% /2021), mais reste dynamique en Autriche (+5%) et en Allemagne (+3%).

En janvier, les prix du lait bio étaient supérieurs à leur niveau de l'an dernier en Autriche (+9% /2021 à 505 €/t), en Allemagne (+5% à 523 € /t), en Suède (+10%, 505 €/t) et aux Pays-Bas (+10%, 520 €/t). Dans tous ces pays, malgré la hausse du prix biologique, l'écart de prix entre le lait conventionnel et le lait bio se résorbe, le second étant surtout valorisé en produits finis dont les prix sont plus stables.



En Allemagne, même si la consommation de lait conditionné biologique recule légèrement depuis quelques mois, relativement à une année 2020 exceptionnelle, elle reste significativement au-dessus de son niveau de 2019 (+20%). D'après AMI (qui relaie Nielsen), le lait bio continue de gagner rapidement des parts de marché au sein d'une gamme en très fort repli, y compris en ce début d'année 2022, pourtant marqué par une pression inflationniste bien plus nette qu'en France (+7%).



D'après le panel de consommation (*Haushaltspanel*), la consommation est restée en forte hausse en 2021 dans la plupart des familles de produits laitiers bio, par rapport à une année 2020 pourtant exceptionnelle. Cette dynamique serait notamment le fruit d'une démocratisation du bio, portée par la part croissante occupée par les *discounters* sur ce marché

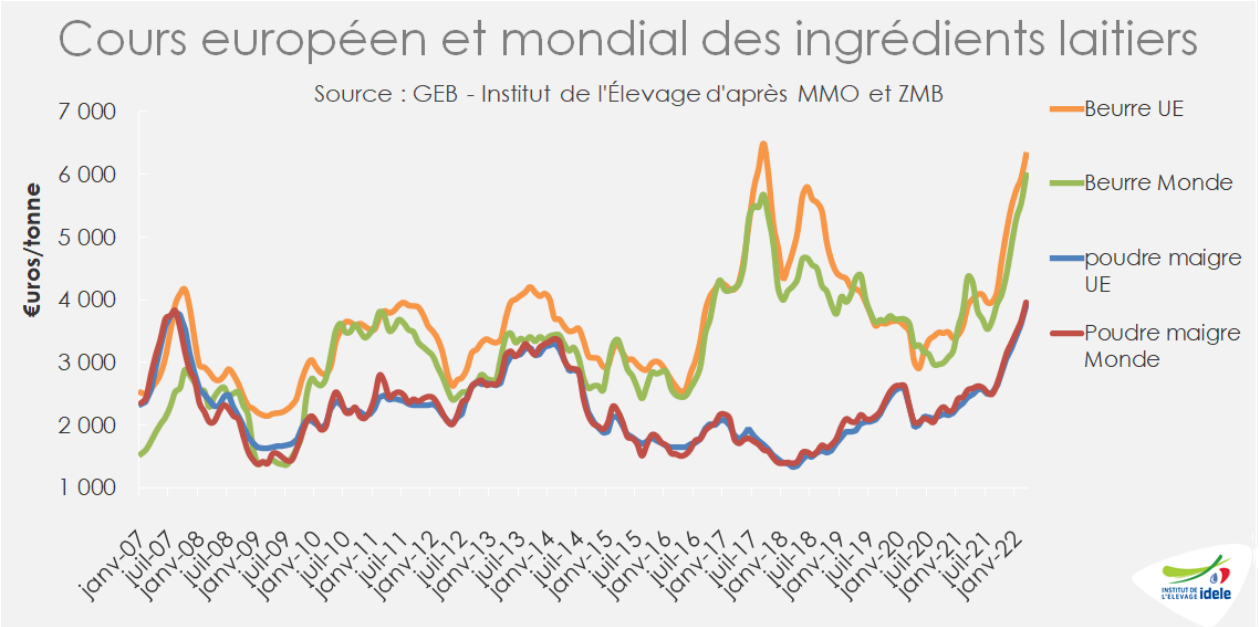
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

La demande va-t-elle résister à la hausse des prix ?

Dernière révision le 20 avril 2022

Les prix des ingrédients laitiers ont continué d'augmenter sur les dernières semaines. Les cours de la poudre de lait écrémé atteignent les 4 340 €/t en semaine 14 soit une hausse de +74% par rapport à l'an dernier. En beurre, la cotation ATLA sur le marché spot s'affiche à 7 340 €/t la même semaine et dépasse désormais le prix record de 2017.

Ces hausses de prix s'expliquent par de fortes baisses des disponibilités laitières qui engendrent des concurrences fortes entre les différentes fabrications. Les commandes sont encore supérieures à l'offre à court terme.



A l'approche de Pâques et en période de Ramadan, la demande s'est temporairement repliée. Les acheteurs reviendront-ils au mois de mai ?

Pour le moment, la demande mondiale semble se maintenir, mais le prix à payer pour ces matières importées se renchérit fortement chaque semaine. En effet, les prix des ingrédients augmentent mais à cela s'ajoute des coûts logistiques de plus en plus importants. D'une part, le coût du fret augmente en même temps que celui de l'énergie mais d'autre part, le covid-19 reste un fort facteur de désorganisation logistique.

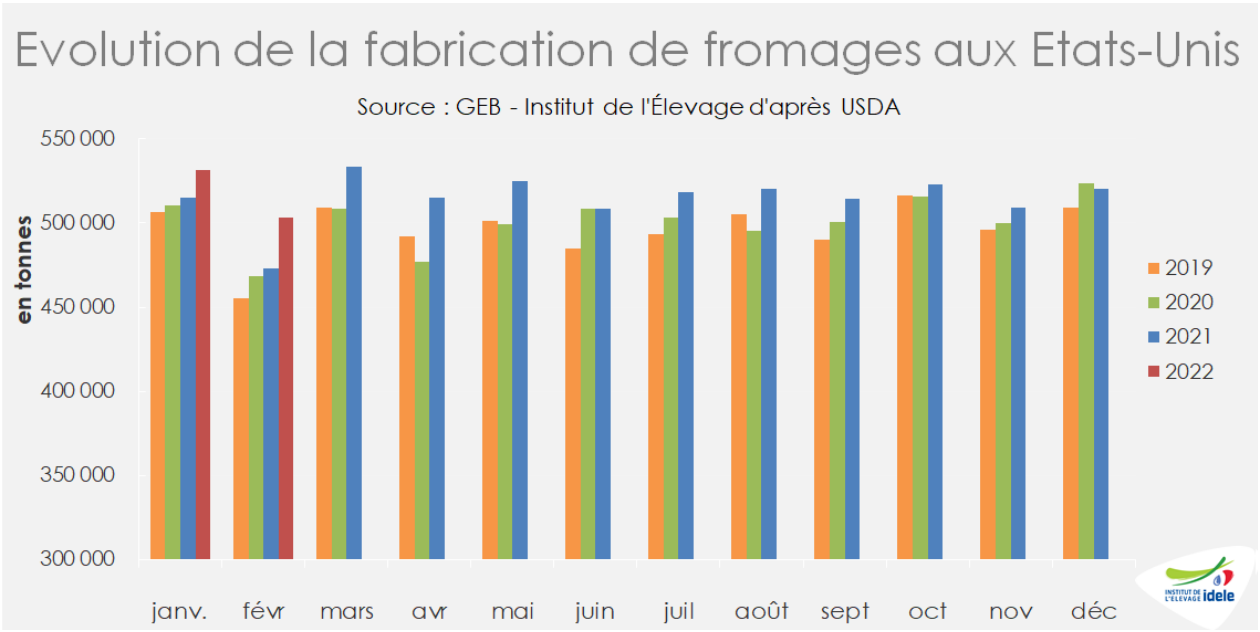
En Chine, les chaînes d'approvisionnement perturbées

La situation en Chine inquiète tout particulièrement. Alors que les autorités chinoises ont décidé le confinement de la ville de Shanghai afin de respecter la stratégie du zéro covid, l'activité portuaire de ce grand port est perturbée. Les règles sanitaires drastiques sur les camions entrainent une pénurie de chauffeurs routiers qui n'assurent plus les liaisons vers le port ou pour sortir les marchandises. Les importations de produits laitiers s'en trouveront forcément ralenties dans les semaines à venir, surtout que les exportateurs se montreront prudents vis-à-vis de l'augmentation des temps de transport dans le cas de produits périssables. Par ailleurs, les habitants de plus d'une vingtaine de grandes villes sont concernés par des confinements plus ou moins importants qui ne leur permettent pas d'aller s'approvisionner régulièrement. Les produits laitiers seront également impactés car dans l'impossibilité d'être consommés.

Enfin, alors que les chaînes logistiques dans le pays sont perturbées, certains transformateurs chinois doivent fabriquer davantage de poudres de lait à partir du lait cru, limitant également les besoins en produits importés.

Fromages : privilégiés aux Etats-Unis

Aux Etats-Unis, La progression des fabrications de fromages est particulièrement forte en ce début d'année 2022 (+6% au mois de février vs 2021, soit +30 000 t) et répartie de façon globalement homogène sur tout le territoire. La production de mozzarella semble privilégiée (+5% sur la période janv-février vs 2021).



La demande en fromages semble toujours plus conséquente. Les exportations états-uniennes sont dynamiques sur les deux premiers mois de l'année (+12% vs 2021, soit + 7 000 t avec notamment une forte hausse de la demande mexicaine), de même que la consommation intérieure.

Toutefois, les fabrications de fromages nécessitent de la main d'œuvre qui parfois vient à manquer dans certaines fromageries quand le covid-19 touche les salariés, ce qui semble inciter certains opérateurs à se tourner vers d'autres fabrications quand cela est possible.

Le lactosérum ne semble pas bénéficier d'une demande aussi forte, notamment à l'export : sur janvier et février les expéditions états-uniennes ont baissé de -10% /2021. La Chine a d'ailleurs réduit de près de moitié ses importations sur les deux premiers mois de l'année. Les Etats-Unis ont réagi notamment en se

concentrant sur les spécialités de lactosérum plus concentrés en protéine. Les fabrications de WPC ont augmenté de +16% à 43 000 t sur les deux premiers mois de l'année. Ce concentré protéique de lactosérum est utilisé par les industries agroalimentaires pour sa forte teneur en protéine qui peut remplacer les œufs par exemple ou venir enrichir des aliments « santé » (barres énergétiques, boissons pour les sportifs…).

Poudres de lait : faibles fabrications

Dans l'UE-27, la demande intérieure en poudres de lait peine à être satisfaite. Les fabrications sont réduites d'une part, toujours en raison de la baisse de collecte en Europe, mais aussi d'autre part en raison des coûts de séchage. Ils subissent la hausse des prix du gaz et les problèmes géopolitiques inhérents, ce qui diminuent les marges des transformateurs malgré la hausse des prix.

Les fabrications européennes au mois de janvier ont baissé de -10% /2021 avec notamment -24% en Allemagne et -13% aux Pays Bas. Les fabrications français étaient stables en janvier, mais ont chuté au mois de février.

Sur le marché international, la demande mexicaine et chinoise en poudres de lait recule, ce qui est en partie compensé par des achats plus conséquents de l'Indonésie et de la Malaisie notamment.

Matières grasses : Forte tension

Le marché européen de la matière grasse est particulièrement tendu faute de disponibilités suffisantes qui ne permettent pas la constitution de stocks saisonniers. Le cours du beurre sur le marché spot en France afranchi la barre des 7 000 €/t fin mars, à 7 340 €/t en semaine 14, soit un niveau supérieur à celui atteint en 2017, précédent record.

La demande en crème comme en beurre est actuellement très forte. Les acheteurs cherchent à couvrir leurs besoins en crème pour préparer les glaces de cet été.

Certains acheteurs ont pensé que le pic laitier apporterait une hausse de disponibilité, qui ne semble toujours pas présente, rendant ces derniers nerveux.

Sur les volumes non encore contractualisés à ce jour, les transformateurs privilégieront la fabrication de crème à celle du beurre car celle-ci permet aujourd'hui des marges plus importantes.

En conclusion, la demande mondiale risque de marquer le pas face à la forte hausse des prix mondiaux même si cela peut prendre plusieurs mois avant de se voir notamment pour les poudres. En revanche, pour les matières grasses ou les fromages, le prix maximum n'est peut-être pas encore atteint. Au niveau intérieur en France, l'inflation ne s'est que partiellement répercutée sur les prix à la consommation des produits laitiers. Pourtant, la consommation décroît déjà pour certains produits comme le lait de consommation et les ultra-frais, sous l'effet de changements de comportement des ménages.

Viande ovine

Commerce tardif mais réussi pour Pâques

Dernière révision le 20 avril 2022

Les tendances observées début 2022 se prolongent : les abattages sont en recul en France, mais dynamiques en Irlande, au Royaume-Uni, et en Espagne. Le retour de l'inflation, qui s'est aggravé depuis mars, pourrait peser sur les achats des ménages.

Ceux-ci ont toutefois été fermes à l'approche de Pâques et en plein Ramadan, même si les commandes ont été tardives. Les abatteurs préparés bien avant ont su y répondre et la cotation a alors pris de la hauteur.

En Nouvelle-Zélande, le variant Omicron perturbe à la fois la production et les envois.

Viande ovine » France »

La cotation décolle à une semaine de Pâques

Dernière révision le 20 avril 2022

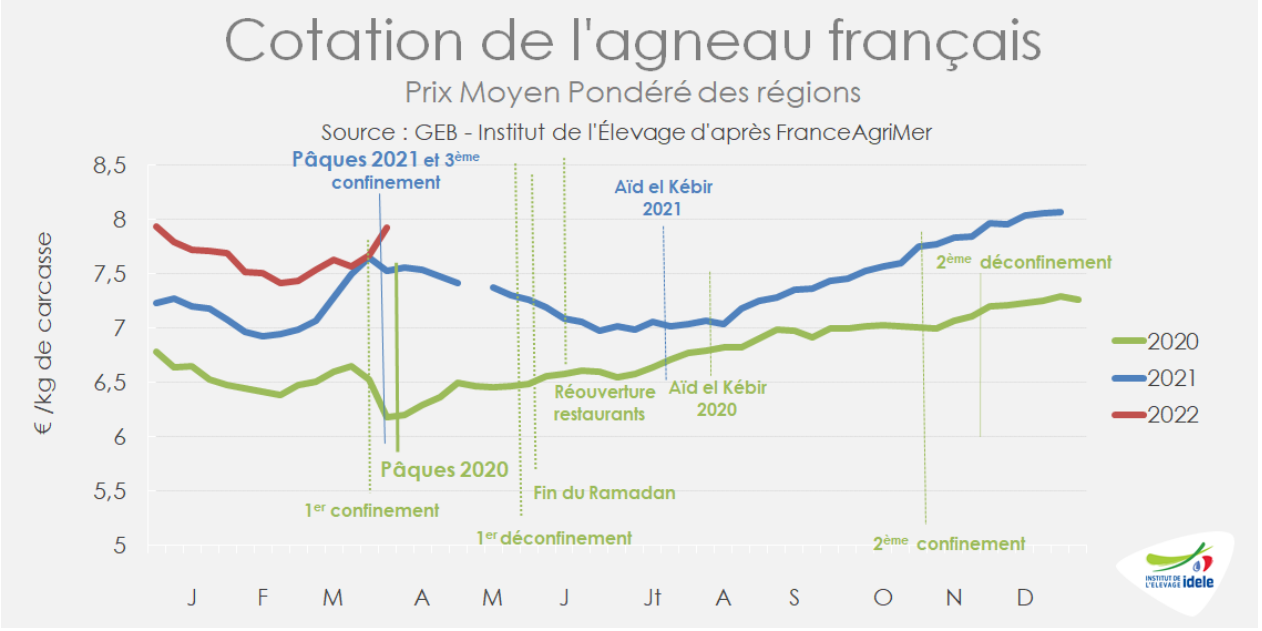
Les achats se sont dynamisés tardivement cette année, à seulement une semaine de Pâques. Certains abatteurs ont jusque-là rencontré quelques difficultés à écouler leurs produits et ainsi vider leurs frigos, ce qui s'est ressenti sur la cotation de l'agneau. Tout semble néanmoins rentrer dans l'ordre à quelques jours des festivités. Malgré l'inflation, le prix élevé de l'agneau ne semble pas freiner les commandes.

Malgré l'inflation, les Français ont acheté le traditionnel agneau pascal

Dans un contexte de retour de l'**inflation** en mars (invasion russe en Ukraine) et de tension du pouvoir d'achat des Français, les ventes d'agneau – viande parmi les plus chères – étaient quelque peu en difficulté et la cotation française s'est ainsi rapprochée de ses niveaux de l'an passé. Le décalage des dates de Pâques, (de S13 en 2021 à S15 en 2022), explique aussi ce phénomène. Face aux incertitudes de plus en plus prégnantes (pandémie puis guerre), les boucheries comme les GMS ont attendu pour passer commande.

La situation s'est débloquée la semaine avant Pâques et la **cotation** entrée abattoir a alors bondi de 26 cents entre les semaines 13 et 14, à 7,93 €/kg éc, soit +0,28 € /2021 et +1,75 € /2020. La hausse devrait se poursuivre jusqu'à la veille de Pâques. On s'attend à un nouveau regain de la demande en semaine 17 pour l'Aïd el-Fitr, qui célèbre la fin du Ramadan.

Attention toutefois, la flambée des **charges** nuance ces niveaux de prix. Déjà importante, elle s'est accentuée depuis le début de la guerre en Ukraine. Les ménages français consacrent moins de budget à l'alimentation et le risque serait que l'agneau s'efface des rayons, une fois Pâques passé. En février 2022, l'IPAMPA ovin viande a atteint 124,2 points (+14,9 points /2021), surtout en raison de la flambée des indices énergie et lubrifiants (+43% /2021) et aliments achetés (+11%).



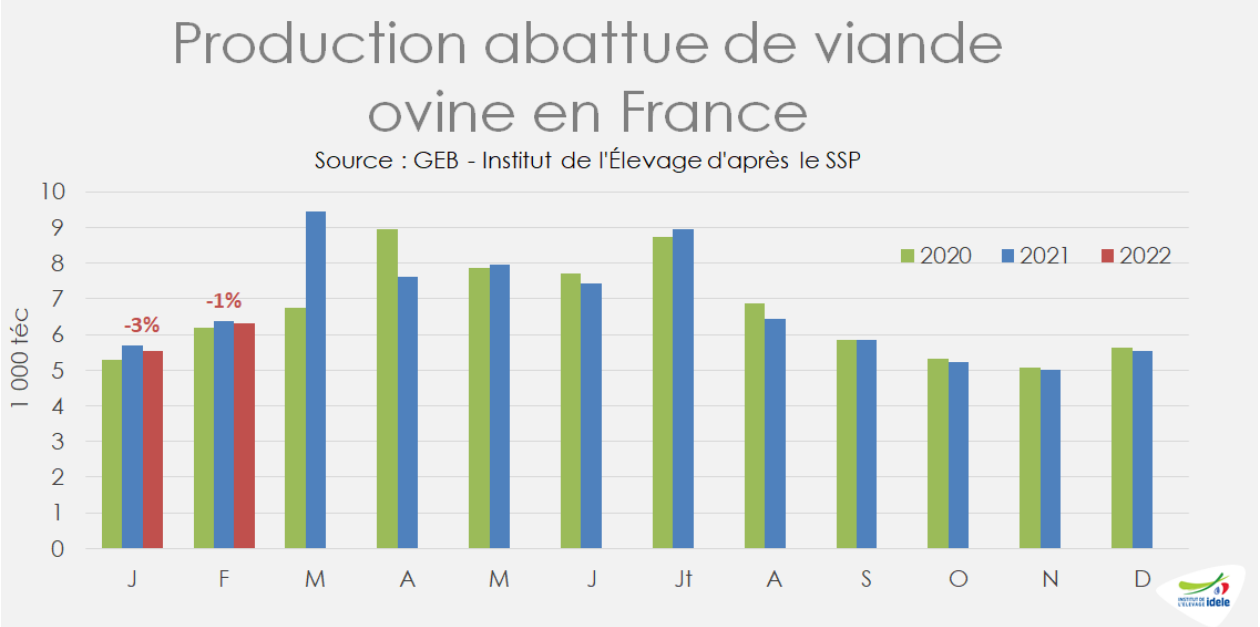
Des abattages bien lancés pour Pâques

En février, les **achats** de viande ovine ont été modestes et, selon Agreste, la production abattue de viande ovine a alors perdu -1% d'une année sur l'autre, à 6 300 téc. 288 000 agneaux ont été abattus en février, soit 4% de moins qu'en 2021. Et les réformes ont aussi reculé, de -5% à 37 000 têtes.

Face à des difficultés pour écouler les volumes abattus, les sorties ont été ralenties, si bien que les agneaux se sont franchement alourdis : leur **poids** de carcasse est passé de 17,7 à 18,5 kg.éc. entre février 2021 et 2022. Le poids moyen des réformes s'est à à l'inverse allégé, de 27,3 à 26,9 kg.éc.

Depuis le début de l'année les **effectifs abattus** ont évolué entre les niveaux de 2020 et de 2021, et au moins jusqu'à la semaine 12 selon Ovinfos. En effet, les bouchers auraient effectué moins de réservations (de gigots) pour Pâques et auraient attendu pour passer commande auprès des abatteurs, d'où un retard dans le démarrage des abattages pour Pâques.

En semaine 13, les abattages ont finalement décollé. Les volumes produits s'annoncent haussiers en semaine 14, 15 (météo au beau fixe pour le week-end de Pâques) et 16 (commandes pour remplir les rayons vidés après Pâques).



Les informations sur les échanges extérieurs de viande ovine et d'ovins vifs pour 2022 sont indisponibles à ce jour suite à un changement de méthode dans la collecte des données douanières. Leur publication est retardée pour cause d'analyse de leur fiabilité.

Viande ovine » UE et monde »

La hausse de l'offre a contenu les cours jusqu'au regain de la demande

Dernière révision le 20 avril 2022

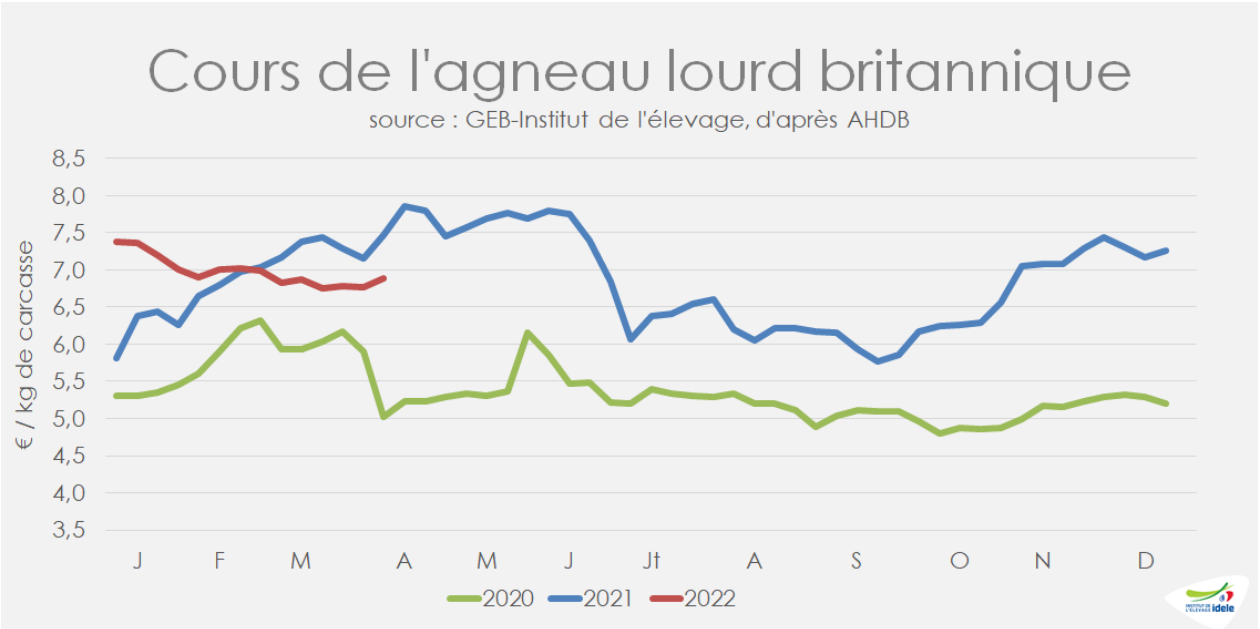
Au Royaume-Uni la hausse des disponibilités a pesé face à une modeste demande, si bien que la cotation a baissé au lieu de croître de façon traditionnelle. Celle-ci s'est doucement redressée à une semaine de Pâques. En Irlande, où l'offre est aussi dynamique depuis le début d'année, la hausse du cours a été plus modérée qu'en 2021. En Nouvelle-Zélande, le variant Omicron perturbe depuis mars les chaînes d'abattage et la logistique pour l'export..

Royaume-Uni : léger redressement de la cotation une semaine avant Pâques

En février 2022, la dynamique était toujours à la hausse et la **production** de viande ovine britannique a ainsi bondi de +14% /2021, à 21 000 t, grâce à l'augmentation conjointe des abattages d'agneaux (+10% /2021 à 865 000 têtes), et de réformes (+10% à 96 000 têtes) ; le tout conjugué à la forte hausse du poids moyen des carcasses (+0,8 kg / février 2021).

Face à ce disponible accru, les **exportations** britanniques de viande ovine ont repris (+13% en janvier) par rapport au niveau exceptionnellement bas enregistré en 2021, selon le *HMRC*. A 4 250 téc, les volumes exportés sont toutefois nettement inférieurs à ceux de 2020 (année pré-Brexit). Les importations ont dans le même temps progressé de +12% /2021, à 4 950 téc, venant compléter le disponible.

La **cotation** britannique a chuté, de -0,27 € /2021, à 6,88 €/kg en semaine 14, au lieu d'entamer sa traditionnelle hausse saisonnière jusqu'à Pâques. Toutefois, elle se situe encore à des niveaux historiquement élevés, supérieure de +1,86 € à celle de Pâques 2020, dans un contexte de marchés perturbés par la pandémie et le confinement.

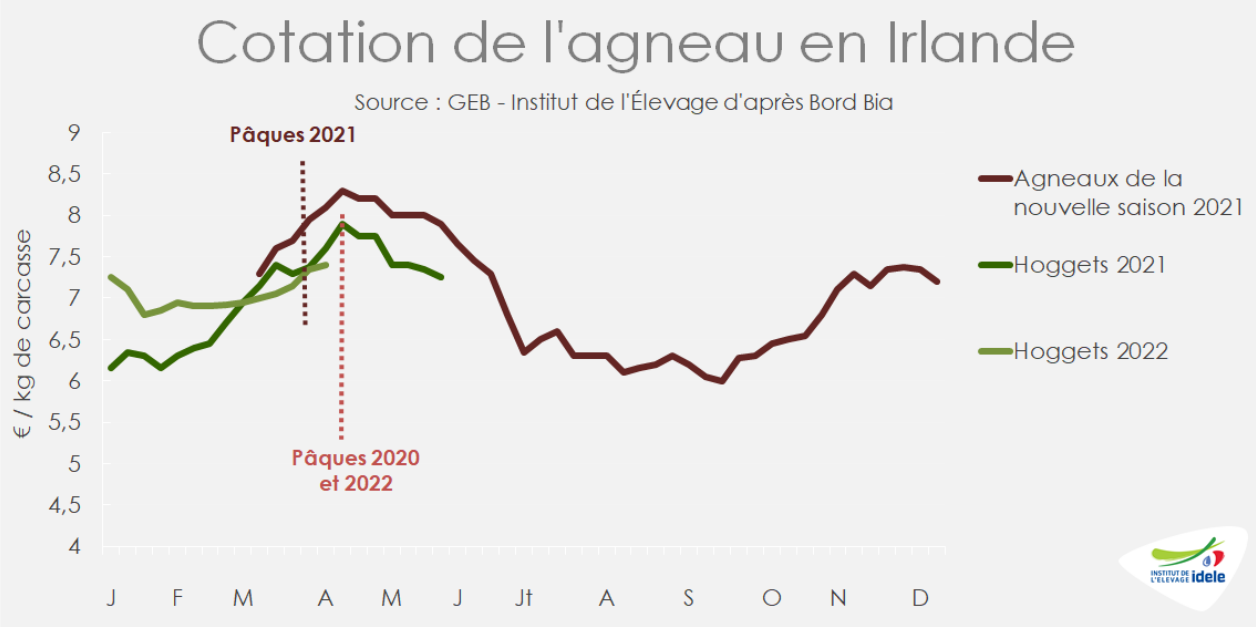


Irlande : la cotation croît mais reste sous son niveau de 2021

En **Irlande**, face à une demande dynamisée, la **cotation** de l'agneau lourd a augmenté début mars, à quelques semaines du Ramadan et de Pâques. A 7,40 €/kg en semaine 14, elle était proche de son niveau de Pâques 2021 (- 0,20 €/kg), mais très élevée par rapport au creux de 2020 (+2,0 €/kg).

De janvier à début avril, les **abattages** *d'Hoggets* étaient abondants, en hausse de +14% /2021. Ceux des brebis réformées étaient à l'inverse 4% en-dessous des niveaux de 2021. Des agnelles sont aussi venues compléter les approvisionnements peu avant les pics de demande. Les flux d'agneaux nord-irlandais vers le sud de l'île se sont améliorés comparé à leurs bas niveaux du 1er semestre 2021, totalisant 71 700 agneaux, soit +28% /2021. Les premiers agneaux de nouvelle saison ont été abattus.

Dans les semaines à venir, *Bord Bia* prévoit une bonne adéquation de l'offre à la demande.



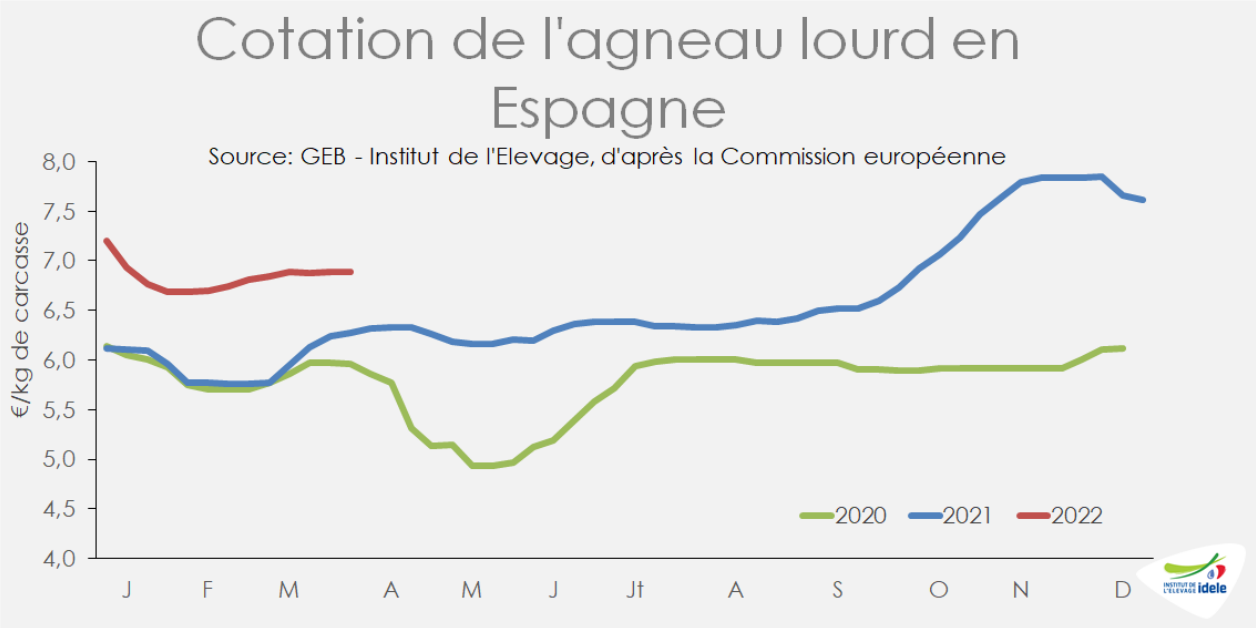
Espagne : pas de hausse des cours à l'approche de Pâques

En **Espagne**, la cotation de l'agneau lourd est au beau fixe bien qu'elle n'ait pas progressé à l'approche de Pâques, faute d'exportations suffisantes. La demande en France, 1er client en viande ovine, est demeurée modeste ; les ventes sont plutôt encouragées vers les pays tiers, avec le Ramadan du 2 avril au 2 mai. Les envois de vifs espagnols seraient par ailleurs en forte hausse, surtout vers la Jordanie. Ils auraient toutefois diminué vers les pays arabes une fois le Ramadan commencé. La consommation intérieure a été jusque-là discrète (inflation + météo défavorable), mais elle devrait s'activer pour Pâques.

A 6,88 €/kg en semaine 13, la cotation espagnole se situe toutefois nettement au-dessus du niveau des années précédentes : +0,61 € /2021 et +0,92 € /2020.

La **production** de viande ovine est demeurée dynamique jusqu'à Pâques, en hausse de +11% /2021, à 7 948 téc, selon le ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation (*MAPA*).

La filière ovine espagnole est **dynamique** : elle souhaite à la fois un développement à l'international, avec la naissance de la marque « *Beef & Lamb from Spain* », mais aussi s'améliorer sur divers axes (alimentation, bien-être, etc.) avec la création du centre d'innovation ovin de Zamora.



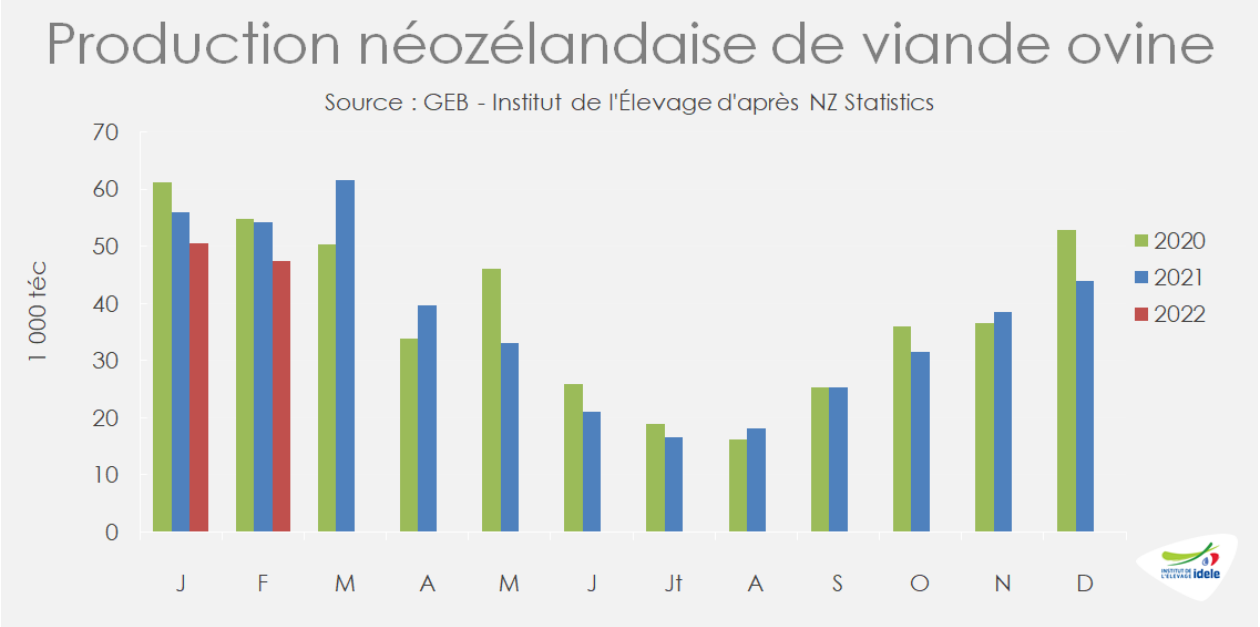
Nouvelle-Zélande : perturbations logistiques dues à Omicron

En **Nouvelle-Zélande**, le **variant Omicron** du Covid-19 a atteint son apogée début mars, au pic de production d'agneaux. Les abattoirs sont confrontés à des pénuries de personnel qui ralentissent les abattages et allongent les files d'attente et les stocks en élevage. Les sorties sont ainsi retardées et la campagne d'abattages s'allonge, avec un décalage de près de 11 semaines pour les élevages de l'île du Sud (sorties jusqu'à la mi-juillet).

Parallèlement, la **disponibilité** réduite en conteneurs réfrigérés limite d'autant plus les capacités à l'export. De plus, le nombre de ports où faire escale a presque diminué de moitié.

En février 2022, la **production** abattue en Nouvelle-Zélande a ainsi de nouveau chuté, de -13% /2021, à 47 420 téc. Les **exportations** de viande ovine ont en

conséquence diminué de -12% d'une année sur l'autre, pour tomber à 44 640 téc en février 2022. Les envois ont de nouveau baissé vers la Chine (- 25%) comme vers le Royaume-Uni (-7%), tandis qu'ils ont rebondi vers l'UE à 27 (+23%). Les expéditions vers l'Amérique du Nord, jusqu'alors plutôt dynamiques, ont diminué de -14%.



La collecte est relancée et les importations réduites

Dernière révision le 20 avril 2022

Après une année 2021 morose, la collecte de lait de chèvre a bondi début 2022. Mais face à une demande incertaine, les transformateurs ont contenu leurs approvisionnements en réduisant encore leurs importations de produits de reports, tout en préservant les fabrications de fromages de chèvre.

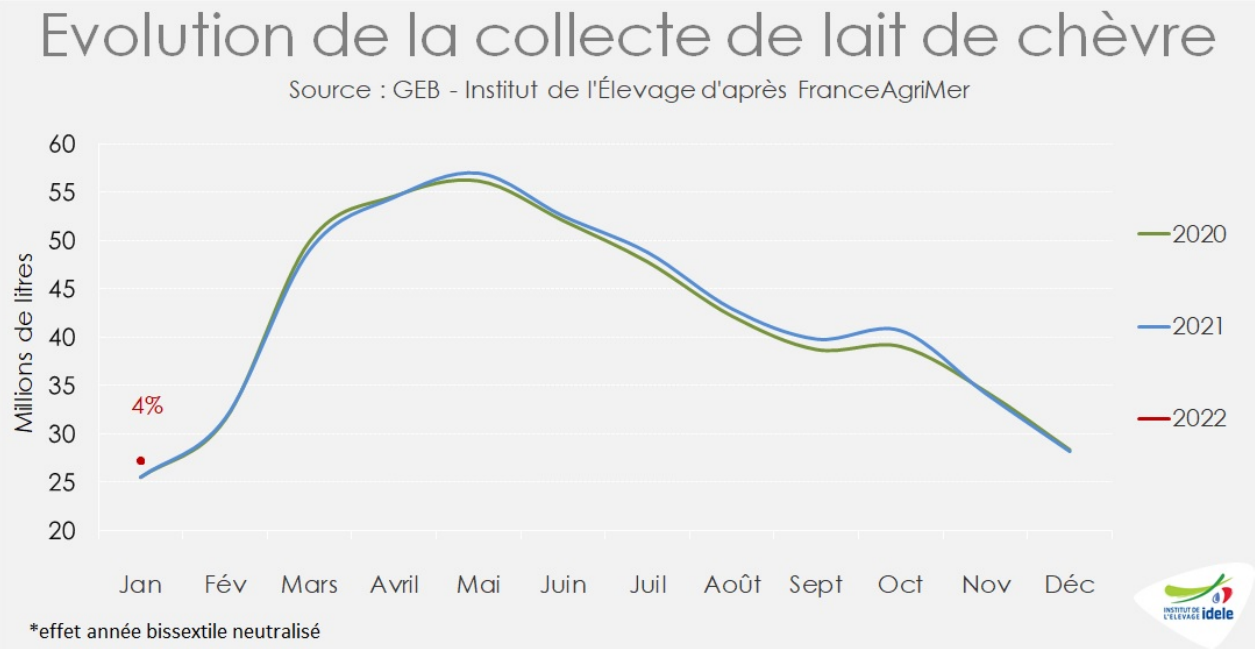
Ainsi, sujette à des conditions climatiques favorables, la collecte de lait de chèvre s'annonçait en progression en 2022. Mais la flambée des cours des matières premières agricoles (et de l'aliment acheté) laisse présager des ajustements productifs… sauf si les négociations commerciales entre fabricants et distributeurs permettent une hausse significative du prix du lait de chèvre pour au moins neutraliser la hausse des charges.

La collecte est relancée et les importations réduites

Dernière révision le 20 avril 2022

Après une année 2021 morose, la collecte de lait de chèvre a bondi en début d'année. Mais face à une demande incertaine, les transformateurs ont contenu leurs approvisionnements en réduisant encore leurs importations de produits de reports. Ainsi, ils ont préservé les fabrications de fromages de chèvre, dont la structure a évolué différemment selon la catégorie des produits.

Un bon début d'année

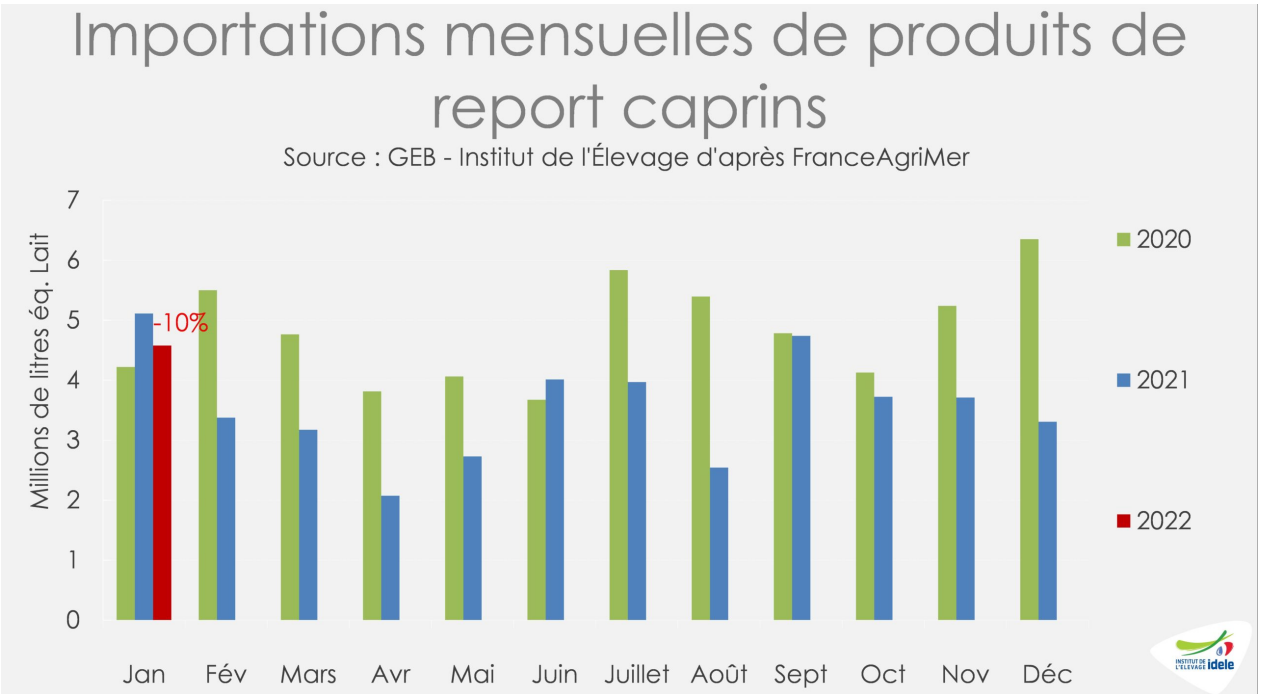


Après un dernier bimestre 2021 en repli, la collecte de lait de chèvre a connu un démarrage dynamique début 2021, avec une croissance de +4% /2021 en janvier à 26,5 millions de litres.

La production a bénéficié des fourrages abondants et de bonne qualité récoltés à l'automne 2021, ainsi que d'une forte demande des transformateurs, qui avaient connu une légère tension sur le marché de lait de chèvre français en 2021 (avec un approvisionnement en repli de -2% sur l'année). Mais son ampleur, alors même que le cheptel est stable en novembre 2021 (d'après l'enquête cheptel du SSP), est probablement davantage liée à un décalage des naissances.

La chute des importations se prolonge

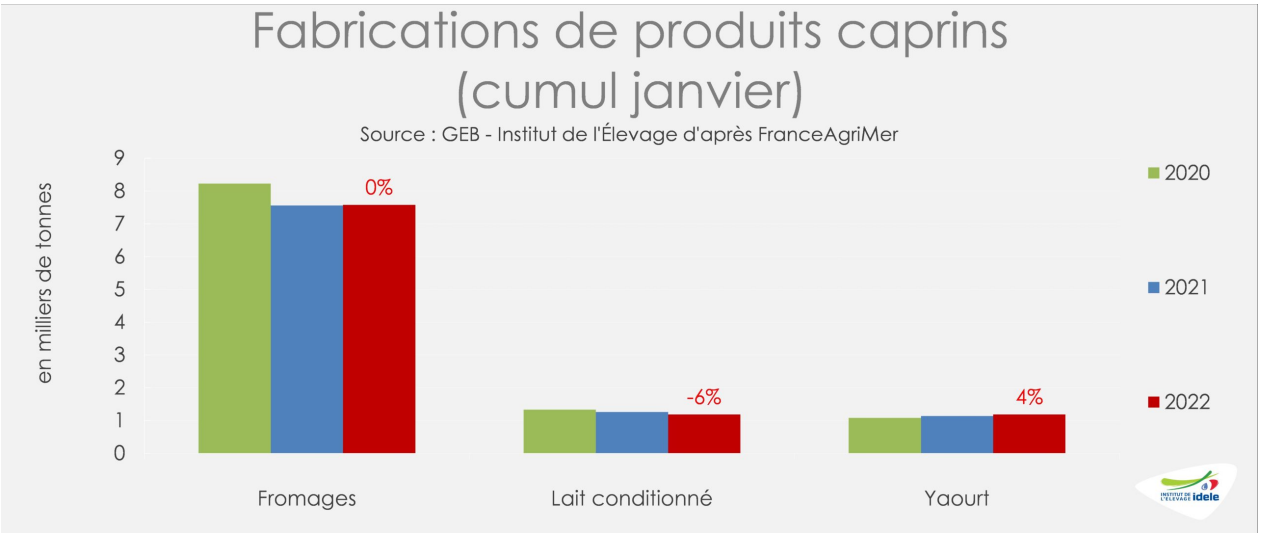
Après une année 2021 en net repli, les importations de produits de report caprins s'orientent toujours à la baisse ce début d'année. Ainsi, à 4,6 millions de litres en janvier, elles ont encore chuté de -10% d'une année sur l'autre.



Les fabrications peuvent désormais être en grande partie assurées avec de la ressource laitière nationale, dans un contexte de stabilisation de la demande. De plus, le recours massif aux importations devient moins intéressant avec la convergence des prix européens vers le prix français. En effet, en 2021, la moyenne annuelle du prix payé à la production en Espagne, principal fournisseur de produits de report, s'est établie à 772 €/1 000 l, soit +1 € de plus que le prix payé aux livreurs français (une première !). Le prix néerlandais est en revanche resté en dessous du prix français, de -13% à 667 €/1 000 litres.

La hausse de la collecte s'est accompagnée d'une chute des importations, si bien que l'approvisionnement des industriels français a légèrement progressé (+1% /2021), à un peu moins de 31 millions de litres transformés.

Les fabrications de fromages stables et d'ultra-frais en hausse



Après avoir chuté de -3% au 4ème trimestre 2021, les fabrications fromagères ont été stables en janvier d'une année sur l'autre, à 7 500 t.

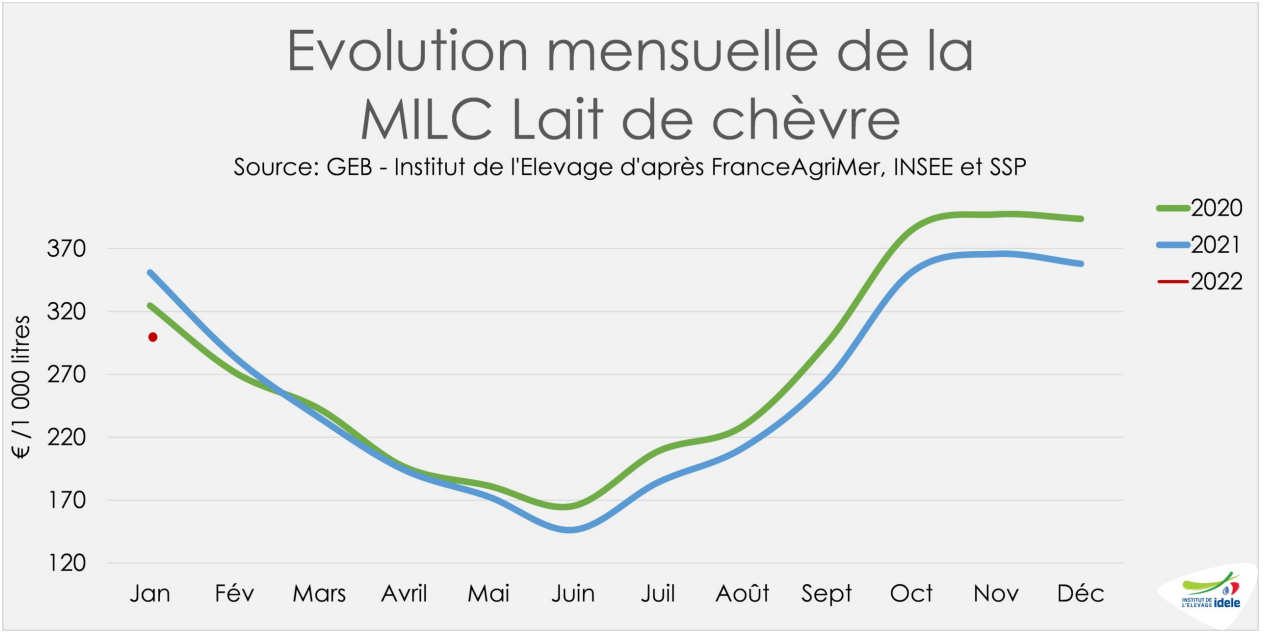
A l'image des fromages à la pièce (dont les fabrications ont baissé de -3% /2021), les fabrications de bûchettes ont reculé en janvier de -3% /2021, à 3 800 t, soit -126 t. En effet, la demande semble s'orienter davantage vers des produits à plus haute valeur ajoutée. Ainsi, les fabrications des fromages à découper ont fortement bondi de +12% en un an, à 860 t en janvier. Les fabrications de fromages frais, 1 550 t en janvier, ont également progressé de +5% /2021 soit +75 t.

D'un autre côté, les fabrications de yaourts ont bondi de près de +4% en un an, à près de 1 120 t, tandis que les fabrications de laits conditionnés ont mobilisé moins de ressource : en janvier elles ont chuté de près de -6% /2021, à 1,12 million de litres embouteillés.

Dégradation de la MILC Lait de chèvre en janvier 2022

La tendance baissière de l'indicateur MILC Lait de chèvre s'est prolongée en janvier 2022, suite à une année déjà marquée par sa dégradation. A 302 €/1 000 litres en janvier, il a chuté -56 € d'un mois sur l'autre, et de -49 € d'une année sur l'autre.

Ce repli s'explique par le rythme accéléré de la progression des charges indicées (estimées à 587 €/1 000 litres en janvier, soit +71 € d'une année sur l'autre), qui dépasse largement la hausse du prix du lait de chèvre sur la même période de +21 € à 855 €/1 000 litres selon FranceAgriMer La flambée du prix des intrants, liée au conflit ukrainien, devrait prolonger la tendance, si celle-ci ne s'accompagne pas d'une appréciation conséquente du prix du lait.



Une conjoncture compliquée ce printemps

Les cours des matières premières agricoles, déjà haussiers en 2021 en lien avec la reprise économique mondiale, ont flambé dès la déclaration de guerre par la Russie à l'Ukraine. Les mesures de rétorsion imposées à la Russie, poids lourd dans la production de blé, de maïs et de tournesol, et la neutralisation du potentiel céréalier de l'Ukraine par la guerre maintiendront des fortes tensions sur les marchés des grains … mais aussi sur ceux de l'énergie et des engrais. D'autant plus que les difficultés de semis que les producteurs ukrainiens rencontrent actuellement pourraient peser dans les disponibilités mondiales de céréales en 2022. À cela vient s'ajouter la sécheresse que l'Argentine vit en plein été austral, et qui embrase le cours du colza et du soja.

Ainsi, la hausse des cours des engrais pourrait avoir des conséquences sur les récoltes de 2022, tant en prairies qu'en grandes cultures. Dans ce contexte, la poursuite de la hausse du prix de l'aliment acheté laisse présager des ajustements dans la composition de la ration, et donc dans la production laitière… sauf si les négociations commerciales entre les fabricants et les distributeurs, rouvertes récemment, aboutissent à des hausses suffisantes pour mitiger cet impact.

Annuel caprins 2022 : Les défis de la hausse des coûts et de la compétition des grandes cultures

Dernière révision le 20 avril 2022



Les élevages caprins sont parmi les plus impactés par la hausse des prix des intrants, et plus particulièrement par ceux des grains et des oléagineux. En effet, les aliments achetés représentent à eux-seul la moitié de l'IPAMPA, indice des prix des intrants pour la production de lait de chèvre. En janvier 2022, avant même la guerre en Ukraine et ses conséquences sur la flambée des prix, l'IPAMPA aliments achetés affichait déjà une hausse de +14,3% d'une année sur l'autre (et +13,9% pour l'IPAMPA global). Cela donne une première mesure du stress actuel sur la production de lait de chèvre en France. Le GEB-Institut de l'Elevage est en train d'élaborer des outils d'aide à la décision dans un univers plus volatile que jamais.

L'an passé, le prix du lait avait bien augmenté de +4% à l'échelle du pays. Grâce à une année fourragère enfin correcte, cela avait permis une collecte en très légère hausse (+1%). Parallèlement, la transformation a encore une fois drastiquement réduit ses importations de caillé congelé, privilégiant ainsi l'affichage de l' « origine France » pour ses fabrications. La hausse des prix payés pour le lait de chèvre en Espagne et sa convergence avec le prix français ont sans doute dissuadé les importations de lait et de caillé ramenées à 8% de l'approvisionnement en lait de chèvre. L'industrie de transformation a ainsi réduit ses fabrications de fromages de -1% et de laits conditionnés de -4%. En revanche, celles de produits ultra frais, très minoritaires, ont rebondi de +3%.

L'indice du prix de vente industriel des fromages de chèvre n'a progressé que de +1,3% en 2021 (et +2,3% pour les fromages sous marques nationales). Même si la fin des confinements successifs a signifié un retour des achats de la restauration hors domicile, cette faible inflation des prix de vente pose problème dans un contexte de forte hausse des coûts, au niveau des élevages comme de la transformation (transport, gaz, emballages…). Toute la filière attend donc beaucoup de l'application de la loi EGALIM 2. Face aux impacts de la guerre en Ukraine, le Ministre de l'Economie a ainsi exigé de tous les partenaires, distributeurs et transformateurs, qu'ils renégocient les contrats de vente conclus avant le 28 février dernier.

Nos estimations de revenus des exploitations caprines en 2021 indiquent une stagnation générale par rapport à 2020, sauf dans 2 cas. Celui des polyculteurs-éleveurs avec une part importante de cultures de vente, dont le revenu aurait atteint un record à la hausse. Et, à l'inverse, celui des livreurs du Sud-Est, dont les revenus seraient retombés au bas niveau de 2019. Quant aux fromagers, le maintien de leur revenu dépend en particulier de leur capacité à passer des hausses de prix à leurs clients.

Ce contexte est inquiétant à plusieurs titres. La compétition avec les ateliers de productions végétales est relancée comme au début de la décennie passée. Cela est particulièrement aigu au moment de choisir les investissements, et notamment lors des reprises d'exploitation. Or nous sommes en pleine transition démographique, que d'aucuns qualifient de « papy boom ». Il est donc plus urgent que jamais d'envoyer des signaux encourageant la pérennité de la filière, qui passent d'abord par des hausses de prix à tous les stades.